



Conseil d'administration
Vendredi 6 décembre 2024
14 h
Salle du conseil



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vendredi 6 décembre 2024

14 heures
Salle du Conseil

- Ordre du jour -

1/ Approbation du procès-verbal du CA du 27 septembre 2024

2/ Informations générales

- Programme de démocratisation et égalité des chances – PEI PECED
- Actualités du réseau ScPo
- AMI-CMA design - projet « Territoires en commun - SHS et design en faveur des territoires »

3/ Questions budgétaires

- Projet de budget rectificatif n° 2 pour 2024 (vote)
- Projet de budget initial pour 2025 (vote)

4/ Questions institutionnelles

- Avenant n° 1 à la convention du 16 juillet 2024 de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du réseau ScPo (vote)
- Avenant n° 1 à la convention du 12 juillet 2023 de mutualisation du poste de coordinatrice du réseau ScPo (vote)
- Règlement d'admission en première année des Diplômes « Grade Master - Coursus général » des Instituts d'Études Politiques du Réseau ScPo (vote)
- Modalités d'organisation du test d'entrée en deuxième année à Sciences Po Lyon dit « concours de sciences sociales » pour la session 2025 (vote)
- Règlement et modalités du test d'entrée en 4^e année (vote)
- Conventions signées par la directrice de l'Institut d'Études Politiques de Lyon (information)

5/ Questions de formation

- Modalités de contrôle des connaissances et des compétences (MCCC) – année universitaire 2024-2025 (vote)
- Architecture de la spécialité de 5^e année Management, Action Culturelle et International (MACI) (vote)
- Création du Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI) (vote)
- Diplôme inter-établissements en formation initiale du CHELS : « Grandes transitions : mesurer et comprendre pour agir » (vote)

6/ Questions Financières

- Intégration du bâtiment du site Blandan (Public Factory) au patrimoine de l'IEP de Lyon
- Politique d'immobilisation et durées d'amortissement (vote)
- Droits d'inscription au Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI) (vote)
- Droits d'inscription au Diplôme inter-établissements du CHELS « Grandes transitions : mesurer et comprendre pour agir » (vote)
- CVEC :
 - Bilan des actions financées par les produits de la CVEC en 2023 (vote)
 - Appel à projets financés par les produits de la CVEC pour 2024 (vote)
 - Programmation des actions financées par les produits de la CVEC en 2025 (vote)
- Politique achats (vote)
- Proposition de remise gracieuse (vote)

7/ Questions de ressources humaines

- Campagne d'emplois 2025 (vote)
- Dispositif et cotation des postes filières AENES, Bibliothèque et ITRF selon le RIFSEEP et régime indemnitaire associé (vote)
- Règles d'attribution du complément indemnitaire de fin d'année 2025 pour les agents contractuels BIATSS (vote)
- Règles d'attribution du complément indemnitaire annuel (CIA) des agents titulaires pour 2025 (vote)

8/ Fonds social

- Aides exceptionnelles attribuées par la Directrice aux étudiantes et étudiants (information)

9/ Questions diverses

- Motions proposées par des élus et élues enseignants-chercheurs siégeant au Conseil d'administration
- Amendement proposé par À l'unisson et Solidaires étudiant-e-s IEP de Lyon.



1/ Approbation du procès-verbal du CA du 27 septembre 2024

CONSEIL D'ADMINISTRATION
vendredi 27 septembre 2024
14 heures – Salle du Conseil

Membres présents :

Membres de droit : Catherine PRUDHOMME (IRA de Lyon).

Membres de droit avec voix consultative : Déborah JACOB (agent comptable), Hélène SURREL (Directrice).

Personnalités extérieures : Isabelle DORÉ-RIVÉ (CHRD), Gilles LE CHATELIER (avocat à la Cour, conseiller d'Etat, président du Conseil d'administration), Jean-François PLOQUIN (Forum Réfugiés), Lucie VACHER (Métropole de Lyon).

Collèges des enseignants et enseignants-chercheurs : Julien BARROCHE, Anne-Sophie CHAMBOST, Philippe CORCUFF, Clément COSTE, Benjamin DUBRION, Béatrice JALUZOT, Harold MAZOYER, Sophie PAPAETHYMIU, Gilles POLLET, David VALLAT.

1^{er} collège des étudiants : Carmel COTTIN, Samuel CARPANO-MAZUYER, Eloi MERCIER.

2nd collège des étudiants : Léandre COTTAZ, Alice DELARA, Corentin LILLO-CASADO.

Collège des personnels BIATSS : Abdel SOUBKI.

Invités permanents : Laurent BOULAN (DRAES, représentant de Monsieur le Recteur de région académique), Yanis BOULEKROUCHE (président de l'association des Alumni), Kévin CORBION (chargé d'études juridiques et institutionnelles), Jérémy OLIVO (DGS).

Membres représentés ou excusés :

Membres de droit et personnalités extérieures : Betty BA (FormaSup, représentée), Laurence BERTRAND DORLÉAC (FNSP, excusée), Maryvonne LE BRIGNONEN (INSP, représentée), Isabelle VON BUELTZINGSLOEVEN (Université Lumière Lyon 2, excusée).

1^{er} collège des étudiants : Théodora PITOULIA (représentée), Matis ROGER (excusé).

2nd collège des étudiants : Martin COLSON (représenté).

Invités permanents : Laure CHEBBAH-MALICET (excusée), Sabine SAURUGGER (Sciences Po Grenoble, excusée), Hervé SEVILLE (contrôleur budgétaire en région DRFIP, excusé).

La séance est ouverte à 14 heures.

1/ Approbation du procès-verbal du Conseil d'administration du 24 juin 2024

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices le procès-verbal du Conseil d'administration du 24 juin 2024.

Le procès-verbal du Conseil d'administration du 24 juin 2024 est adopté à l'unanimité.

2/ Informations générales

- Concours d'entrée

Hélène SURREL communique aux administrateurs et administratrices plusieurs informations sur les concours d'entrée à Sciences Po Lyon.

Pour le concours commun du Réseau ScPo, le campus de Lyon a admis 185 étudiants et étudiantes et 43 ont été admis sur le campus de Saint-Etienne.

Pour le concours d'entrée en 2^{ème} année, 43 étudiants et étudiantes ont été admis.

Pour le concours d'entrée en 4^{ème} année, 40 étudiants et étudiantes ont été admis.

Pour le concours de la Banque d'Épreuves Littéraires (BEL), 8 étudiants et étudiantes ont été admis.

Hélène SURREL précise enfin que la voie spécifique dédiée aux doubles diplômes en droit ou en économie sur le campus de Saint-Étienne a conduit à l'admission de 12 étudiants et étudiantes.

- Enquête d'insertion professionnelle CGE

Hélène SURREL rappelle que cette enquête - enquête de la CGE - concerne les diplômés 2023. Le taux de réponse était déjà satisfaisant les années précédentes et il est en augmentation cette année. 83,3 % des diplômés 2023 ont répondu à l'enquête.

Les résultats de l'enquête mettent en avant une prédominance d'insertion dans le secteur privé. L'insertion professionnelle est très bonne puisque les diplômés trouvent très rapidement un premier emploi : 30,2 % en contrat à durée indéterminée et 52,6 % en contrat à durée déterminée dont 83 % sont d'une durée supérieure à six mois.

69 % des diplômés ayant répondu à l'enquête sont satisfaits de leur emploi. Il y a une différence de 19 points avec les résultats de l'enquête précédente portant sur les diplômés 2022. Cette différence s'explique par l'ajout d'une possibilité supplémentaire dans les réponses, « absence d'avis ». De fait, ce chiffre n'est sans doute pas très représentatif.

39 % des diplômés ayant répondu à l'enquête occupent une fonction à l'international, ce qui constitue une forte hausse.

Hélène SURREL précise que l'enquête est consultable en ligne. Il existe aussi une enquête par spécialité de 5^{ème} année.

- Actualités du CHELS

Hélène SURREL présente la nouvelle charte graphique du CHELS.

Le Collège des Hautes Etudes Lyon Sciences réunit 8 établissements du site Lyon-Saint-Étienne. Il permet de proposer des modules partagés aux étudiants et étudiantes dans un autre établissement.

196 étudiants et étudiantes se sont inscrits aux modules partagés en 2023-2024, la moitié de ces inscrits a été évaluée, donnant lieu à l'obtention de crédits ECTS.

Outre les modules partagés, il existe un cours commun. Le dernier cours commun intitulé « Ruptures créatrices » s'est déroulé dans l'établissement. 80 étudiants et étudiantes ont été évalués dans ce cadre. Le nouveau cours pour l'année 2024-2025 « Ordres et désordres » a lieu à l'École Normale Supérieure de Lyon.

Le CHELS souhaite développer ses activités dans le champ de la formation continue et dans le champ de la formation initiale.

Hélène SURREL donne quelques éléments d'explication sur le projet de création d'un diplôme commun aux 8 établissements membres. Cette formation transdisciplinaire sera d'une durée d'un an

et pourra être réalisée à l'occasion d'une année de césure par exemple. Elle pourra être suivie par des étudiants et des étudiantes de chacun des 8 établissements. Cette formation sera consacrée aux grandes transitions. Le processus mené par un groupe de travail est encore en cours. Les contours de la maquette de ce diplôme inter-établissements se dessinent autour de 3 unités d'enseignement : « Mesurer et suivre les impacts », « Comprendre les grandes transitions », « Agir pour changer ». Outre les cours et les cours-projet, il est prévu la réalisation d'un stage d'une durée minimum de 4 mois. Ce diplôme devrait être mis en place à la rentrée 2025-2026. Il sera soumis auparavant à l'examen du Conseil d'administration.

Anne-Sophie CHAMBOST, référente CHELS pour Sciences Po Lyon, informe d'un processus de sondage dans les établissements membres pour solliciter les enseignants-chercheurs susceptibles d'être intéressés pour intervenir dans un des différents modules qui seront proposés.

- Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP)

Hélène SURREL rappelle quelques éléments.

Il existe des dispositifs qui permettent aux établissements d'obtenir des financements complémentaires à la subvention pour charges de service public. Ces financements ne sont pas pérennes et ils sont associés à des actions précises.

Pour la première fois en 2021, l'établissement a pu participer au Dialogue Stratégique de Gestion (DSG) et formuler des demandes pour obtenir certains financements. Par la suite, le DSG est devenu le Dialogue de Performance (DP) puis désormais le Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP). Ce nouvel instrument présente une spécificité par rapport au DSG et au DP, les financements sont, en effet, attribués pour une durée de 3 ans. Il convient d'exposer dans le COMP la stratégie de l'établissement.

Le projet de COMP a été soumis le 15 septembre 2024. Le délai de rédaction était extrêmement court, les informations ayant été communiquées le 28 juin 2024.

Le 9 octobre 2024 se tiendra un dialogue avec le Rectorat et notamment Monsieur le recteur Fioni, pour évoquer la stratégie de l'établissement et les demandes de financements formulées.

Hélène SURREL précise qu'il existe deux types de COMP : le COMP *stricto sensu* et le COMP dit « aménagé ». Ce dernier s'adresse aux établissements dont le budget est inférieur à 1000 k€. C'est le cas de Sciences Po Lyon. L'aménagement tient au fait que l'établissement a moins d'items à traiter. Les items de la formation, de la recherche et de l'innovation et de la transition socio-écologique doivent obligatoirement être traités. L'établissement a choisi de traiter un quatrième thème – pilotage et gestion au regard de l'importance de l'action à mener en la matière.

A l'issue du processus avec le Rectorat, le COMP sera transmis à la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle. Le COMP fera l'objet d'une signature et devra ensuite être soumis au Conseil d'administration.

- Évaluation du Hcéres

L'établissement faisant partie de la vague A, Hélène SURREL indique que le processus d'évaluation va bientôt démarrer.

Une réunion d'information aura lieu à Paris le 24 octobre 2024. Une rencontre stratégique aura lieu le 19 novembre 2024. Des ateliers thématiques Formation et Recherche se dérouleront le 10 décembre 2024.

Les rapports d'autoévaluation des entités de Recherche seront remis au plus tard le 30 mai 2025. Les rapports d'autoévaluation Formation et Etablissement devront être remis au plus tard le 16 juin 2025.

Hélène SURREL rappelle que dans le cadre de l'évaluation Hcéres, il y a trois sortes d'évaluations : l'évaluation dite « formation », l'évaluation dite « Recherche » et l'évaluation dite « établissement ».

Lorsque le comité de l'Hcéres procède à l'évaluation dite « établissement », il y a une visite de l'établissement qui s'appuie sur les rapports Recherche et Formation transmis en amont aux experts. Elle se déroulera sur l'année universitaire 2025-2026. Les enjeux pour l'établissement sont forts. Le processus d'évaluation va mobiliser dès cette année tous les acteurs de l'établissement dans la rédaction du rapport d'autoévaluation. Les modalités de l'évaluation seront précisées après la réunion du 24 octobre 2024.

- ComUE de Lyon Saint-Étienne

Hélène SURREL souhaite communiquer quelques informations sur le processus de réflexion sur la nécessaire structuration académique du site universitaire démarré il y a quelques mois au sein de la ComUE Lyon-Saint-Étienne.

Le directoire de la ComUE est porteur de cette réflexion. Le directoire est composé des chefs d'établissement membres fondateurs et de deux représentants des établissements associés à la ComUE. L'objectif du directoire est de définir une feuille de route en la matière permettant ensuite un travail au sein des collèges académiques Formation et Recherche de la ComUE.

Cette structuration académique vise en premier lieu à définir une stratégie académique commune au site Lyon-Saint-Étienne, en créant un cadre de travail commun et stable. Le directoire a la volonté de renforcer le lien entre Formation et recherche et notamment le continuum entre Master et Doctorat. Il s'agit aussi d'améliorer la capacité du site Lyon-Saint-Étienne à se positionner par rapport aux grandes stratégies nationales et aux grands appels à projets. La voie première des financements étant désormais les grands appels à projets, il est important que les communautés travaillent ensemble pour être prêtes à y répondre.

Il s'agit également d'essayer d'affirmer la signature scientifique du site Lyon-Saint-Étienne. Le site comprend quatre universités et un très grand nombre d'écoles, il est particulièrement riche.

Ce processus associe la ComUE, les établissements du site Lyon-Saint-Étienne, les organismes nationaux de recherche, le tissu socio-économique et les collectivités locales.

Hélène SURREL précise qu'il ne s'agit en aucun cas d'une structuration institutionnelle mais d'une structuration académique.

A ce stade des travaux, le projet se présente sous la forme d'une matrice autour de deux axes : l'approche disciplinaire, avec des réseaux de coordination disciplinaire. Il s'agirait de créer des espaces d'animation scientifique avec les Masters, les écoles doctorales et les laboratoires de recherche. Le second axe est celui de la mise en place d'instituts thématiques transdisciplinaires avec une approche adossée aux grands enjeux de société.

L'absence depuis le mois de mars de représentation de l'Université Claude Bernard Lyon 1 a quelque peu ralenti le processus mais le travail se poursuit désormais au sein des collèges Formation et Recherche de la ComUE.

- Reconnaissance de l'engagement étudiant

Hélène SURREL précise qu'aucun texte ne sera soumis au Conseil d'administration pendant la séance. Elle souhaite, cependant, revenir sur ce point à la suite des débats qui ont eu lieu lors du Conseil d'administration du 24 juin 2024.

Hélène SURREL rappelle qu'en tant qu'établissement public, Sciences Po Lyon est tenu de respecter la loi. La DRAES ayant pointé le fait que le mécanisme mis en place n'était pas suffisant, lors du Conseil d'administration du 24 juin 2024, certaines modifications avaient été proposées. Ces propositions n'ont pas recueilli l'accord des administratrices et des administrateurs. Aussi une nouvelle proposition sera-t-elle soumise ultérieurement.

Hélène SURREL précise que la reconnaissance et la valorisation de l'engagement étudiant fait partie des critères d'évaluation du Hcéres. Une attention particulière est portée à la mise en œuvre de ces dispositifs.

Un premier dispositif validé par le Conseil d'administration dans sa délibération en date du 22 septembre 2023 a été mis en place. Un groupe de travail associant des enseignants-chercheurs et des étudiants et étudiantes de la Commission des Etudes et de la Vie Etudiante avait alors communiqué des propositions à l'administration. Cela avait conduit à introduire une disposition dans l'article 2 du Règlement des Etudes et des Examens mais la valorisation de l'engagement ne pouvait alors être faite qu'en 4^{ème} année.

Dans la délibération proposée au mois de juin, il été proposé que la valorisation puisse aussi concerner la 1^{ère} année et la 2^{ème} année. En outre, des motifs ne figurant pas dans le dispositif été aussi proposés. Par ailleurs, la délibération proposait de réduire les bonifications en termes de moyenne à la lumière de l'expérience.

Hélène SURREL rappelle quelques chiffres représentatifs de la dernière commission. 99 dossiers ont été soumis, 15 dossiers ont été jugés irrecevables. Les valorisations ont été attribuées entre 0.25 point de moyenne pour 33 étudiants et étudiantes et 0.75 point pour 19 étudiants et étudiantes. Le service de la vie étudiante et les membres de la commission ont effectué le travail très sérieusement. De nouveaux échanges seront nécessaires pour qu'une nouvelle proposition soit faite dans le cadre de ce dispositif obligatoire.

Léandre COTTAZ souhaite des précisions sur les attentes au regard de la loi.

Hélène SURREL explique que la DRAES a fait remarquer que le dispositif devait être élargi aux 1^{ère} et 2^{ème} année. Il s'agit aussi de l'améliorer. La pratique a permis de s'apercevoir que certaines activités, par exemple, l'engagement en tant que sapeur-pompier volontaire, ne figuraient pas dans le dispositif.

Hélène SURREL indique que des mesures d'aménagement peuvent aussi être proposées au profit d'étudiants et d'étudiantes qui auraient un engagement. Cela doit faire l'objet d'échanges qui n'ont pas encore été menés.

Gilles LE CHATELIER rappelle la nécessité de s'engager dans un travail participatif pour prendre en compte cette question sensible au regard des obligations législatives et réglementaires.

- Gilles LE CHATELIER indique avoir été interrogé par plusieurs administrateurs et administratrices sur les règles de comptabilisation des voix à l'issue du Conseil d'administration du 24 juin 2024.

Jérémy OLIVO explique qu'il existe trois règles qui sont applicables aux délibérations du Conseil d'administration.

Les deux premières sont fixées par le décret statutaire des IEP de 1989. L'article 11 dispose que les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Dans cette modalité, les abstentions sont comptabilisées avec les voix défavorables.

Il existe deux exceptions. La première est issue du décret statutaire des IEP de 1989, article 11 – Le vote du règlement intérieur repose sur une majorité absolue des membres en exercice. La seconde est fixée par le Code de l'éducation, elle concerne les délibérations en matière budgétaire. Le vote du budget repose sur une notion de suffrages exprimés. On ne tient alors pas compte des abstentions. Le vote du budget est également soumis à un quorum physique.

3/ Questions Financières

- Admissions en non-valeur (vote)

Déborah JACOB, agent comptable de l'établissement, présente les admissions en non-valeur pour un montant total de 154 euros. Toutes les modalités de recouvrement votées par le Conseil d'administration ont été mises en œuvre sans succès. Ce sont pour l'essentiel des recouvrements au titre de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP).

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices les admissions en non-valeur.

Les admissions en non-valeur sont adoptées à l'unanimité.

- Modalités de remboursement des frais de déplacement temporaire pris en charge par l'IEP pour l'année universitaire 2024-2025

Hélène SURREL rappelle que le Conseil d'administration a déjà adopté une délibération sur les modalités de remboursement des frais de déplacement temporaire pris en charge par l'IEP pour l'année universitaire 2024-2025 lors du Conseil d'administration du 24 juin 2024.

Il s'agit de procéder à quelques modifications.

Hélène SURREL rappelle qu'il est possible pour le directeur ou la directrice de proposer un montant supérieur au montant de droit commun dans deux situations et dans la limite d'un montant de 250 €/nuitée. Il est également prévu un abattement progressif à partir de la 5^{ème} nuitée.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices les modalités de remboursement des frais de déplacement temporaire pris en charge par l'IEP pour l'année universitaire 2024-2025.

Les modalités de remboursement des frais de déplacement temporaire pris en charge par l'IEP pour l'année universitaire 2024-2025 sont adoptées à l'unanimité.

4/ Questions institutionnelles

- Règlement intérieur (vote)

Hélène SURREL présente une première modification relative à la création d'une nouvelle fonction de responsable de collège disciplinaire. Il existe déjà des représentants et des représentantes de chaque discipline qui siègent au sein de Commission des Etudes et de la Vie Etudiante. Les responsables de collège disciplinaire auront des fonctions supplémentaires et notamment celle de faire le lien avec le service de la scolarité et avec la direction des Etudes sur les besoins en recrutement des vacataires. Il s'agira aussi de participer à l'élaboration des profils des Attachés Temporaires d'Enseignement et de Recherche et des enseignants-chercheurs et au recrutement des Attachés Temporaires d'Enseignement et de Recherche. L'exercice de cette fonction se verra attribuer 15 heures équivalent TD.

La seconde modification concerne la charte pour l'Egalité qui figure en annexe du règlement intérieur. Elle existe depuis 2018. Les modifications principales visent à simplifier le mode de désignation des membres de la commission Egalité. La commission Egalité est une instance de débat et de sensibilisation. Il ne faut pas la confondre avec la Cellule Egalité qui est une instance d'écoute de personnes qui soumettent des signalements. Lors de la commission permanente, il a été souligné avec regrets que les éléments de droit positif qui figuraient après la charte ont été supprimés. Hélène SURREL précise que cette suppression est provisoire, un travail va être conduit pour proposer de nouveaux éléments, sans inexactitudes juridiques. Un nouveau texte sera rédigé dès que possible.

Hélène SURREL rappelle qu'un très gros travail a été mené dans le cadre des 9 Sciences Po conduisant à la réalisation d'un livret sur les violences sexistes et sexuelles. Ce livret, disponible en ligne, comporte un très grand nombre d'éléments relatifs aux définitions.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices les modifications du règlement intérieur proposées dans la délibération.
Les modifications du règlement intérieur sont adoptées à l'unanimité.

- Charte de la vie associative (vote)

Hélène SURREL présente les modifications de la charte associative. Les modifications apportées sont à l'initiative des étudiants et des étudiantes des associations domiciliées dans l'établissement. Le travail a été réalisé en lien avec le service des affaires juridiques.

La modification la plus importante concerne le rôle de Vice-président étudiant. Jusqu'à présent il y avait un ou une Vice-président étudiant et un ou une Vice-président adjoint. Désormais, il est proposé un maximum de quatre Délégués à la Vie Associative.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices les modifications de la charte de la vie associative proposées dans la délibération.
Les modifications de la charte de la vie associative sont adoptées à l'unanimité.

- Convention pour l'organisation du concours commun 2025 du Réseau ScPo (approbation)

Hélène SURREL rappelle que le concours du Réseau ScPo est commun à 7 Sciences Po de région. Elle expose ensuite les modifications opérées.

Il est proposé de réaliser des modifications formelles de réorganisation des articles et de renumérotation.

Il s'agit aussi de formaliser le rôle de la présidence et des vice-présidences. Le concours et le Réseau ScPo sont présidés chaque année par un directeur ou une directrice. Le président ou la présidente sortant et le président ou la présidente à venir constituent les vice-présidences.

Par ailleurs, les droits d'inscription au concours commun du Réseau ScPo n'ont pas été modifiés depuis 2014, cela représente 21 % d'inflation cumulée. Ainsi, il est proposé de les augmenter d'un peu plus de 16 % pour les étudiants et étudiantes qui ne sont pas boursiers et de les diminuer pour les étudiants et les étudiantes boursiers.

Hélène SURREL précise que le Réseau ScPo a fait le choix fort de la méritocratie en organisant un concours avec des épreuves écrites anonymes. Cela engendre beaucoup de frais mais c'est un type de concours différent que lorsque l'on demande un dossier.

Abdel SOUIBKI interroge la décision de baisser les droits d'inscription pour les étudiants et les étudiantes boursiers au regard de l'inflation.

Hélène SURREL explique que la décision a été prise en comité de direction du Réseau ScPo. Il a été décidé d'aider les plus fragiles, donc les boursiers.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices les modifications de la convention pour l'organisation du concours commun 2025 du Réseau ScPo proposées dans la délibération.

Les modifications de la convention pour l'organisation du concours commun 2025 du Réseau ScPo sont approuvées avec 1 abstention et 4 votes contre.

- Avenant n° 1 à la convention 2023-2024 relative à la mutualisation du la 5^e année du diplôme du Réseau ScPo (approbation)

Hélène SURREL explique que la mutualisation permet à un ou une étudiante d'un établissement du Réseau ScPo de faire sa 5^{ème} année dans un autre Sciences Po du Réseau ScPo à condition que la formation en jeu ne soit pas proposée dans son Sciences Po d'origine. La convention met en place un mécanisme de répartition de la charge financière.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices l'avenant n° 1 à la convention 2023-2024 relative à la mutualisation du la 5^e année du diplôme du Réseau ScPo.

L'avenant n° 1 à la convention 2023-2024 relative à la mutualisation du la 5^e année du diplôme du Réseau ScPo est approuvé à l'unanimité.

- Convention de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du Réseau ScPo (approbation)

Hélène SURREL rappelle que le poste d'informaticien-développeur du Réseau ScPo a déjà fait l'objet de nombreuses présentations au Conseil d'administration. Ce poste contribue à l'organisation du concours d'entrée commun pour le Réseau ScPo mais aussi pour PEI, le PECED dans sa déclinaison lyonnaise.

L'ingénieur est basé à Sciences Po Aix et les coûts de son salaire et des frais afférents à sa fonction sont mutualisés entre les différents Sciences Po du réseau.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices la convention de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du Réseau ScPo.

La convention de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du Réseau ScPo est approuvée à l'unanimité.

- Conventions signées par la directrice de l'Institut d'Études Politiques de Lyon (information)

Hélène SURREL indique qu'un grand nombre de conventions concerne les cours-projet de la Public Factory ou de la spécialité de 5^{ème} année MACI. Le dispositif de science ouverte Mir@bel fait aussi l'objet d'un grand nombre de de conventions.

L'avenant à la convention de partenariat pour la mise en œuvre des parcours Analyse des Politiques Publiques (APP), Evaluation et Pilotage des Politiques Publiques (EPPP) et Politiques Publiques de l'Alimentation et Gestion des Risques Sanitaires (PAGERS) du master Science Politique fait également partie des nombreuses conventions signées depuis la fin du mois de juin 2024.

Des conventions concernant le projet Pégase sont également présentées dans le tableau et, pour l'essentiel, ce sont des conventions de partenariat avec d'autres établissements dans le cadre des Master notamment.

5/ Questions de ressources humaines

Hélène SURREL rappelle que pour les questions de ressources humaines, le CSA est obligatoirement consulté. Il a rendu un avis favorable sur les questions à l'ordre du jour.

- Charte du télétravail (vote)

Hélène SURREL explique qu'il s'agit de mettre en œuvre l'accord-cadre du 3 juillet 2023. Il s'agit, par exemple, de la possibilité de télétravailler dans un lieu autre que son domicile ou la suppression de restrictions temporelles avant de pouvoir bénéficier du télétravail.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices les modifications de la charte du télétravail proposées dans la délibération.

Les modifications de la charte du télétravail sont adoptées à l'unanimité.

- Liste des fonctions ouvrant droit à la composante fonctionnelle C2 du régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs (RIPEC) et montant maximum pouvant être perçu pour l'année universitaire 2023-2024 (vote)

Hélène SURREL indique que le dispositif a déjà reçu un vote favorable du Conseil d'administration. Le décret du 29 décembre 2021 prévoit que le Conseil d'administration doit préciser s'il peut y avoir une conversion de la prime dite C 2 en décharge du service de l'enseignant-chercheur concerné. Cet élément figure dans la délibération pour l'année 2024-2025 mais ne figurait pas dans le document pour 2023-2024. Il s'agit donc d'une mesure de régularisation.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices la modification de la liste des fonctions ouvrant droit à la composante fonctionnelle C 2 du régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs (RIPEC) et montant maximum pouvant être perçu pour l'année universitaire 2023-2024 proposée dans la délibération.

La modification de la liste des fonctions ouvrant droit à la composante fonctionnelle C2 du régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs (RIPEC) et montant maximum pouvant être perçu pour l'année universitaire 2023-2024 est adoptée à l'unanimité.

6/ Questions de formation

- Règlement des études et des examens 2024-2025 (vote)

Hélène SURREL présente plusieurs points :

- Une modification qui concerne les coefficients des heures d'enseignement de la spécialité de 5^{ème} année PIST.
- Des dispositions qui concernent le diplôme d'établissement JurisPo. Hélène Surrel rappelle que ce diplôme peut être préparé par des étudiants et des étudiantes de la faculté de Droit de Saint-Etienne.
- Une modification importante de l'article 5 relatif à l'assiduité ayant longuement été débattu lors du précédent Conseil d'administration du 24 juin 2024 alors même qu'il n'y avait pas eu de remarques lors de la commission permanente.
- Hélène SURREL indique avoir procédé à des consultations en amont pour trouver un consensus pour cette nouvelle proposition de modification concernant les absences justifiées du fait de règles incapacitantes. Il est proposé soit une attestation sur l'honneur, soit une attestation d'un professionnel de santé. Certains membres de la CEVE et la direction s'entendent sur l'importance de ne pas sortir les étudiantes du parcours de soins nécessaire dans ce cas de figure. Hélène SURREL précise que deux établissements ayant pris

dernièrement des mesures analogues l'on fait de la manière suivante : l'Université Paris Est Créteil a prévu un dispositif de 12 jours annuels et un maximum de 2 jours par mois sur présentation d'une attestation annuelle signée d'un médecin et, plus récemment, l'Université Clermont Auvergne a adopté un dispositif demandant une attestation sur l'honneur mais avec l'obligation de répondre à une convocation du Service de Santé Universitaire.

Sophie PAPAETHYMIU demande si l'établissement a une idée du nombre de personnes susceptibles d'être concernées par ce dispositif.

Hélène SURREL indique que l'établissement n'a aucune visibilité sur ce chiffre. Cette question relevant de la vie privée, l'établissement ne dispose pas d'éléments.

Gilles LE CHATELIER avait, à cet égard, précisé lors du Conseil d'administration du 24 juin 2024 qu'il serait pertinent de faire un bilan au bout d'une année d'application du dispositif.

Carmel COTTIN rappelle que les élus étudiants et les étudiantes restent disponibles pour travailler sur ces questions au sein d'un groupe de travail.

Clément COSTE demande si le dispositif prévoit une limite mensuelle d'utilisation des 15 jours accordés.

Gilles LE CHATELIER indique qu'il n'y a pas de limite prévue dans le dispositif proposé.

Hélène SURREL souhaite enfin soumettre une modification du REE en séance du fait d'une erreur matérielle. Dans le tableau du tronc commun des cours du secteur « communication », trois matières valant chacune 4 ECTS devraient octroyer chacune 3 ECTS afin que le total annuel de l'ensemble des matières ne dépasse pas 60 ECTS.

Gilles LE CHATELIER soumet à l'approbation des administrateurs et administratrices les modifications du règlement des études et des examens 2024-2025.

Les modifications du règlement des études et des examens 2024-2025 sont adoptées à l'unanimité.

7/ Fonds social

- Aides exceptionnelles attribuées par la Directrice aux étudiantes et étudiants (information)

Hélène SURREL souhaite préciser que les demandes d'aide sociale concernent à nouveau seulement des étudiantes de 2^{ème} cycle.

Une aide de 550 € a été attribuée à une étudiante de 4^{ème} année pour l'aider à payer son loyer en région parisienne dans le cadre d'un stage.

Une aide de 800 € a été attribuée à une étudiante de 4^{ème} année du fait de la fin du bénéfice de la bourse sur critères sociaux et de son état de santé ne permettant pas d'avoir un emploi d'été.

Une aide de 600 € a été attribuée à une étudiante de 4^{ème} année du fait de la fin du bénéfice de la bourse sur critères sociaux et en attente d'un emploi estival.

Une aide de 450 € a été attribuée à une étudiante de 4^{ème} année pour l'achat d'un matériel informatique.

Une aide de 670 € a été attribuée à une étudiante de 5^{ème} année en rupture de contrat d'alternance et en attente d'un nouveau contrat.

Une aide de 500 € a été attribuée à une étudiante de 5^{ème} année pour subvenir à ses frais alimentaires et couvrir des frais de visa à régler.

Hélène SURREL rappelle que les aides sont toujours attribuées à la suite d'un avis de l'assistante sociale du CROUS. L'établissement accorde systématiquement le montant proposé par cette dernière.

David VALLAT demande s'il n'y a pas un déficit de communication du dispositif au 1^{er} cycle.

Hélène SURREL assure que le service de la vie étudiante donne régulièrement les informations, les élus étudiants et les élues étudiantes sont aussi sollicités pour faire connaître le dispositif. Certains étudiants et certaines étudiantes s'adressent parfois directement à la directrice qui les met alors en relation avec Laure CHEBBAH-MALICET.

Hélène SURREL indique être préoccupée par le nombre de demandes faites par les étudiants et les étudiants en situation précaire.

Clément COSTE demande si l'établissement a des statistiques sur l'évolution année par année.

Hélène SURREL indique constater une inflexion sur les années 4 et 5. Elle regardera plus précisément pour communiquer des éléments vérifiés.

Léandre COTTAZ souhaite connaître le fonctionnement du fonds d'aide sociale.

Hélène SURREL explique qu'il y a une enveloppe sur ressources propres qui est votée lors du budget initial. Si l'enveloppe devait être épuisée, l'établissement a toujours la possibilité d'utiliser une autre ligne budgétaire.

Harold MAZOYER demande si l'établissement a une visibilité du pourcentage d'étudiants ou d'étudiantes boursiers parmi ceux et celles qui bénéficient d'une aide du fonds social.

Hélène SURREL indique que parmi les demandes traitées de juillet 2024 à septembre 2024 il y a une étudiante boursière.

Isabelle DORE-RIVE demande pourquoi les demandes sont à ce point genrées. Est-ce représentatif de l'effectif de l'établissement ?

Hélène SURREL indique que les étudiantes sont surreprésentées dans l'établissement mais qu'effectivement la précarité est plus marquée chez les étudiantes. L'établissement ne dispose pas d'éléments expliquant cette situation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 15 heures 30.



2/ Informations générales



3/ Questions budgétaires



Projet de budget rectificatif n° 2 de l'année 2024 de l'IEP de Lyon

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 22 ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 202 et 210 à 214 ;
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 6 décembre 2024,
Après avoir délibéré, a adopté les articles suivants :

Article 1^{er} :

Le Conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 51,39 ETPT, dont 33,90 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 17,49 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 6 332 739 € d'autorisations d'engagement, dont :
 - 3 603 950 € de dépenses de personnel
 - 2 268 138 € de dépenses de fonctionnement
 - 460 652 € de dépenses d'investissement
- 6 684 155 € de crédits de paiement, dont :
 - 3 603 950 € de dépenses de personnel
 - 2 225 342 € de dépenses de fonctionnement
 - 854 863 € de dépenses d'investissement
- 6 341 165 € de recettes
- - 342 990 € de solde budgétaire

Article 2 :

Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 322 536 € de variation de trésorerie
- - 114 112 € de résultat patrimonial
- 246 442 € de capacité d'autofinancement
- - 328 498 € de variation de fonds de roulement

Article 3 :

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.

Résultats des votes : *adopté*

Membres présents ou représentés :

Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration

[Signature]
Gilles LE CHATELIER



**PROJET DE BUDGET
RECTIFICATIF n° 2 de l'année 2024
Note de l'ordonnateur**

**Conseil d'administration
du 6 décembre 2024**

CA du 6 décembre 2024

Le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), a apporté trois grandes évolutions dans l'approche de la situation financière des établissements publics :

- La mise en œuvre d'une comptabilité budgétaire distincte de la comptabilité générale :

Pour rappel, la comptabilité générale enregistre les opérations de dépense seulement lors de la certification du service fait par l'ordonnateur, moment qui constate la naissance d'une dette à l'égard d'un tiers, on parle alors de « droit constaté ». Ce même principe s'applique pour les recettes.

La comptabilité budgétaire est quant à elle impactée en deux temps : d'une part, en amont, dès l'engagement juridique de l'établissement, ce qui se traduit par l'enregistrement d'une autorisation d'engagement (AE) et, d'autre part, en aval, lors de son règlement au fournisseur, par la constatation d'un crédit de paiement (CP).

De façon prudentielle, l'enregistrement de la recette n'est réalisé que lors de son encaissement effectif, plus précisément lors du rapprochement de cet encaissement avec la facture prise en charge.

- L'approche pluriannuelle qui en découle :

Le mode d'enregistrement en comptabilité budgétaire, en séparant dans le temps le fait générateur (AE) de sa réalisation effective (CP), permet un suivi pluriannuel des dépenses. Cela offre une vision plus dynamique de l'exécution budgétaire en autorisant une reprogrammation des crédits en fonction de l'avancement des projets, tandis que jusqu'alors ce suivi ne pouvait s'opérer que par le mécanisme des reports. Cela est particulièrement sensible pour évaluer les effets des contrats pluriannuels ou des opérations de travaux.

- Une analyse de la soutenabilité désormais essentiellement basée sur une logique de trésorerie :

S'appuyant largement sur les impacts en termes d'encaissement et de décaissement, la comptabilité budgétaire comporte donc une forte dimension trésorerie. Alors que l'appréciation de la situation financière d'un établissement portait jusqu'alors uniquement sur l'analyse d'agrégats comptables en droits constatés (résultat, CAF, variation du FR), l'examen du niveau de trésorerie au regard des engagements vient désormais très largement compléter cette approche.

Les écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale sont parfaitement logiques et proviennent de quatre sortes d'opérations :

- Des opérations ayant donné lieu à encaissement ou décaissement mais dont le fait générateur ne se situe pas sur l'exercice et qui sont de ce fait retraitées en comptabilité générale : charges constatées d'avance ou à payer, produits constatés d'avance ou à recevoir ;
- Des opérations inscrites en comptabilité générale mais non budgétaires car ne donnant pas lieu à mouvement de trésorerie, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention reprise au résultat, les provisions et reprises sur provisions, certaines annulations de charges ou produits sur exercices antérieurs ... ;
- Des opérations budgétaires et comptables ayant des faits générateurs sur des exercices différents : restes à recouvrer sur produits de l'exercice, recouvrements au titre d'exercices antérieurs, factures de l'exercice non soldées au 31 décembre ou paiement de factures de l'exercice précédent ;
- Enfin, les opérations d'investissement qui figurent dans le solde budgétaire mais pas dans le résultat comptable.

Le retraitement de ces opérations permet de passer du résultat comptable au solde budgétaire et

inversement.

Le BI signifie le budget initial. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

Le BR signifie le budget rectificatif. En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial.

Le CF signifie le compte financier, document qui retrace l'exécution du budget de l'exercice précédent. Il rend compte du résultat de l'exercice, c'est-à-dire de l'écart entre les recettes et les dépenses, et aboutit au bilan.

Sommaire

| | |
|----------------------------|---|
| CA du 6 décembre 2024..... | 2 |
| • Sommaire..... | 4 |

Introduction 5

| | |
|----------------------------------|---|
| 1 Autorisations d'emplois..... | 5 |
| 2 Autorisations budgétaires..... | 5 |
| 3 Equilibre financier..... | 7 |
| 4 Compte de tiers..... | 8 |
| 5 Situation patrimoniale..... | 8 |

Introduction

En 2024, Sciences Po Lyon s'est inscrit dans une démarche de présentation de deux budgets rectificatifs. Suivant l'adoption d'un BR n°1 2024 en juin dernier, cette note de l'ordonnateur présente le BR n°2 de l'établissement, soumis au vote du Conseil d'administration du 6 décembre 2024.

Ce nouveau calendrier budgétaire doit permettre de mieux se conformer aux préconisations de nos tutelles ministérielles. Il s'agit en effet de présenter un 1^{er} budget rectificatif suivant l'approbation du compte financier de l'année N-1 et un second budget rectificatif dit de fin d'année, concomitamment à la présentation du budget initial de l'année N+1.

Le périmètre d'élaboration de ce budget rectificatif de 2024 s'est concentré sur les enjeux financiers les plus significatifs, dans une démarche de déprogrammation / reprogrammation de nos autorisations budgétaires. Ainsi, nous avons ajusté nos prévisions au plus proche de la réalité de l'exécution 2024, devant permettre d'éclairer plus encore les membres du Conseil d'administration sur les orientations stratégiques du projet de budget initial pour 2025.

1 Autorisations d'emplois

Sciences Po Lyon a procédé à la transformation de certains postes de CDD en CDI dans le cadre d'une politique RH de sécurisation des effectifs visant à limiter turn-over au sein de l'établissement. Ces évolutions engendrent une modification de la répartition des emplois entre CDD et CDI entre le BR1 et le BR2 2024.

Compte tenu de l'évolution de la structure, le nombre d'emplois sous plafond est légèrement réévalué à 33,90 ETPT, au lieu de 34 ETPT lors du dernier budget voté.

2 Autorisations budgétaires

Répartition des dépenses prévisionnelles de fonctionnement par grands axes en CP

| | BR2 2024 | BR1 2024 | Différence |
|--------------------------|-------------|-------------|------------|
| <i>Services Généraux</i> | 1.499.425 € | 1.556.184 € | - 56.759 € |
| <i>Formation</i> | 216.757 € | 238.718 € | - 21.961 € |
| <i>Recherche</i> | 176.338 € | 161.297 € | 15.041 € |
| <i>Vie étudiante</i> | 180.040 € | 180.040 € | 0 € |
| <i>Bibliothèque</i> | 152.782 € | 152.782 € | 0 € |
| <i>Total en CP</i> | 2.225.342 € | 2.289.021 € | - 63.679 € |

On remarque une baisse des crédits de paiement concernant les frais généraux de près de 57k€. Cette évolution relève de plusieurs facteurs, notamment :

- Budget Patrimoine : baisse des prestations extérieures car le service a été renforcé par la création d'un poste de catégorie C au 1^{er} février dernier, ce qui permet de réaliser davantage de travaux en interne. Cette évolution, conjuguée à un suivi optimisé de nos consommations de fluides, permet de réduire ce poste de dépenses de 16 159 euros ;

- Budget Public Factory : baisse de 10 000 euros, notamment sur les frais de mission des projets pédagogiques ;
- Budget Réseau ScPo : redéploiement de 22 600 euros sur d'autres budgets métiers (PECED, concours) En effet, certaines dépenses étaient imputées sur plusieurs budgets. Il a été décidé de modifier le périmètre pour plus de lisibilité.

Concernant les budgets de formation, ils supportent en grande partie la prise en charge des frais de déplacement des intervenants dans les masters et spécialités. Ces dépenses ont été affinées à la suite des dialogues budgétaires d'octobre dernier, ce qui conduit à constater une réduction de 21 961 euros des dépenses prévisionnelles.

Le budget recherche connaît une hausse de 15 041 euros, en lien avec une accélération des projets de recherche ANR Calot, ce dernier arrivant à terme en juin 2025, et de l'ERC Rosa.

Enfin, sur le budget Bibliothèque, on peut relever l'ajout de 14 000 euros en autorisations d'engagement (AE) uniquement, à la suite d'engagements pluriannuels non prévus initialement concernant des abonnements à des ressources en ligne (J Stor et Arte Education).

Répartition des dépenses prévisionnelles d'investissement par sous CR en CP

| | BR2 2024 | BR1 2024 | Différence |
|-------------------------------|-----------|-------------|-------------|
| <i>Communication</i> | 36.900 € | 36.900 € | 0 € |
| <i>Informatique</i> | 242.779 € | 287.779 € | - 45.000 € |
| <i>Patrimoine</i> | 552.736 € | 951.466 € | - 398.730 € |
| <i>Sécurité et Prévention</i> | 6.229 € | 3.750 € | 2.479 € |
| <i>IEPL</i> | 11.520 € | 11.520 € | 0 € |
| <i>Recherche</i> | 3.431 € | 1.992 € | 1.439 € |
| <i>Total en CP</i> | 853.595 € | 1.293.407 € | - 439.812 € |

Sur l'enveloppe d'investissement, on peut remarquer une baisse de 439 812 euros en CP au BR2 2024 par rapport au BR1.

Cette différence s'explique essentiellement par le report en 2025 de l'opération d'aménagement de la nouvelle salle du Conseil, d'un montant de 250 000 euros. La finalisation du dossier technique a conduit par ailleurs à consolider le coût total de l'opération à 310k€ (équipements audiovisuels), soit + 60k€ en comparaison des dernières prévisions budgétaires. Le cahier des charges pour la maîtrise d'œuvre sera envoyé début janvier 2025 au plus tard.

Par ailleurs, des travaux de contrôle d'accès pour un montant de 60 000 euros sont reprogrammés sur les exercices 2025 et 2026.

Enfin, les travaux sur les réseaux de chauffage ont été pris en charge sur notre contrat de maintenance (P3 – Provisions pour travaux) et les améliorations de la GTC n'ont pas été nécessaires pour le moment.

Sur le budget Informatique, le changement de l'infrastructure serveur et du cœur de réseau réévalué au BR1 à 225 000 euros, a finalement représenté un coût de 180 000 euros, soit une économie de 45 000 euros.

Concernant l'enveloppe de dépenses de personnel, une hausse de 20 000 euros, soit + 0.55% est prévue au BR2 afin de sécuriser les dernières dépenses de personnel de l'année (réserve de gestion retirée par erreur en BR1).

Sur le volet des recettes, on constate une augmentation des prévisions de 177 105 euros qui s'explique notamment par :

- La prise en compte de la notification intermédiaire 2024 de Subvention pour charges de service public (SCSP) de juillet : + 56 018 euros (55k€ euros au titre du dialogue de performance 2024 et 1k€ pour les indemnités CNU). Les montants alloués au titre du dialogue de performance sont prévus pour la mise en place d'un schéma directeur du numérique (30k€) et le développement de la carte carbone (25 k€). Ces moyens seront mobilisés en 2025 ;
 - L'augmentation des produits issus de la CVEC de 13 722 euros ;
 - Des recettes fléchées : augmentation de 51 508 euros à la suite de la signature de nouveaux projets de recherche ;
 - Les recettes propres de l'établissement augmentent d'un montant de 206 042 euros, ce qui s'explique notamment par :
 - l'augmentation de 32 847 euros des recettes issues de la formation continue, notamment sur les inscriptions en formation longue (prévisions initiales prudentielles) ;
 - les recettes liées aux droits d'inscription au diplôme de l'IEP sont revues à la hausse de 115 k€.
- Le montant des inscriptions au programme START est augmenté de 12 400 euros.
Le reversement relevant de la plateforme de préparation Tremplin est supérieur de 6 656 euros par rapport aux prévisions du BR1.
Enfin, l'institut a également encaissé des remboursements d'assurance, conséquences de dommages immobiliers en 2024, pour un montant de 17 977 euros.

3 Equilibre financier

En raison de la réduction du déficit du solde budgétaire de 660 596 euros, à la faveur de la hausse des recettes prévisionnelles et de la baisse des dépenses (cf. les explications évoquées ci-avant), la mobilisation de la trésorerie apparaît moindre au BR2 2024, soit un prélèvement à hauteur de 322,5k€, contre 1M€ au budget précédent. Cette évolution concerne tant la mobilisation de la trésorerie fléchée (-162k€) que non fléchée (-519k€), en lien notamment avec la reprogrammation d'opérations d'investissement sur 2025 (opération de réhabilitation de la salle du Conseil, infrastructures et équipements informatiques, etc.). Les opérations concernées sont décrites dans le paragraphe 2.

Le prélèvement sur la trésorerie fléchée diminue de 161 797 euros. Cette baisse s'explique, tout d'abord, par l'encaissement d'une recette, initialement prévue en 2025, sur le projet de recherche ANSES d'un montant de 40 591 euros. De plus, les autres projets de recherche ont été réévalués en dépenses et baissent de 12 937 euros sur les enveloppes de dépenses de personnel et de fonctionnement.

Les opérations fléchées comprennent également deux projets immobiliers, la Public Factory – Site Blandan et le CPER. Une baisse des crédits de paiement de 29 500 euros sur les travaux de la Public Factory est prévue à la suite de la réception d'un nouvel état des dépenses en octobre 2024. Enfin, l'échéancier prévisionnel, lors du BR1, pour le projet CPER prévoyait un début d'exécution, et donc des décaissements en fin d'année qui ont été reportés pour 69 000 euros.

4 Compte de tiers

Ce tableau retrace les opérations traitées en comptes de tiers.

L'IEP de Lyon gère en compte de tiers les Bourses AMI (Aide à la Mobilité Internationale) pour les étudiants effectuant un stage ou des études à l'étranger et bénéficiaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, ainsi que les bourses ERASMUS.

Pour les bourses AMI, la notification définitive d'un montant de 22 800 euros est intervenue après la tenue de la commission sur la répartition des aides pour les étudiants de l'année 2024. Le reliquat de 5 200 euros viendra abonder le dispositif 2025 au profit des étudiants.

Concernant le reliquat des bourses Erasmus de 15 254 euros correspond au budget de soutien organisationnel du programme qui n'a pas été mis en œuvre en 2024, un report est également prévu sur 2025.

La différence de montants sur les bourses Erasmus entre le BR1 et le BR2 2024 s'explique par le fait que lors de l'élaboration du BR1, nous n'avions pas de visibilité sur les futurs contrats validés.

5 Situation patrimoniale

Dans un contexte budgétaire contraint et incertain, avec un budget initial 2024 affichant un résultat déficitaire de 353 006 euros et au BR1 de 415 954 euros, des arbitrages ont dû être réalisés afin de maîtriser ce déficit, notamment sur les dépenses d'investissement. Il est ainsi proposé un budget rectificatif faisant apparaître un déficit prévisionnel de 114 112 euros.

La baisse des prévisions de la dotation aux amortissements de 113 101 euros s'explique, d'une part, par la reprogrammation de certains investissements de 2024 sur 2025, notamment les travaux de la salle du Conseil, et, d'autre part, par un suivi plus affiné mis en place durant l'année 2024 lequel permet d'ajuster plus encore les projections à la réalité.

Cependant, l'impact le plus important est celui de la correction du calcul de la charge d'amortissement de l'intégration du projet Public Factory sur 30 ans au lieu de 20 ans, en lien avec la démarche de formalisation de la politique d'amortissement de l'établissement soumise au Conseil d'administration du 6 décembre 2024. Il convient de noter que la sortie d'inventaire du bâtiment du site Blandan (Public Factory) en cours de finalisation avec la ComUE aura un impact complémentaire sur la charge d'amortissement à l'occasion du compte financier 2024.

Il convient, par ailleurs, de préciser que les opérations de mise en qualité comptable (rattachement exhaustif des charges et produits à l'exercice, suivi des conventions pluriannuelles selon la méthode dite l'avancement) n'ont pu être finalisées sur l'année 2024, au regard des contraintes RH du service Finances (3 postes vacants sur 4 au 1^{er} septembre dernier). Ces travaux, menés en lien avec l'agence comptable, aboutiront pour le compte financier 2024 et seront pris en compte au BR1 2025.

Enfin, les niveaux de fonds de roulement projetés au 31 décembre 2024 s'améliorent nettement, passant de 2,4M€ à 3,1M€ au BR2, correspondant à 190 jours de fonctionnement.

De la même manière, le niveau final de trésorerie s'élève désormais à 3,54M€, soit une hausse de 0,65M€ en comparaison du dernier budget voté. Cela représente 219 jours de fonctionnement.

EPSCP - synthèse des documents budgétaires

| | Intitulé du tableau | Périmètre | Soumission au CA |
|----|---|--|--|
| 1 | Tableau des emplois | budget de l'établissement | Pour vote |
| 2 | Tableau des autorisations budgétaires | budget de l'établissement budget principal budget annexe budget agrégé budget service inter-établissements (SIE) | Pour vote. Pour les SIE, le vote relève du CA de l'établissement de rattachement |
| 3 | Tableau des dépenses par destination et recettes par origine | budget de l'établissement budget principal budget agrégé budget de l'établissement | Pour information |
| 4 | Tableau d'équilibre financier | budget de l'établissement | Pour vote |
| 5 | Tableau des opération pour compte de tiers | budget de l'établissement | Pour information |
| 6 | Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement) | budget de l'établissement budget principal budget annexe budget agrégé budget service inter-établissements (SIE) | Pour vote |
| 7 | Tableau présentant le plan de trésorerie | budget de l'établissement | Pour information |
| 8 | Tableau des opérations liées aux recettes fléchées | budget de l'établissement budget principal budget agrégé | Pour information |
| 9 | Tableau des opérations pluriannuelles | budget de l'établissement | Pour vote |
| 10 | Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation | budget de l'établissement | Pour information |
| 11 | Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche | | Pour information |

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois



Budget Rectificatif n°2 2024

POUR VOTE

Tableau des autorisations d'emplois

| | Sous plafond LFI (a) | Hors plafond LFI (b) | Plafond organisme (=a+b) | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------------|----------------|
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT | 33,90 | 17,49 | 51,39 | |
| | 33,96 | 23,58 | 57,54 | Rappel BI 2024 |
| Rappel du plafond d'emplois rémunérés par le responsable de programme en ETPT (c) | 34 | | | |

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme (c).

POUR INFORMATION

Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

| | EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI | | EMPLOIS HORS PLAFOND LFI | | PLAFOND ORGANISME | |
|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|-------------------|------------------------|
| | ETPT | Dépenses de personnel* | ETPT | Dépenses de personnel* | ETPT | Dépenses de personnel* |
| EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 +4) | 33,90 | 1 741 967 | 17,49 | 1 861 983 | 51,39 | 3 603 950 |
| 1 - TITULAIRES | 3,47 | 221 867 | | | 3,47 | 221 867 |
| * Titulaires Etat ** | 3,47 | 221 867 | - | - | 3,47 | 221 867 |
| * Titulaires organisme (corps propre) | | - | - | - | - | - |
| 2 - NON TITULAIRES | 30,43 | 1 341 000 | 17,49 | 843 385 | 47,92 | 2 184 385 |
| * Contractuels de droit public | | | | | 47,92 | 2 184 385 |
| øCDI | 17,60 | 736 434 | | | 17,60 | 736 434 |
| øCDD | 12,83 | 604 566 | 17,49 | 843 385 | 30,32 | 1 447 951 |
| . Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme) | | | - | - | - | - |
| * Contractuels de droit privé | - | - | - | - | - | - |
| øCDI | - | - | - | - | - | - |
| øCDD | - | - | - | - | - | - |
| 3 - CONTRATS AIDES | | | | 19 398 | - | 19 398 |
| 4- AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...) | | 179 100 | | 999 200 | | 1 178 300 |

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des

Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité

| | EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, | |
|---|--|--------------------------|
| | ETPT** | Dépenses de personnel ** |
| EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5+6) | 0 | - |
| 5- Emplois remboursés à l'organisme | 0 | - |
| 6- Emplois non remboursés à l'organisme | 0 | - |

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organie délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme

| | EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME, NON | |
|--|---|-------------------------------|
| | ETPT*** | Dépenses de fonctionnement*** |
| EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7+8) | 0 | - |
| 7- Emplois remboursés par l'organisme | 0 | 0 |
| 8- Emplois non remboursés par l'organisme | 0 | 0 |

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans la présentation des emplois de l'organisme soumise au vote de l'organie délibérant et dépenses de fonctionnement afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.



Tableau 1 - EPSCP
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget rectificatif 2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | (A) | (B) | (C) = (A) + (B) | |
|--|--------------------|-----------------------------|----------------------------|--|-------|
| | | Emplois sous plafond Etat * | Emplois financés hors SCSP | Global | |
| Catégories d'emplois | Nature des emplois | En ETPT | En ETPT | | |
| Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs | Permanents | Titulaires | | - | |
| | | CDI | | - | |
| | Non permanents | CDD | 10,17 | 2,21 | 12,38 |
| | | S/total EC | | 10,17 | 2,21 |
| Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS) | | | | - | |
| BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service) | Permanents | Titulaires | | 3,47 | |
| | | CDI | | 17,60 | |
| | Non permanents | CDD | 2,66 | 15,28 | 17,94 |
| | | S/total Biatss | | 23,73 | 15,28 |
| Totaux | | 33,90 | 17,49 | 51,39 | |
| | | | | Plafond global des emplois voté par le CA ** | |
| Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat | | 34 | | | |

Note sur les modalités de renseignement du tableau
Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))
Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)
* : cf. article R719-54 du Code de l'éducation : "plafond d'emplois fixe par l'Etat relatif aux emplois titulaires par l'Etat"
** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"



TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| DEPENSES | | | | | | | | |
|---|---------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|-----------------|----------|
| | BI - Montants | | BR1 - Montants | | BR2 - Montants | | Ecart s BR2-BR1 | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 3 550 212 | 3 550 212 | 3 583 950 | 3 583 950 | 3 603 950 | 3 603 950 | 20 000 | 20 000 |
| dont contributions employeur au CAS Pension | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| Fonctionnement et intervention | 2 322 589 | 2 265 148 | 2 337 637 | 2 289 021 | 2 268 138 | 2 225 342 | -69 499 | -63 679 |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| Investissement | 635 270 | 608 070 | 918 768 | 1 294 675 | 460 652 | 854 863 | -458 117 | -439 812 |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| le cas échéant, sur autorisation du contrôleur budgétaire, une ou plusieurs enveloppes* destinées à des contrats de recherche : personnel fonctionnement investissement | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES AE - CP | 6 508 071 | 6 423 430 | 6 840 355 | 7 167 646 | 6 332 739 | 6 684 155 | -507 616 | -483 491 |

| RECETTES | | | | |
|---------------|----------------|----------------|-----------------|---|
| BI - Montants | BR1 - Montants | BR2 - Montants | Ecart s BR2-BR1 | |
| | | | | |
| 5 751 291 | 5 832 770 | 5 958 367 | 125 597 | Recettes globalisées |
| 2 245 492 | 2 259 993 | 2 316 011 | 56 018 | Subvention pour charges de service public |
| 255 516 | 270 764 | 171 696 | -99 068 | Autres financements de l'Etat |
| 111 810 | 106 810 | 120 532 | 13 722 | Fiscalité affectée |
| 224 287 | 294 231 | 243 114 | -51 117 | Autres financements publics |
| 2 914 186 | 2 900 972 | 3 107 014 | 206 042 | Recettes propres |
| | | | | |
| | | | | |
| 305 367 | 331 290 | 382 798 | 51 508 | Recettes fléchées* |
| 0 | 25 923 | 25 923 | 0 | Financements de l'Etat fléchés |
| 305 367 | 305 367 | 356 875 | 51 508 | Autres financements publics fléchés |
| | | | | Recettes propres fléchées |
| | | | | |
| 6 056 659 | 6 164 060 | 6 341 165 | 177 105 | TOTAL DES RECETTES |

| | | | | | | | | |
|-----------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) | | | | | | | | |
|-----------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | |
|---------|-----------|---------|----------|----------------------------|
| 366 771 | 1 003 586 | 342 990 | -660 596 | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) |
|---------|-----------|---------|----------|----------------------------|

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.
** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

TABLEAU 3
Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

| Budget | DEPENSES | | | | | | | |
|--|-----------------|-----------|----------------------|-----------|----------------------|---------|-------------|-----------|
| | BR2 - Personnel | | BR2 - Fonctionnement | | BR2 - Investissement | | BR2 - Total | |
| | AE = CP | | AE | CP | AE | CP | AE (A) | CP (B) |
| | | | | | | | | |
| D101 - Formation initiale et continue niveau licence | 852 800 | 852 800 | 117 632 | 117 734 | | | 970 432 | 970 534 |
| D102 - Formation initiale et continue niveau master | 1 080 882 | 1 080 882 | 336 267 | 316 990 | 25 520 | 27 982 | 1 442 669 | 1 425 854 |
| D103 - Formation initiale et continue niveau doctorat | 843 | 843 | | | | | 843 | 843 |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 380 189 | 380 189 | 160 818 | 152 782 | | | 541 007 | 532 971 |
| D111 - Recherche universitaire | 457 644 | 457 644 | 171 258 | 174 558 | 2 707 | 4 699 | 631 609 | 636 901 |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | | | | | | | 0 | 0 |
| D114 - Immobilier | 110 357 | 110 357 | 446 040 | 402 648 | 6 523 | 6 523 | 562 919 | 519 528 |
| D115 - Pilotage et support | 721 235 | 721 235 | 856 723 | 880 591 | 425 902 | 815 659 | 2 003 860 | 2 417 485 |
| Etudiants | | | | | | | | |
| D201 - Aides directes aux étudiants | | | 20 000 | 20 000 | | | 20 000 | 20 000 |
| D202 - Aides indirectes | | | | | | | 0 | 0 |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | | | 159 400 | 160 040 | | | 159 400 | 160 040 |
| TOTAL | 3 603 950 | 3 603 950 | 2 268 138 | 2 225 342 | 460 652 | 854 863 | 6 332 739 | 6 684 155 |

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

| Budget | Recettes de l'organisme | | | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------|--------------------------------------|---|---------------------------------|
| | Recettes globalisées | | | | | Recettes fléchées | | |
| | Subvention pour charges de service public - BR2 | Autres financements de l'Etat - BR2 | Fiscalité affectée - BR2 | Autres financements publics - BR2 | Recettes propres - BR2 | Financements de l'Etat fléchés - BR2 | Autres financements publics fléchés - BR2 | Recettes propres fléchées - BR2 |
| Subvention pour charges de service public | 2 316 011 | | | | | | | |
| Droits d'inscription | | | | | 1 965 000 | | | |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | | | | | 602 824 | | | |
| Taxe d'apprentissage | | | | | 14 131 | | | |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | | | | | | | 123 875 | |
| Valorisation | | | | | | | | |
| ANR investissements d'avenir | | | | | | | | |
| ANR hors investissements d'avenir | | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | | | | 21 000 | | | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres dont fiscalité affectée | | | | | | 25 923 | 233 000 | |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | | | | | | | | |
| Autres recettes | | 171 696 | 120 532 | 222 114 | 525 059 | | | |
| Total | 2 316 011 | 171 696 | 120 532 | 243 114 | 3 107 014 | 25 923 | 356 875 | 0 |

La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

| | |
|--------------------------------|---------|
| SOLDE BUDGETAIRE BI (Déficit) | 342 990 |
| SOLDE BUDGETAIRE BR (Excedent) | |

Tableau 4 - EPSCP
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Besoins (utilisation des financements) | | | | | Financements (couverture des besoins) | | | | |
|---|---------|-----------|---------|----------------|---------------------------------------|---------|-----------|---------|------------------------|
| | BI | BR1 | BR2 | Ecarts BR2-BR1 | | BI | BR1 | BR2 | Ecarts BR2-BR1 |
| Solde budgétaire (déficit) * | 366 771 | 1 003 586 | 342 990 | - 660 596 | | - | - | - | - |
| dont solde budgétaire budget principal | 366 771 | 1 003 586 | 342 990 | - 660 596 | | | - | - | - |
| dont solde budgétaire budget du SAIC | | | | - | | | | - | - |
| dont solde budgétaire FU | | | | - | | | | - | - |
| dont solde budgétaire BAI | | | | - | | | | - | - |
| dont solde budgétaire SIE | | | | - | | | | - | - |
| | | | | - | | | | - | - |
| Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements | - | | | - | | | | - | - |
| | | | | - | | | | - | - |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice) | 99 510 | 104 710 | 284 041 | 179 331 | | 99 510 | 104 710 | 304 495 | 199 785 |
| | | | | - | | | | - | - |
| Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) | - | | | - | | | | - | - |
| | | | | - | | | | - | - |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1) | 466 281 | 1 108 296 | 627 031 | - 481 265 | et | 99 510 | 104 710 | 304 495 | 199 785 |
| Variation de trésorerie (abondement) | | | | | ou | 366 771 | 1 003 586 | 322 536 | - 681 050 |
| | | | | - | | | | - | - |
| dont Abondement de la trésorerie fléchée *** | 207 083 | | | | ou | | 346 546 | 184 749 | - 161 797 |
| | | | | - | | | | - | - |
| dont Abondement sur la trésorerie non fléchée | | | | - | ou | 573 855 | 657 040 | 137 787 | - 519 253 |
| | | | | - | | | | - | - |
| TOTAL DES BESOINS | 466 281 | 1 108 296 | 627 031 | - 481 265 | et | 466 281 | 1 108 296 | 627 031 | - 481 265 |
| | | | | | | | | | TOTAL DES FINANCEMENTS |

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

Décomposition de la variation de trésorerie

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)
*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

SAIC : service d'activités industrielles et commerciales
FU : fondation universitaire
BAI : budget annexe immobilier
SIE : service inter-établissements



TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | BI - Prévisions décaissements (c1) | BR1 - Prévisions décaissements (c1) | BR2 - Prévisions décaissements (c1) | Ecart BR2-BR1 | BI -Prévisions encaissements (c2) | BR1 -Prévisions encaissements (c2) | BR2 -Prévisions encaissements (c2) | Ecart BR2-BR1 |
|---|---------|----------------|---------------------------------------|--|--|---------------|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------|
| Dispositifs d'intervention pour le compte de tiers | | | | | | | | | | |
| | C 467 | BoursesERASMUS | 81 910,00 € | 81 910,00 € | 266 441,00 € | 184 531 | 81 910,00 € | 81 910,00 € | 281 695,00 € | 199 785 |
| | C 467 | Bourses AMI | 17 600,00 € | 22 800,00 € | 17 600,00 € | - 5 200 | 17 600,00 € | 22 800,00 € | 22 800,00 € | - |
| TOTAL | | | 99 510 | 104 710 | 284 041 | 179 331 | 99 510 | 104 710 | 304 495 | 199 785 |

Repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Tableau 6 - EPSCP
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Montants BI | Montants BR1 | Montants BR2 | Ecart BR2-BR1 | PRODUITS | Montants BI | Montants BR1 | Montants BR2 | Ecart BR2-BR1 |
|---|-------------|--------------|--------------|---------------|---|-------------|--------------|--------------|---------------|
| Personnel | 3 505 089 | 3 534 861 | 3 554 861 | 20 000 | Subventions de l'Etat | 2 491 908 | 2 530 757 | 2 487 707 | -43 050 |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | | | | | Fiscalité affectée | 106 810 | 106 810 | 120 532 | 13 722 |
| Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention | 2 960 271 | 3 025 430 | 2 848 650 | -176 780 | Autres subventions | 364 950 | 371 998 | 360 481 | -11 517 |
| | | | | | Autres produits | 3 148 686 | 3 134 772 | 3 320 679 | 185 907 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 6 465 360 | 6 560 291 | 6 403 511 | -156 780 | TOTAL DES PRODUITS (2) | 6 112 354 | 6 144 337 | 6 289 399 | 145 062 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | | | | 301 842 | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | 353 006 | 415 954 | 114 112 | 0 |
| TOTAL EQUILIBRE (1) + (3) = (2) + (4) | 6 465 360 | 6 560 291 | | | TOTAL EQUILIBRE (1) + (3) = (2) + (4) | 6 465 360 | 6 560 291 | 6 403 511 | |

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

| | Montant BI 2024 | Montants BR1 | Montants BR2 | Ecart BR2-BR1 |
|--|-----------------|--------------|--------------|---------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | -353 006 | -415 954 | -114 112 | 301 842 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 650 000 | 687 320 | 574 219 | -113 101 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | | |
| - quote-part des subventions d'investissement virée au résultat | 235 000 | 239 200 | 213 665 | -25 535 |
| = CAF ou IAF* | 61 994 | 32 166 | 246 442 | 214 276 |

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Montant BI 2024 | Montants BR1 | Montants BR2 | Ecart BR2-BR1 | RESSOURCES | Montant BI 2024 | Montants BR1 | Montants BR2 | Ecart BR2-BR1 |
|--|-----------------|--------------|--------------|---------------|--|-----------------|--------------|--------------|---------------|
| Insuffisance d'autofinancement* | 0 | | | | Capacité d'autofinancement* | 61 995 | 32 166 | 246 442 | 246 442 |
| | | | | | Financement de l'actif par l'État | 0 | 25 923 | 25 923 | 0 |
| Investissements | 608 070 | 1 294 675 | 854 863 | 686 605 | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat | 0 | 254 000 | 254 000 | 0 |
| | | | | | Autres ressources | | | | |
| Remboursement des dettes financières | | | | | Augmentation des dettes financières | | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 608 070 | 1 294 675 | 854 863 | 686 605 | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 61 995 | 312 089 | 526 365 | 214 276 |
| APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5) | | | | | PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5) | 546 075 | 982 586 | 328 498 | -654 088 |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Montant BI 2024 | Montant CF23 | Montant BR1 | Montant BR2 2024 | Ecart BR2-BR1 |
|--|-----------------|--------------|-------------|------------------|---------------|
| Variation FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8) | -546 075 | 686 046 | -982 586 | -328 498 | 654 088 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | -179 304 | -1 518 570 | 21 000 | -5 962 | -26 962 |
| Variation TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) | -366 771 | 2 204 616 | -1 003 586 | -322 536 | 681 050 |
| FONDS DE ROULEMENT FINAL | 1 875 306 | 3 401 978 | 2 419 393 | 3 073 480 | 654 088 |
| BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT FINAL | -10 386 | -461 519 | -440 519 | -467 481 | -26 962 |
| TRESORERIE FINALE | 1 885 692 | 3 863 498 | 2 859 911 | 3 540 961 | 681 050 |

Tableau 7- EPSCP
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | TOTAL Variation de la trésorerie annuelle |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------|---|
| (1) SOLDE INITIAL (début de mois) | 3 863 497 | 4 219 348 | 3 754 944 | 3 327 084 | 3 635 110 | 3 464 507 | 2 955 733 | 4 007 094 | 3 694 868 | 4 684 978 | 4 933 628 | 4 602 570 | |
| ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes budgétaires globalisées | 0 | 564 445 | 182 041 | 622 737 | 297 903 | 16 033 | 1 166 474 | 452 932 | 1 102 645 | 710 832 | 400 516 | 441 809 | 5 958 367 |
| Subvention pour charges de service public | | 561 378 | | 575 879 | | | 841 941 | | | 332 925 | | 3 888 | 2 316 011 |
| Autres financements de l'Etat | | | | | | | | | | | 40 516 | 174 819 | 215 335 |
| Fiscalité affectée | | | | | 73 035 | | | | | 47 497 | | | 120 532 |
| Autres financements publics | | | 16 800 | 3 000 | 65 000 | | 4 662 | 1 000 | | 141 249 | 10 000 | 1 402 | 243 114 |
| Recettes propres | | 3 067 | 165 241 | 43 858 | 159 868 | 16 033 | 319 871 | 451 932 | 1 102 645 | 189 161 | 350 000 | 261 699 | 3 063 375 |
| Recettes budgétaires fléchées | 0 | 0 | 0 | 27 272 | 0 | 0 | 0 | 40 591 | 0 | 0 | 0 | 314 935 | 382 798 |
| Financements de l'Etat fléchés | | | | | | | | | | | | 25923 | 25 923 |
| Autres financements publics fléchés | | | | 27272 | | | | 40591 | | | | 289 012 | 356 875 |
| Recettes propres fléchées | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Opérations non budgétaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts : encaissements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Prêts : encaissements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | 699 226 | -495 548 | 88 144 | 147 475 | -149 451 | 97 708 | 437 049 | -83 735 | 50 628 | 612 165 | 0 | -1 099 166 | 304 495 |
| TVA encaissée | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements | | | 47 283 | | | 13 680 | 173 653 | | 25 134 | 44 745 | | | 304 495 |
| Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | 699 226 | -495 548 | 40 861 | 147 475 | -149 451 | 84 028 | 263 396 | -83 735 | 25 494 | 567 420 | | -1 099 166 | 0 |
| A. TOTAL | 699 226 | 68 897 | 270 185 | 797 484 | 148 452 | 113 741 | 1 603 523 | 409 788 | 1 153 273 | 1 322 997 | 400 516 | -342 422 | 6 645 660 |
| DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses liées à des recettes globalisées | 330 937 | 494 954 | 436 301 | 464 108 | 297 198 | 612 241 | 618 082 | 369 375 | 383 363 | 442 618 | 707 634 | 959 796 | 6 116 608 |
| Personnel | 330 937 | 373 800 | 280 625 | 258 164 | 214 805 | 408 973 | 355 181 | 362 045 | 244 112 | 248 673 | 218 634 | 246 998 | 3 542 948 |
| Fonctionnement | | 111 594 | 153 684 | 191 859 | 82 393 | 202 480 | 254 038 | 7 330 | 84 568 | 187 957 | 259 000 | 658 878 | 2 193 781 |
| Intervention | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Investissement | | 9 559 | 1 992 | 14 084 | | 788 | 8 863 | | 54 683 | 5 989 | 230 000 | 53 920 | 379 879 |
| Dépenses liées à des recettes fléchées | 0 | 6 191 | 395 | 364 | 3 374 | 5 051 | 1 207 | 608 | 221 | 283 | 23 939 | 525 914 | 567 547 |
| Personnel | | | | | | | | | | | 20 000 | 41 002 | 61 002 |
| Fonctionnement | | 6 191 | 395 | 364 | 3 374 | 5 051 | 1 207 | 608 | 221 | 283 | 2 500 | 11 367 | 31 561 |
| Intervention | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Investissement | | | | | | | | | | | 1 439 | 473 545 | 474 984 |
| Opérations non budgétaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts : remboursements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts : décaissements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | |
| Opérations gérées en compte de tiers : | 12 438 | 32 157 | 261 348 | 24 986 | 18 483 | 5 223 | -67 127 | 352 031 | -220 421 | 631 446 | 0 | -766 523 | 284 041 |
| TVA décaissée | | | | | | | | | | | | | |
| Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements | | 33 077 | 22 822 | 15 002 | 11 693 | 735 | 53 050 | | 17 931 | 129 731 | | | 284 041 |
| Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | 12 438 | -920 | 238 526 | 9 984 | 6 790 | 4 488 | -120 177 | 352 031 | -238 352 | 501 715 | | -766 523 | 0 |
| B. TOTAL | 343 375 | 533 302 | 698 044 | 489 458 | 319 055 | 622 515 | 552 162 | 722 014 | 163 163 | 1 074 347 | 731 574 | 719 187 | 6 968 197 |
| (2) SOLDE DU MOIS = A - B | 355 851 | -464 405 | -427 860 | 308 026 | -170 603 | -508 774 | 1 051 361 | -312 226 | 990 110 | 248 650 | -331 058 | -1 061 609 | -322 536 |
| SOLDE CUMULE (1) + (2) | 4 219 348 | 3 754 944 | 3 327 084 | 3 635 110 | 3 464 507 | 2 955 733 | 4 007 094 | 3 694 868 | 4 684 978 | 4 933 628 | 4 602 570 | 3 540 961,05 | |

dont variation de trésorerie globalisée-137 787

dont variation de trésorerie fléchée-184 749

Tableau 8 - EPSCP
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Antérieures à N non dénouées | N (BR2) | 2025 | 2026 | 2027 |
|--|---------------------------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a) | | - 813 475 | - 998 225 | - 1 059 737 | - 1 089 029 |
| | | | | | |
| Recettes fléchées (b) | 2 167 834 | 382 798 | 49 556 | - | - |
| | | | | | |
| Financements de l'État fléchés | 492 536 | 25 923 | | | |
| Autres financements publics fléchés * | 1 675 298 | 356 875 | 49 556 | | |
| Prélèvement sur la trésorerie pour information | 877 476 | 214 622 | 32 000 | | |
| | | | | | |
| Dépenses sur recettes fléchées (c) | 2 981 309,12 | 567 547,49 | 111 068,00 | 29 292,00 | - |
| | | | | | |
| Personnel | 77 450 | 61 002 | 55 800 | 0 | 0 |
| AE=CP | 77 450 | 61 002 | 55 800 | | |
| Fonctionnement et intervention | 33 847 | 31 561 | 23 268 | 29 292 | 0 |
| AE | 33 847 | 31 561 | 23 268 | 29 292 | |
| CP | 33 847 | 31 561 | 23 268 | 29 292 | |
| Investissement | 2 870 012 | 474 984 | 32 000 | 0 | 0 |
| AE | 3 258 328 | 118 112 | 557 | | |
| CP | 2 870 012 | 474 984 | 32 000 | | |
| | | | | | |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) | - 813 475 | - 184 749 | - 61 512 | - 29 292 | - |
| | | | | | |
| Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (c) | - 813 475 | - 998 225 | - 1 059 737 | - 1 089 029 | - 1 089 029 |

| POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------------|--|--|-------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|---|------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--|--|-----------------------|
| A - Dépenses | | | | | | | | | | | | | | |
| Opérations | Montant de l'opération | Autorisations d'engagement | | | | | Crédits de paiement | | | | | Restes | | |
| | | AE ouvertes au titre des années antér. | AE consommées au titre des années antér. | AE reportées ou reprogr. en année n | AE nouvelles ouvertes en année n | Total des AE ouvertes pour l'année n | CP ouverts au titre des années antér. | CP consommés au titre des années antér. | CP reportés ou reprogr. en année n | CP nouveaux ouverts en année n | Total des CP ouverts pour l'année n | Restes à engager en fin d'année n (AE) | Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP) | |
| | | (1) | (2) | (3) | (4)<=(2)-(3) | (5) | (6) = (4)+(5) | (7) | (8) | (9)<=(7-8) | (10) | (11)=(9)+(10) | (12)=(1)-(3)-(6) | (13)=(3)+(6)-(8)-(11) |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| Contrats de recherche | | | | | | | | | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| Contrats de form. continue | | | | | | | | | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| Contrats d'enseignement | | | | | | | | | | | | | | |
| Bâtiment Bibliothèque 2018-2027 | 60 641 | 16 641 | 16 641 | 0 | 0 | 0 | 16 641 | 16 641 | 0 | 0 | 0 | 44 000 | 0 | 0 |
| Bâtiment Administratif 2018-2027 | 68 666 | 19 166 | 19 166 | 0 | 0 | 0 | 19 166 | 19 166 | 0 | 0 | 0 | 49 500 | 0 | 0 |
| Bâtiment pédagogique 2018-2027 | 209 038 | 104 038 | 104 038 | 0 | 0 | 0 | 104 038 | 104 038 | 0 | 0 | 0 | 105 000 | 0 | 0 |
| Amphithéâtre Aubrac 2018-2027 | 14 366 | 2 866 | 2 866 | 0 | 0 | 0 | 2 866 | 2 866 | 0 | 0 | 0 | 11 501 | 0 | 0 |
| Divers Immobilier 2018-2027 | 647 387 | 384 392 | 384 392 | 0 | 69 020 | 69 020 | 384 392 | 374 393 | 9 999 | 29 019 | 39 018 | 193 975 | 0 | 0 |
| Projet "salle du conseil" - Bâtiment bibliothèque | 310 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 310 000 | 0 | 0 |
| CPER | 1 439 690 | 45 690 | 45 690 | 0 | 14 000 | 14 000 | 45 690 | 26 490 | 19 200 | 14 000 | 33 200 | 1 380 000 | 0 | 0 |
| Projet "Fabrik de l'Innovation" | 3 375 558 | 3 258 328 | 3 258 328 | 0 | 116 673 | 116 673 | 3 343 558 | 2 870 012 | 473 545 | 0 | 473 545 | 557 | 31 443 | 0 |
| Comesup - Réhabilitation bibliothèque | 21 896 | 21 896 | 21 896 | 0 | 0 | 0 | 21 896 | 21 896 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SSI | 75 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 75 000 | 0 | 0 |
| Aménagement Public Factory | 244 633 | 206 633 | 206 633 | 0 | 14 000 | 14 000 | 206 633 | 204 171 | 2 462 | 14 000 | 16 462 | 24 000 | 0 | 0 |
| Réhabilitation atrium Bâtiment pédagogique | 192 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 192 000 | 0 | 0 |
| Informatique - réseau -audiovisuel 2018-2026 | 1 309 349 | 790 130 | 790 130 | 0 | 246 959 | 246 959 | 790 130 | 744 451 | 45 679 | 246 959 | 292 638 | 272 260 | 0 | 0 |
| SIS Marché | 18 960 | 18 194 | 18 194 | 0 | 765 | 765 | 12 284 | 12 284 | 0 | 6 675 | 6 675 | 0 | 0 | 0 |
| Kyocera | 49 321 | 47 821 | 47 821 | 0 | 1 500 | 1 500 | 23 911 | 23 911 | 0 | 10 164 | 10 164 | 0 | 15246,42 | 0 |
| Quadient | 7 782 | 7 619 | 7 619 | 0 | 163 | 163 | 3 095 | 3 095 | 0 | 1 661 | 1 661 | 0 | 3025,8 | 0 |
| Quadient Finance France | 5 956 | 5 798 | 5 798 | 0 | 158 | 158 | 2 400 | 2 400 | 0 | 1 291 | 1 291 | 0 | 2265,6 | 0 |
| Libel | 9 900 | 9 900 | 9 900 | 0 | 0 | 0 | 6 600 | 6 600 | 0 | 3 300 | 3 300 | 0 | 0 | 0 |
| CNRS IDF | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 2 000 | 0 | 1 000 | 1 000 | 0 | 2000 | 0 |
| Paris 1 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 2 000 | 0 | 4 000 | 4 000 | 0 | 2000 | 0 |
| CNRS | 5 000 | 0 | 0 | 0 | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 | 0 | 3 000 | 3 000 | 0 | 2000 | 0 |
| UJM | 12 000 | 3 000 | 3 000 | 0 | 9 000 | 9 000 | 0 | 0 | 0 | 6 000 | 6 000 | 0 | 6000 | 0 |
| Spie | 9 538 | 9 538 | 9 538 | 0 | 0 | 0 | 4 852 | 4 852 | 0 | 2 426 | 2 426 | 0 | 2259,62 | 0 |
| Ekwateur - Site Berthelot | 138 280 | 0 | 0 | 0 | 138 280 | 138 280 | 0 | 0 | 0 | 69 140 | 69 140 | 0 | 69140 | 0 |
| Ekwateur - Site Blandan | 20 440 | 0 | 0 | 0 | 20 440 | 20 440 | 0 | 0 | 0 | 10 220 | 10 220 | 0 | 10220 | 0 |
| ABES | 12 791 | 0 | 0 | 0 | 12 791 | 12 791 | 0 | 0 | 0 | 3 170 | 3 170 | 0 | 9621,38 | 0 |
| Arte Education | 7 254 | 0 | 0 | 0 | 7 254 | 7 254 | 0 | 0 | 0 | 2 418 | 2 418 | 0 | 4836 | 0 |
| SFR Business | 15 165 | 0 | 0 | 0 | 15 165 | 15 165 | 0 | 0 | 0 | 4 900 | 4 900 | 0 | 10264,76 | 0 |
| Woodclap | 18 225 | 0 | 0 | 0 | 18 225 | 18 225 | 0 | 0 | 0 | 5 825 | 5 825 | 0 | 12 400 | 0 |
| Total | 8 311 836 | 4 964 650 | 4 964 650 | 0 | 689 393 | 689 393 | 4 992 151 | 4 441 266 | 550 885 | 439 168 | 990 054 | 2 657 793 | 182 723 | 0 |
| pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes : | | | | | | | | | | | | | | |
| Ss total personnel | | | | | | | | | | | | | | |
| Ss total fonctionnement et intervention | 343 612 | 114 871 | 114 871 | 0 | 228 741 | 228 741 | 57 142 | 57 142 | 0 | 135 190 | 135 190 | 0 | 151 280 | 0 |
| Ss total investissement | 7 968 224 | 4 849 779 | 4 849 779 | 0 | 460 652 | 460 652 | 4 935 009 | 4 384 124 | 550 885 | 303 978 | 854 863 | 2 657 793 | 31 443 | 0 |

B - Recettes

| Opérations | Montant de l'opération (1) | Prélève sur la trésorerie (14) | Financements extérieurs | | | |
|---|----------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------|------------------------------|--|
| | | | Montant (15)=(1)-(14) | Encaiss. (16) | Encaiss. pour l'année n (17) | Restes à encaisser (18)=(15)-(16)-(17) |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | |
| Contrats de recherche | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | - |
| Fonctionnement Op. 2 Op. 3 | 343 612 | 343 612 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Programme pluriannuel d'investissement | | | | | | |
| Bâtiment Bibliothèque 2018-2027 | 60 641 | 53 499 | 7 142 | 7 142 | 0 | 0 |
| Bâtiment Administratif 2018-2027 | 68 666 | 68 666 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bâtiment pédagogique 2018-2027 | 209 038 | 200 180 | 8 858 | 8 858 | 0 | 0 |
| Amphithéâtre Aubrac 2018-2027 | 14 366 | 14 366 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Divers Immobilier 2018-2027 | 647 387 | 629 387 | 18 000 | 0 | 0 | 18 000 |
| Projet "salle du conseil" - Bâtiment bibliothèque | 310 000 | 250 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CPER | 1 439 690 | 439 690 | 1 000 000 | 0 | 0 | 1 000 000 |
| Projet "Fabrik de l'Innovation" | 3 375 558 | 1 124 099 | 2 251 459 | 1 992 536 | 258 923 | 0 |
| Comesup - Réhabilitation bibliothèque | 21 896 | 896 | 21 000 | 0 | 21 000 | 0 |
| SSI | 75 000 | 75 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aménagement Public Factory | 244 633 | 244 633 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabilitation atrium Bâtiment pédagogique | 192 000 | 112 000 | 80 000 | 0 | 0 | 80 000 |
| Informatique - réseau -audiovisuel 2018-2026 | 1 309 349 | 1 277 650 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 7 968 224 | 4 490 066 | 3 386 459 | 2 008 536 | 279 923 | 1 098 000 |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| | | Prévision pluriannuelle | Prévision N (BI + BR) | | | | | | | | | | Prévision N+1 et suivantes | | | | | |
|---------------------------------------|---|---------------------------|--|--|-------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|---------------------------|----------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|-----------------|
| Opération | Nature | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à N | AE consommées les années antérieures à N | AE reprogrammées ou reportées en N* | AE nouvelles ouvertes en N | TOTAL des AE ouvertes en N | CP ouverts les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | CP reprogrammés ou reportés en N* | CP nouveaux ouverts en N | TOTAL des CP ouverts en N | AE prévues en N+1 | CP prévus en N+1 | AE prévues en N+2 | CP prévus en N+2 | AE prévues > N+2 | CP prévus > N+2 |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) <= (2) - (3) | (5) | (6) = (4) + (5) | (7) | (8) | (9) <= (7) -(8) | (10) | (11) = (9) + (10) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) |
| Dépenses d'investissement (PPI) | Bâtiment Bibliothèque 2018-2027 | 60 641 | 16 641 | 16 641 | 0 | 0 | 0 | 16 641 | 16 641 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 000 | 24 000 | 20 000 | 20 000 |
| | Bâtiment Administratif 2018-2027 | 68 666 | 19 166 | 19 166 | 0 | 0 | 0 | 19 166 | 19 166 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 29 500 | 29 500 | 20 000 | 20 000 |
| | Bâtiment pédagogique 2018-2027 | 209 038 | 104 038 | 104 038 | 0 | 0 | 0 | 104 038 | 104 038 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 000 | 60 000 | 45 000 | 45 000 |
| | Amphithéâtre Aubrac 2018-2027 | 14 366 | 2 866 | 2 866 | 0 | 0 | 0 | 2 866 | 2 866 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 000 | 7 000 | 4 500 | 4 500 |
| | Divers Immobilier 2018-2027 | 647 387 | 384 392 | 384 392 | 0 | 69 020 | 69 020 | 384 392 | 374 393 | 9 999 | 29 019 | 39 018 | 54 976 | 94 976 | 77 000 | 77 000 | 62 000 | 62 000 |
| | Projet "salle du conseil" - Bâtiment bibliothèque | 310 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 310 000 | 310 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | CPER | 1 439 690 | 45 690 | 45 690 | 0 | 14 000 | 14 000 | 45 690 | 26 490 | 19 200 | 14 000 | 33 200 | 0 | 0 | 920 000 | 920 000 | 460 000 | 460 000 |
| | Projet "Fabrik de l'Innovation" | 3 375 558 | 3 258 328 | 3 258 328 | 0 | 116 673 | 116 673 | 3 343 558 | 2 870 012 | 473 545 | 0 | 473 545 | 557 | 32 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Comesup - Réhabilitation bibliothèque | 21 896 | 21 896 | 21 896 | 0 | 0 | 0 | 21 896 | 21 896 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | SSI | 75 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 000 | 60 000 | 15 000 | 15 000 |
| | Aménagement Public Factory | 244 633 | 206 633 | 206 633 | 0 | 14 000 | 14 000 | 206 633 | 204 171 | 2 462 | 14 000 | 16 462 | 0 | 0 | 24 000 | 24 000 | 0 | 0 |
| | Réhabilitation atrium Bâtiment pédagogique | 192 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 150 000 | 150 000 | 42 000 | 42 000 |
| | Informatique - réseau - audiovisuel 2018-2026 | 1 309 349 | 790 130 | 790 130 | 0 | 246 959 | 246 959 | 790 130 | 744 451 | 45 679 | 246 959 | 292 638 | 162 760 | 162 760 | 109 500 | 109 500 | 0 | 0 |
| Total Dépenses d'investissement.1 | | 7 968 224 | 4 849 779 | 4 849 779 | 0 | 460 652 | 460 652 | 4 935 009 | 4 384 124 | 550 885 | 303 978 | 854 863 | 528 293 | 599 736 | 1 461 000 | 1 461 000 | 668 500 | 668 500 |
| Contrats et marchés | Personnel | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Fonctionnement et intervention | 343 612 | 114 871 | 114 871 | 0 | 228 741 | 228 741 | 57 142 | 57 142 | 0 | 135 190 | 135 190 | 0 | 118 024 | 0 | 29 605 | 0 | 3 651 |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total contrats et marchés.2 | | 343 612 | 114 871 | 114 871 | 0 | 228 741 | 228 741 | 57 142 | 57 142 | 0 | 135 190 | 135 190 | 0 | 118 024 | 0 | 29 605 | 0 | 3 651 |
| Contrat de formation continue | Personnel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.3 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrat d'enseignement | Personnel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.4 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ss total personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ss total fonctionnement et intervention | 343 612 | 114 871 | 114 871 | 0 | 228 741 | 228 741 | 57 142 | 57 142 | 0 | 135 190 | 135 190 | 0 | 118 024 | 0 | 29 605 | 0 | 3 651 |
| | Ss total investissement | 7 968 224 | 4 849 779 | 4 849 779 | 0 | 460 652 | 460 652 | 4 935 009 | 4 384 124 | 550 885 | 303 978 | 854 863 | 528 293 | 599 736 | 1 461 000 | 1 461 000 | 668 500 | 668 500 |
| TOTAL | | 8 311 836 | 4 964 650 | 4 964 650 | 0 | 689 393 | 689 393 | 4 992 151 | 4 441 266 | 550 885 | 439 168 | 990 054 | 528 293 | 717 760 | 1 461 000 | 1 490 605 | 668 500 | 672 151 |

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

| | | Prévision | Prévision N | | Prévisions en N+1 et suivantes | | |
|---------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|--|--------------------------|--------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Opération | Nature | Financement de l'opération | Encaissements des années antérieures à N | Encaissement prévus en N | Encaissements prévus en N+1 | Encaissements prévus en N+2 | Encaissements prévus > N+2 |
| | | (18) | (19) | (20) | (21) | (22) | (23) |
| Recettes d'investissement | Financement de l'Etat* | 534 459 | 508 536 | 25 923 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres financements publics** | 2 834 000 | 1 500 000 | 254 000 | 18 000 | 780 000 | 300 000 |
| Total PPI.1 | | 3 368 459 | 2 008 536 | 279 923 | 18 000 | 780 000 | 300 000 |
| Contrats de recherche | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| | Autres financements*** | | | | | | |
| Total contrats et marchés.2 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrat de formation continue | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| | Autres financements*** | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.3 | | | | | | | |
| Contrat d'enseignement | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| | Autres financements*** | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.4 | | | | | | | |
| | Ss total financement de l'Etat | 534 459 | 508 536 | 25 923 | 0 | 0 | 0 |
| | Ss total autres financements publics | 2 834 000 | 1 500 000 | 254 000 | 18 000 | 780 000 | 300 000 |
| | Ss total autres financements | | | | | | |
| TOTAL | | 3 368 459 | 2 008 536 | 279 923 | 18 000 | 780 000 | 300 000 |

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | Moyens de l'établissement | | Moyens hors budget de l'établissement | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|----------------|---------------------------|---------|---------------------------------------|---------|-------------------|---------|---------------------|---------|---------------------|---------|--------------------|---------|-----------------|---------|------------------|---------|
| | | | | Organisme de recherche - | | Partenaire Lyon 1 | | Partenaire - Lyon 2 | | Partenaire - Lyon 3 | | Partenaire -ENSSIB | | Partenaire -ENS | | Partenaire - UJM | |
| EA(4147) ELICO | Personnel | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| UMR IAO | Personnel | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| UMR 2 TRIANGLE | Personnel | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | |

Budget Rectificatif 2 - 2024

Synthèse
budgétaire et
comptable

| | | Réalisé 2023 | Budget initial 2024 | BR 1 2024 | BR 2 2024 |
|--------------------|---|---------------|------------------------|-----------|-----------|
| Stocks initiaux | 1 Niveau initial de restes à payer | 3 904 624 | 3 546 649 | 3 890 431 | 3 890 431 |
| | 2 Niveau initial du fonds de roulement | 2 715 933 | 2 421 381,0 | 3 401 978 | 3 401 978 |
| | 3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement | 1 057 051 | 168 918,0 | -461 519 | -440 519 |
| | 4 Niveau initial de la trésorerie | 1 658 882 | 2 252 463 | 3 863 498 | 3 863 498 |
| | 4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée | -2 013 261 | -970 951 | -499 569 | |
| Flux de l'année | 4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | 3 606 724 | 3 157 995 | 4 297 647 | |
| | 5 Autorisations d'engagement | 5 631 727 | 6 508 071 | 6 840 355 | 6 332 739 |
| | 6 Résultat patrimonial | 517 942 | -353 006 | -415 954 | -114 112 |
| | 7 Capacité d'autofinancement (CAF) | 816 135 | 61 994 | 32 166 | 246 442 |
| | 8 Variation du fonds de roulement | 686 046 | -546 075 | -982 586 | -328 498 |
| | 9 Opérations bilanciellles non budgétaires | SENS | 0 | 0 | 0 |
| | Nouvel emprunt / remboursement de prêt | + / - | 0 | 0 | 0 |
| | Report à nouveau | + | | | |
| | Remboursement d'emprunt / prêt accordé | + | 0 | 0 | 0 |
| | Cautionnements et dépôts | - | 0 | 0 | 0 |
| | 10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires | SENS | -13 663 | -16 612 | 0 |
| | Variation des stocks | + / - | 0 | 0 | 0 |
| | Production immobilisée | + | 0 | 0 | 0 |
| | Annul. recettes ex. ant / Charges sur créances irrécouvrables | - | -37 572 | -36 812 | |
| | Produits divers de gestion courante | + | 23 909 | 20 200 | |
| | 11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires | SENS | -1 201 586 | -162 693 | 0 |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices | + / - | -1 345 540 | -79 000 | 7 524 |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en | + / - | 108 014 | -100 000 | |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices | + / - | -6 474 | 16 307 | 6 968 |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en | + / - | 42 414 | 0 | |
| | 12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11 | 1 901 295 | -366 770 | -982 586 | -342 990 |
| | 12.a Recettes budgétaires | 7 547 214 | 6 056 659 | 6 164 060 | 6 341 165 |
| | 12.b Crédits de paiement ouverts | 5 645 920 | 6 423 430 | 7 146 646 | 6 684 155 |
| | 13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers | -458 430 | 0 | 0 | 20 454 |
| | 14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de | 155 109 | 0 | 0 | 0 |
| | 15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14 | 2 204 616 | -366 770 | -322 536 | -322 536 |
| | 15.a dont variation de la trésorerie fléchée | -1 705 409 | 128 079 | -184 749 | -184 749 |
| | 15.b dont variation de la trésorerie non fléchée | 519 163 | -903 812 | -137 787 | -137 787 |
| | 16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14 | -1 518 570 | -179 305 | -5 962 | 34 946 |
| Stocks finaux | 17 Restes à payer | -14 193 | 84 641 | | -351 416 |
| | 18 Niveau final de restes à payer | 3 890 431,000 | 3 631 290 | | 3 539 015 |
| | 19 Niveau final du fonds de roulement | 3 401 978,00 | 1 875 306 | 3 073 480 | 3 073 480 |
| | 20 Niveau final du besoin en fonds de roulement | -461 519 | -10 386 | -467 481 | -467 481 |
| | 21 Niveau final de la trésorerie | 3 863 498,000 | 1 885 692 | 3 540 961 | 3 540 961 |
| | 21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée | -499 569,000 | -763 868 | -684 318 | |
| | 21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée | 4 297 647,000 | 2 584 140 | 4 159 860 | |

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale



Projet de budget initial 2025

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 22 ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 202 et 210 à 214 ;
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 6 décembre 2024,
Après avoir délibéré, a adopté les articles suivants :

Article 1^{er} :

Le Conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 54,35 ETPT, dont 33,90 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 20,45 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 6 604 704 € d'autorisations d'engagement, dont :
 - 3 809 266 € de dépenses de personnel
 - 2 267 145 € de dépenses de fonctionnement
 - 528 293 € de dépenses d'investissement
- 6 749 112 € de crédits de paiement, dont :
 - 3 809 266 € de dépenses de personnel
 - 2 340 110 € de dépenses de fonctionnement
 - 599 736 € de dépenses d'investissement
- 6 235 875 € de recettes
- - 513 237 € de solde budgétaire

Article 2 :

Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 533 691 € de variation de trésorerie
- - 325 236 € de résultat patrimonial
- 68 499 € de capacité d'autofinancement
- - 513 237 € de variation de fonds de roulement

Article 3 :

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.

Résultats des votes : *adopté*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER



PROJET DE BUDGET INITIAL pour l'année 2025

CA du 6 décembre 2024

Sommaire

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Introduction..... | 3 |
| 1. Autorisations budgétaires limitatives | 4 |
| 1-1 Tableau 1 des autorisations d'emplois..... | 4 |
| 1-2 Tableau 2 des autorisations budgétaires | 4 |
| • 1.2.1 Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement..... | 5 |
| • 1.2.1.1 Les dépenses de personnel..... | 5 |
| • 1.2.1.2 Les dépenses de fonctionnement..... | 7 |
| • 1.2.1.3 Les dépenses d'investissement | 10 |
| • 1.2.2 Les prévisions de recettes | 11 |
| 2. Equilibre financier | 13 |
| 2.1 Tableau d'équilibre financier et soutenabilité..... | 13 |
| 2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers..... | 13 |
| 3. Analyse de la soutenabilité..... | 14 |
| 3.2 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées | 16 |
| 4. Opérations pluriannuelles | 17 |
| Glossaire..... | 18 |

Introduction

La construction du projet de budget initial* pour l'exercice 2025 a été lancée dès le mois de septembre 2024 avec la transmission de la lettre de cadrage budgétaire annuelle à l'ensemble des personnels de l'Institut.

Au cours des mois de septembre et octobre, un entretien de dialogue budgétaire a été organisé avec chacun des responsables de centre de responsabilité. Ces entretiens ont permis d'identifier les besoins des services et leurs projets ainsi que les ressources prévisionnelles associées.

Une consolidation dans un document unique de tous ces échanges a ensuite été réalisée ouvrant ainsi la dernière phase de construction du budget au format Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP)*.

Avant la présentation des différents tableaux budgétaires, il est important de souligner que ce budget initial 2025 a été bâti sur la base de la notification intermédiaire de la subvention pour charges de service public (SCSP) en date du 5 juillet 2024, diminué des éléments non récurrents tels que la dotation attribuée au titre du dialogue de performance 2024. Il a été suivi une démarche prudentielle dans la prévision de SCSP 2025 au regard du contexte d'incertitude lié au projet de loi de finances 2025 non encore adopté.

Cette année, le projet de budget initial s'inscrit dans la continuité du contrat d'établissement (2022-2026). S'agissant du COMP (Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance 2025-2027), discuté avec le Recteur délégué pour l'ESRI puis remis au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche en octobre dernier, les arbitrages sont attendus pour le mois de janvier 2025. Ainsi, dans une approche prudentielle, aucun des projets inscrits au COMP n'a été budgétisé dans ce budget initial. Le 1^{er} budget rectificatif 2025 tiendra compte des arbitrages attendus.

La mise en œuvre des choix politiques de l'établissement suppose de dégager des marges de manœuvre budgétaires dans un contexte contraint, notamment par l'impact de l'inflation et, a priori, en l'absence d'augmentation - voire une diminution - de la subvention pour charges de service public (SCSP).

La mobilisation des marges financières de l'établissement devrait, par ailleurs, s'inscrire dans un cadre réglementaire renouvelé pour l'exercice 2025. Le contrôle de la soutenabilité de notre programmation budgétaire, dans une approche qui dépasserait l'analyse du résultat comptable, relèverait désormais du Recteur de région académique et non plus, comme jusqu'alors, du contrôle budgétaire en région (Direction régionale des finances publiques). La publication du décret financier est attendue d'ici la fin de l'année 2024 pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Cette évolution des règles applicables conduirait notamment à la mise en place d'un contrôle a posteriori - et non plus a priori - et à plus de souplesse dans l'utilisation du fonds de roulement de l'établissement.

* Pour tous les termes suivis d'un * se reporter au glossaire

1. Autorisations budgétaires limitatives

1.1 Tableau 1 des autorisations d'emplois

Le tableau des autorisations d'emplois (tableau 1) recense l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement et présente ces emplois en Equivalent Temps Plein Travaillé (ETPT)*. Il constitue la base de calcul permettant d'assurer la prévision de masse salariale et est le fruit du document prévisionnel des emplois et crédits de personnel (DPGECP).

Cet état répartit la masse salariale en deux catégories, les emplois sous plafond Etat et les emplois hors plafond Etat. Il indique également si les emplois sont permanents, comme les CDI, ou non permanents.

Sciences Po Lyon n'ayant pas accédé aux Responsabilités et Compétences Elargies (RCE), les supports de poste et les dépenses de personnel associées des enseignants, enseignants-chercheurs et des personnels administratifs titulaires sont financés directement sur le budget de l'Etat (titre 2) à hauteur de 74 postes.

Les emplois sous plafond Etat sont estimés à 33,90 ETPT avec un plafond notifié attendu à 34 ETPT, soit le niveau de 2024.

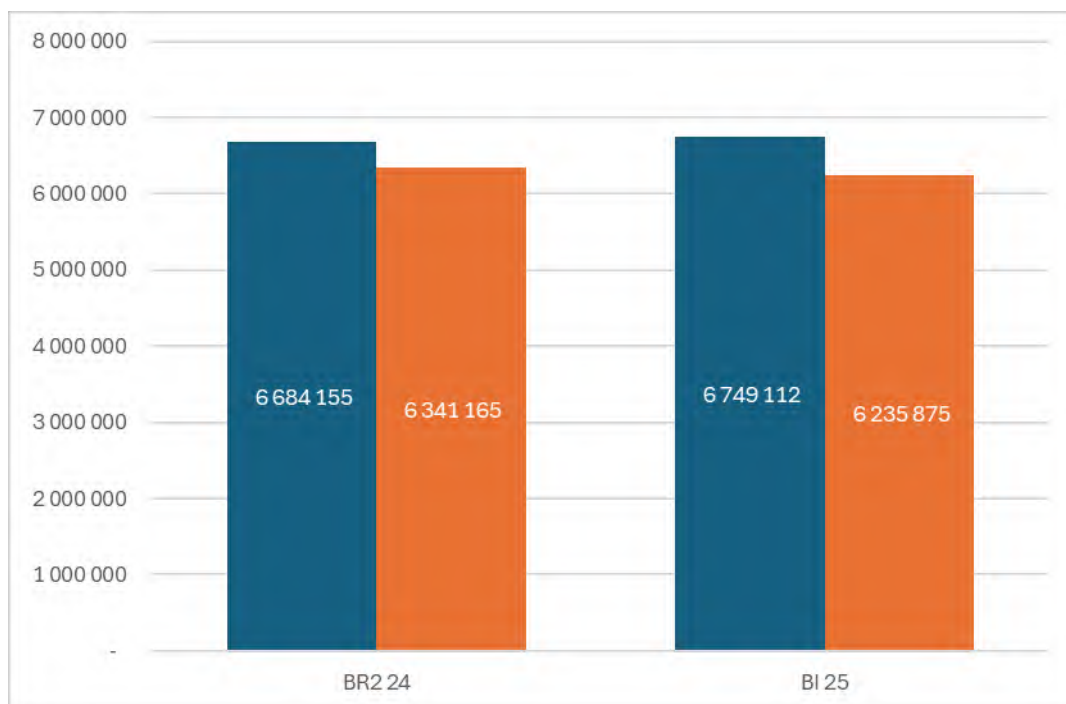
Concernant les emplois hors plafond Etat, ils sont évalués à 20,45 ETPT soit une hausse de 3.04 ETPT par rapport au BR2 2024. Cette évolution s'explique de la façon suivante :

- 1,66 ETPT : afin d'optimiser et saturer le plafond d'emplois Etat et compte tenu de la vacance de 2 supports de titulaire, il avait été décidé en 2024 de basculer 1,66 ETPT contractuel du budget de l'IEP vers le budget Etat. Pour l'année 2025, ces 1,66 ETPT sont réimputés au budget de l'IEP, les supports de titulaire ayant été pourvus ;
- 0,6 ETPT : pour pérenniser et amplifier l'engagement en faveur de la science ouverte - actuellement limité à l'ouverture des publications mais appelé à concerner aussi les données de la recherche, l'approche de la science participative ou l'open education -, des ressources supplémentaires seront dégagées pour financer intégralement la fonction de chargé de mission science ouverte (actuellement, financement de 40 % d'un ETPT sur les fonds propres de l'établissement). Il s'agit de la mise en œuvre d'un engagement inscrit dans le contrat d'établissement ;
- 0,6 ETPT pour un contrat de post-doc de 6 mois financé en totalité par la DARES (Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques) ;
- 0,4 ETPT correspondant à des postes non pourvus en 2024 et pour lesquels les recrutements de remplacement sont en cours ;
- 0,17 ETPT en moins lié à la fin d'un CDD d'un an.

1.2 Tableau 2 des autorisations budgétaires

Ce tableau vise à présenter les autorisations budgétaires en autorisations d'engagement (AE)* et en crédits de paiement (CP)* ainsi que les prévisions de recettes par catégories, globalisées* d'une part, et fléchées* d'autre part.

* Pour tous les termes suivis d'un * se reporter au glossaire



Pour l'année 2025, le solde budgétaire prévu est déficitaire pour un montant de 513.238 €. Ce déficit s'explique par la diminution des recettes fléchées sur des opérations d'investissement. Contrairement aux années précédentes, la quasi-totalité des dépenses d'investissement sera financée sur fonds propres, en mobilisant le fonds de roulement dégagé les années précédentes.

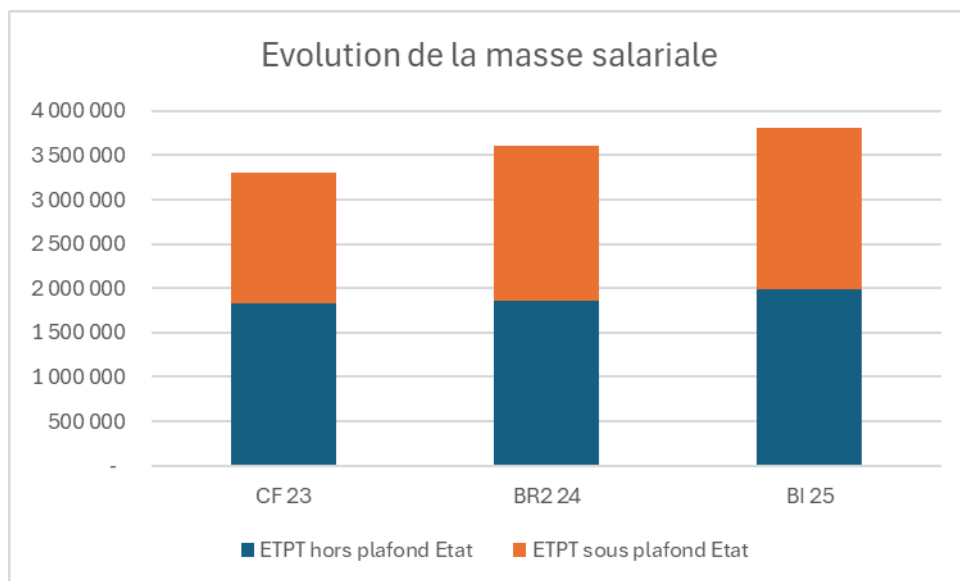
1.2.1 Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement

Les prévisions d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement se répartissent en trois enveloppes limitatives :

- Personnel ;
- Fonctionnement ;
- Investissement ;

1.2.1.1 Les dépenses de personnel

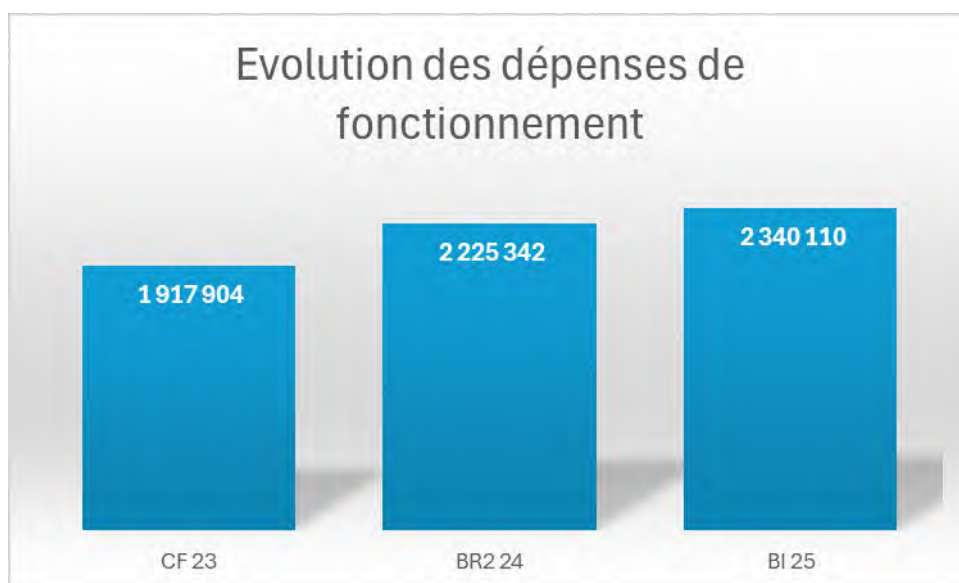
L'enveloppe des dépenses de personnel s'élève à 3.809.266 € (en AE=CP), soit 56% du budget global.



Cette enveloppe était de 3.603.950 € lors du BR2 2024, soit une augmentation de 205.316 €. Cette évolution se décline de la façon suivante :

- Le transfert du budget Etat au budget de Sciences Po Lyon de 1,66 ETPT, tel que décrit précédemment représentant 72 k€ ;
- Le renouvellement du soutien du FNSO (Fonds National pour la Science Ouverte) au projet Mir@bel permet de financer un poste représentant 36 k€ ;
- Les postes vacants en 2024 et pourvus en 2025 représentent 17 k€ ;
- L'effet du GVT solde (Glissement-Vieillesse-Technicité) est évalué à +13 k€ ;
- La création de 3 nouvelles C3 du RIPEC : 12 k€ ;
- L'intégration dans cette enveloppe des gratifications de stage pour 10 k€, jusqu'alors inscrites dans les dépenses de fonctionnement ;
- Le solde soit 45 k€ est lié aux vacances d'enseignement. Dans une approche prudentielle, cette enveloppe a été estimée sur la base des projections 2024. Une étude plus détaillée de cette évolution devra être réalisée sur la base des données 2024 définitives (compte financier), devant permettre d'ajuster les prévisions au BR1 2025.

1.2.1.2 Les dépenses de fonctionnement



L'enveloppe des dépenses de fonctionnement représente un montant de 2.267.144 € (AE) et 2.340.103 € (CP), soit 35 % du budget. Elle regroupe les achats de biens dont le montant est inférieur au seuil d'immobilisation ou dont la durée d'utilisation n'excède pas une année et les prestations de services externes.

L'arborescence budgétaire en dépenses de l'IEP de Lyon s'articule autour des cinq axes rappelés ci-dessous :

Répartition des dépenses prévisionnelles de fonctionnement par grands axes en CP

| | BI 2025 | BR2 2024 | Différence |
|-------------------|-------------|-------------|------------|
| Services Généraux | 1.629.050 € | 1.499.425 € | 129.625 € |
| Formation | 237.833 € | 216.757 € | 21.076 € |
| Recherche | 134.168 € | 176.338 € | - 42.170 € |
| Vie étudiante | 197.450 € | 180.040 € | 17.410 € |
| Bibliothèque | 141.609 € | 152.782 € | - 11.173 € |
| Total en CP | 2.340.110 € | 2.225.342 € | 114.768 € |

On note une évolution des CP entre le BR2-2024 et les prévisions de ce BI 2025 de 114 768 euros détaillés ci-dessous :

- Les services généraux :

L'enveloppe augmente de 129.625 €. On retrouve dans cet axe :

- Les dépenses liées à l'informatique : l'établissement s'engage notamment dans le renforcement de sa sécurité numérique (audit des systèmes d'informations, outils anti-phishing), soit 49 k€ et la réalisation de son schéma directeur du numérique, financé par ailleurs à hauteur de 30 k€ dans le cadre du dialogue de performance 2024 ;)
- Les frais généraux : Sciences Po Lyon subit également l'inflation de prix sur tous les frais de mission, de réception et de consommables de maintenance qui, à volume constant, augmentent de 35 000 euros annuellement ;
- Les dépenses de fluides : on peut noter une stabilité des dépenses d'énergies, très sensibles aux variations de prix. Le suivi des fluides, assuré par notre économe de flux jusqu'au mois d'août 2024, permet d'optimiser les consommations en fonction de l'occupation des locaux et de justifier cette maîtrise de nos coûts. Un recrutement mutualisé avec Vetagro Sup, organisé par la COMUE de Lyon, est en cours afin de pourvoir ce poste pour l'année 2025 et ainsi pérenniser ce travail. La quotité de travail passerait également de 10% à 20% ;
- Activité du réseau ScPo en croissance afin de renforcer l'attractivité de l'Institut et développer les actions mutualisées (nouvelle plateforme PEI, plateforme sur les transitions ForTE, etc.) ;
- Il est par ailleurs prévu un accompagnement supplémentaire en faveur des agents à travers une hausse de la subvention au profit de l'association des personnels (+1,5k€, soit 10%) ou bien encore du financement des formations ;
- Ce budget intègre également les nouvelles bourses de stage créées en 2025 avec une 1ère enveloppe prévue de 6 k€.

Les dépenses les plus importantes sont présentées dans le tableau ci-dessous :

| | Montant BI 2025 |
|--|--------------------|
| Informatique | 341.425 € |
| Nettoyage | 160.000 € |
| Université Lyon 2 | 105.000 € |
| SI Cocktail | 100.000 € |
| Chauffage | 88.600 € |
| Fonctionnement Blandan | 77.210 € |
| Electricité | 69.140 € |
| Université de Lyon | 71.000 € |
| Maintenance (CVC, SSI, chauffage, ascenseurs, portes automatiques, électricité...) | 50.100 € |

- La formation

Cette section regroupe les dépenses de fonctionnement des formations de l'Institut, soit un total de 237.833 €.

On note une légère hausse de ce budget due notamment à la création d'une nouvelle spécialité, CE2M. De plus, ce budget supporte une grande partie des frais de déplacement des chargés d'enseignement vacataires de l'établissement, dont les coûts sont en hausse.

- La recherche

La recherche de Sciences Po Lyon regroupe les dotations allouées aux laboratoires pour lesquels nous sommes cotutelle (Triangle, IAO et ELICO) ou apportons un soutien financier (CERCRID), ainsi que le budget de la Commission scientifique et les contrats de recherche portés par certains enseignants-chercheurs et gérés par l'établissement.

Une attention particulière continuera d'être réservée à notre politique en matière de recherche avec, outre un abondement spécifique de la dotation de la Commission scientifique (+ 4 k€) et un soutien accru aux laboratoires de recherche, avec la mise à disposition de 50 % du temps de travail d'un gestionnaire financier (20 % actuellement) et des budgets cumulés qui passent de 75.000 € au BR2 2024 à 84.000 € au BI 2025.

Les projets de recherche Jean Monnet Network, ANSES et ANR Calot se terminent en 2024. Cependant deux projets, VORTEX (109.080 euros) et FRM (565.000 euros) ont été validés et seront intégrés au BR1 2025, dès lors que les conventions afférentes seront signées.

- La vie étudiante :

Les crédits sont issus de la CVEC (125.000 €) auxquels il convient d'ajouter la dotation consacrée par l'établissement (78.000€). Ils sont dédiés principalement aux subventions aux associations, aux aides sociales, aux actions de soutien et de prévention, à la Commission de la Vie Associative et aux transports afférents.

Ce budget est augmenté de 20 000 euros par rapport à l'année 2024, notamment en lien avec la hausse des produits issus de la CVEC. En effet, le décret n°2024-777 du

8 juillet 2024 a porté de 43 à 46 € par étudiant inscrit en formation initiale le montant de la CVEC reversé aux établissements d'enseignement supérieur.

Cela permettra essentiellement de développer plus encore les enveloppes dédiées aux appels à projets et les subventions à destination des associations étudiantes de l'établissement.

Concernant l'utilisation de la CVEC, le budget est décrit ci-dessous. Pour rappel, les dépenses sont réparties sur plusieurs sous CR : Fonctionnement Général et celui de la Vie étudiante.

| | BI 2025 |
|---|------------------|
| CVEC 2025 Projets étudiants | 30 000 € |
| CVEC 2025 Aide sociale | 5 000 € |
| CVEC 2025 Conventions (sport) (1FG) | 2 000 € |
| CVEC 2025 AS Lyon 2 | 5 500 € |
| CVEC 2025 Actions de prévention | 15 000 € |
| CVEC 2025 Apsytude | 29 000 € |
| CVEC Fond de solidarité (intégration vie associative) | 14 000 € |
| CVEC Médecine préventive (1FG) | 11 000 € |
| CVEC Convention Prix Mirabeau/Artefact | 7 500 € |
| Contribution infrastructures sportives pour asso | 6 000 € |
| | 125 000 € |

- La bibliothèque

Le budget Bibliothèque se verra dotée d'un budget de fonctionnement de 141.609 €. Ce dernier comprend le budget de la bibliothèque de 106.609 € (en diminution) et le budget Mir@bel de 35 000 €, en hausse de 10.000 euros par rapport au budget précédent. En effet, la plateforme Mir@bel nécessite une maintenance informatique permanente et en augmentation compte tenu de son enrichissement.

L'essentiel des dépenses du budget de la bibliothèque concerne l'acquisition des ressources en ligne, celle des ouvrages imprimés, ainsi que l'abonnement presse et l'informatique documentaire, tout comme les services au public, la science ouverte et l'action culturelle. Au cours des exercices 2023 et 2024, plusieurs contrats d'abonnement ont été revus à la baisse afin de diminuer le budget tout en augmentant l'offre de services avec une extension notamment des horaires d'ouverture.

1.2.1.3 Les dépenses d'investissement

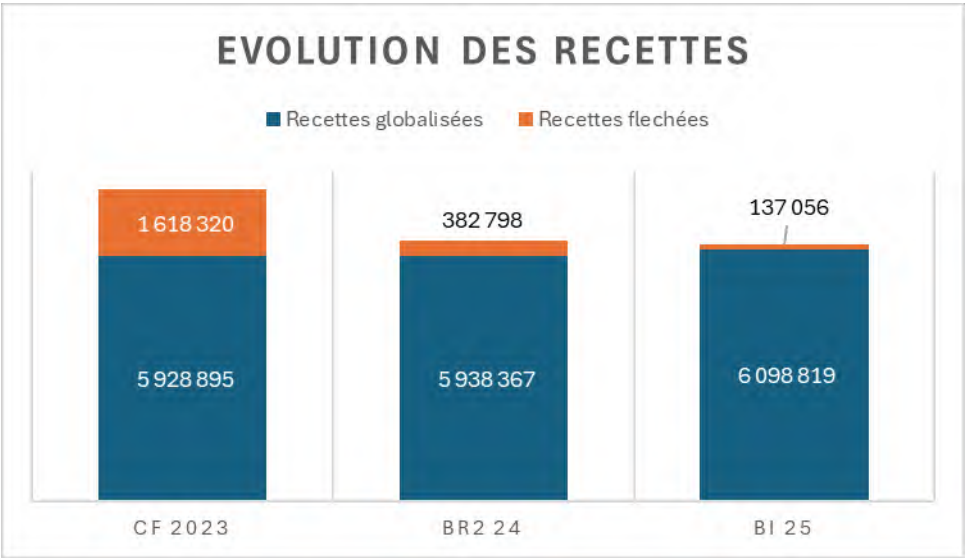
L'enveloppe de dépenses d'investissement comprend, dans le respect des seuils d'immobilisation, les dépenses liées aux immobilisations incorporelles et corporelles et représentent 9% du budget (CP). Ces dépenses se répartissent comme suit :

| | AE | CP |
|--------------|-----------|-----------|
| Patrimoine | 354.933 € | 426.376 € |
| Informatique | 124.000 € | 124.000 € |
| Autres | 49.360 € | 49.360 € |
| Total | 528.293 € | 599.736 € |

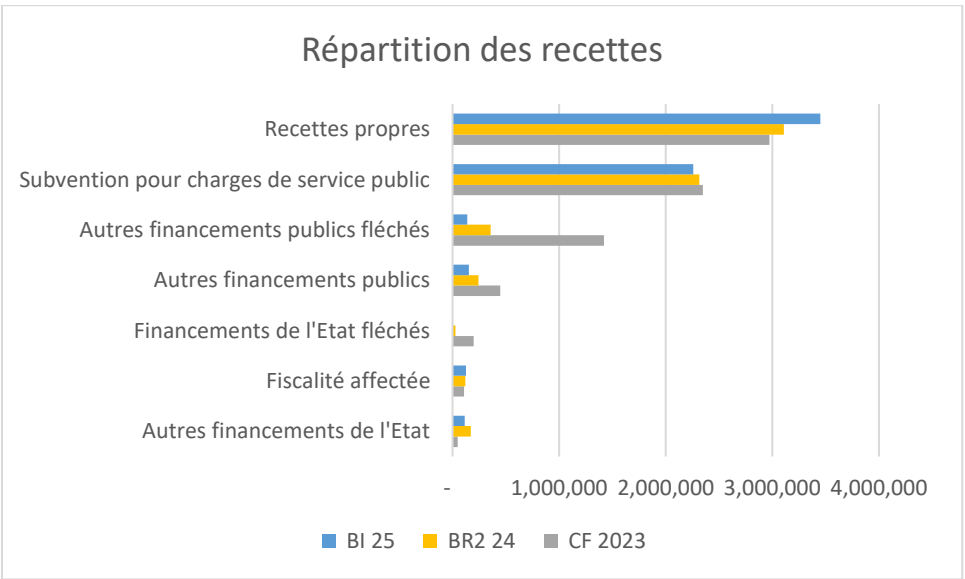
Concernant le budget Patrimoine en investissement, l'écart prévu entre les AE et les CP est de 71.443 €. Il correspond, notamment, au paiement de la suite du développement du contrôle d'accès engagés en 2024 pour un montant de 40.000 euros.

Les dépenses d'investissement sont abordées plus en détail dans le point lié aux opérations pluriannuelles.

1.2.2 Les prévisions de recettes



Les prévisions de recettes de l'établissement s'élèvent à 6.235.875 € pour l'année 2025 et sont en baisse par rapport au dernier budget rectificatif 2024 où elles s'élevaient à 6.341.165 €, soit un écart de 171.091 €.



* Pour tous les termes suivis d'un * se reporter au glossaire

| | BI 2025 | BR2 2024 | Différence |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| SCSP | 2 257 505 € | 2 316 011 € | 58 506 € |
| Autres financements de l'Etat | 114 246 € | 215 335 € | -101 089€ |
| Fiscalité affectée | 125 000 € | 120 532 € | -4 468 € |
| Autres financements publics | 152 973 € | 243 114 € | 90 141 € |
| Ressources propres | 3 449 095 € | 3 063 375 € | 385 720 € |
| Recettes fléchées | 137 056 € | 382 798 € | - 310 742 € |
| Total | 6 235 875 € | 6 341 165 € | -170 291 € |

Pour 2025, le montant de la SCSP inscrit est celui de 2024, dont il a été retranché un montant de 56 k€ correspondant aux actions non récurrentes, soit 55 k€ au titre du dialogue de performance 2024 et 1 k€ pour les indemnités CNU.

Les autres financements de l'Etat sont impactés à la baisse à hauteur de 99.230 € par la fin de certains financements pour le projet Mir@bel (FNSO). Cependant, l'établissement a postulé sur de nouveaux projets et en l'absence de réponse, par prudence, les recettes n'ont pas été prises en compte.

Les autres financements publics sont quant à eux diminués des subventions de la Région pour le PECED et enseignement numérique (projet Medialab financé dans le cadre de l'AAP Région 2024).

La fiscalité affectée correspond aux produits de la CVEC évoquée ci-dessus.

Enfin, s'agissant des autres ressources propres, on constate une augmentation de 386 k€ qui provient de :

- L'augmentation des droits d'inscription en formation initiale à hauteur de 280 k€ à la suite de la réforme votée au CA de juin 2024 ;
- Une hausse prévisionnelle des frais d'inscription aux concours d'entrée de 49 866 euros ;
- Une augmentation prévisionnelle des locations de nos locaux, notamment du site Blandan, à hauteur de 20 000 euros.

En effet, alors que le montant de la SCSP stagne et que les droits d'inscription en formation initiale du diplôme n'ont pas été modifiés depuis 2016, dans le même temps, les dépenses de l'établissement n'ont cessé d'augmenter, en lien avec le développement des projets et services rendus à la communauté universitaire et le contexte inflationniste.

Dans cette perspective, le Conseil d'administration a décidé, lors de sa séance du 24 juin 2024, de revoir la grille des droits d'inscription au diplôme de l'IEP en formation initiale, réforme qui sera applicable à compter de la rentrée universitaire 2025-2026.

Dans le cadre du système existant de droits modulés en fonction des revenus du foyer fiscal de rattachement des étudiants et des étudiantes, des modifications ont été apportées dans l'objectif de rendre le barème plus juste et équitable, tout en augmentant les ressources propres de l'établissement. Pour atteindre cet objectif, deux modifications ont été apportées. D'une part, les droits des deux premières tranches - après celle des boursiers qui ne s'acquittent pas de droits d'inscription - ont

été nettement réduits. D'autre part, deux nouvelles tranches ont été créées s'agissant des revenus les plus élevés.

Dans cette optique, les recettes liées aux droits d'inscription sont estimées à 2.245.000 € pour 2025, contre 1.965.000 € au BR2 2024.

Par ailleurs, pour l'année 2025, les prévisions de recettes liées à la formation continue s'élèvent à 142.000 €, en hausse de 11% (soit 14k€) par rapport aux estimations 2024. En effet, les exercices 2023 et 2024 ont été moins satisfaisants que prévu à la suite d'une vacance de poste mais les équipes ont pu être stabilisées et une dynamique favorable s'est enclenchée.

Les recettes issues de l'apprentissage demeurent dynamiques avec la volonté forte de développer de nouvelles formations en alternance. Le montant de recettes est attendues à hauteur de 274.689 € en 2025, contre 233.489 € au BR2 2024 (+ 42 k€)

Le Réseau ScPo a également fait le choix de revoir à la hausse le tarif du concours commun d'entrée en 1^{ère} année, tout en abaissant par ailleurs celui des candidats boursiers. De fait, les recettes prévisionnelles liées aux inscriptions aux trois concours d'entrée pour 2025 sont de 466.380 €, soit un montant supérieur de 49.866 par rapport au BR2 2024.

En revanche, les recettes fléchées diminuent de 311 k€ par rapport à 2024, année du solde des subventions d'investissement pour la réhabilitation du bâtiment du site Blandan (Public Factory), et de la fin de certains projets de recherche.

2. Equilibre financier

2.1 Tableau d'équilibre financier et soutenabilité

L'équilibre financier de ce budget initial 2025 se réalise par un prélèvement sur la trésorerie de 533 691 euros.

La décomposition des flux de trésorerie permet de déterminer que ce prélèvement est issu de la contraction suivante :

- Un prélèvement de la trésorerie fléchée de 96 012 euros dû à un décalage des financements des projets Mir@bel et DARES ;
- Une diminution de la trésorerie non fléchée* (libre d'utilisation) de + 437 K€.

2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers

Ce tableau retrace les opérations traitées uniquement en comptes de tiers.

Les dispositifs au nom et pour le compte de tiers répondent aux trois critères cumulatifs suivants :

- L'intervention de trois acteurs dans la procédure : le tiers financeur (Etat, Union européenne ou autre), l'organisme et le bénéficiaire final ; il s'agit ainsi de transferts indirects ;
- L'organisme ne dispose d'aucune autonomie dans la prise de décision : soit le tiers financeur prend un engagement directement auprès du bénéficiaire final et délègue le rôle de payeur à l'organisme, soit l'organisme s'engage auprès du bénéficiaire final, mais au nom du tiers financeur et dans les conditions

* Pour tous les termes suivis d'un * se reporter au glossaire

préalablement définies par le tiers financeur (l'organisme agit en tant que mandataire pour exercer une mission qui lui a été confiée par le tiers financeur)

- Le financement de ces dispositifs est assuré en tout ou partie par le tiers financeur, par le biais de transferts indirects.

En 2025, 2 opérations vont être gérées en compte de tiers :

- Bourses Erasmus : elles bénéficient essentiellement aux étudiants qui partent en mobilité, ainsi que les dispositifs de mobilité entrante et sortante de personnels enseignants et administratifs plus marginalement. Un reliquat des bourses Erasmus de 15 254 euros correspond au budget de soutien organisationnel du programme qui n'a pas été mis en œuvre en 2024, un report est donc prévu sur 2025.
- Bourses AMI (Aide à la mobilité internationale) : elles permettent de suivre une formation supérieure à l'étranger dans le cadre d'un programme d'échanges ou d'effectuer un stage international. En raison de la notification tardive de 2024, il est intégré un reliquat de 5 200 euros en dépenses expliquant l'écart entre les encaissements et les décaissements.

3. Analyse de la soutenabilité

3.1 Tableaux de la situation patrimoniale (tableau 6)

| CHARGES | Budget initial 2025 | PRODUITS | Budget initial 2025 |
|---|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Personnel | 3 755 939 | Subventions de l'Etat | 2 371 751 |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | | Fiscalité affectée | 125 000 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 3 000 837 | Autres subventions | 184 529 |
| Intervention (le cas échéant) | | Autres produits | 3 750 260 |
| TOTAL DES CHARGES | 6 756 776 | TOTAL DES PRODUITS | 6 431 540 |
| Résultat (bénéfice) | - | Résultat (perte) | 325 236 |
| TOTAL EQUILIBRE | 6 756 776 | TOTAL EQUILIBRE | 6 756 776 |

Le compte de résultat prévisionnel traduit l'activité projeté de l'établissement pour l'année 2025. Il décrit les prévisions et réalisations annuelles de produits et de charges en fonctionnement et personnel, en droits constatés. Il fait apparaître un compte de résultat déficitaire à hauteur de 325 236 euros.

Ce déficit peut se caractériser par plusieurs éléments :

- La mobilisation en 2025 de produits perçus les années précédentes, notamment au titre du dialogue de performance (schéma directeur DD&RSE pour 5k€, la maintenance de la carte carbone pour plus de 10k€, le schéma directeur du numérique pour 30k€, etc.) ;
- L'impact de l'inflation (notamment sur les postes de dépenses liés aux missions et fournitures) ;
- Le non-respect de manière exhaustive des normes comptables : cet élément conduit à prendre avec précaution le niveau du déficit prévisionnel du compte

de résultat 2025. En effet, compte tenu des contraintes de l'année 2024, les opérations de mise en qualité comptable (rattachement exhaustif des charges et produits à l'exercice, suivi des conventions pluriannuelles selon la méthode dite l'avancement) n'ont pu être finalisées sur l'année 2024 comme prévu initialement. Ces travaux, menés en lien avec l'agence comptable, aboutiront pour le compte financier 2024 et seront pris en compte au BR1 2025.

| | BR2 2024 | BI 2025 |
|---|----------------|---------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice | - 114 112 | - 325 236 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 574 219 | 607 400 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | |
| - quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs | 213 665 | 213 665 |
| = capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF) | 246 442 | 68 499 |

Les quotes-parts reprises au résultat sont stables. En revanche, la dotation aux amortissements est en augmentation du fait de l'intégration du site Blandan

Ceci permet de dégager une capacité d'autofinancement de 68 499 euros.

La CAF qui représente l'excédent de fonctionnement pouvant être réinjecté dans les investissements s'ajoute aux autres ressources, à savoir les financements de l'actif par l'État et/ou des tiers.

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | BR2 2024 | BI 2025 | RESSOURCES | BR2 2024 | BI 2025 |
|--------------------------------------|----------|---------|--|----------|---------|
| Insuffisance d'autofinancement | - | - | Capacité d'autofinancement | 246 442 | 68 499 |
| Investissements | 854 863 | 599 736 | Financement de l'actif par l'État | 25 923 | - |
| | | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | 254 000 | 18 000 |
| | | | Autres ressources | | |
| Remboursement des dettes financières | - | - | Augmentation des dettes financières | | |
| TOTAL DES EMPLOIS | 854 863 | 599 736 | TOTAL DES RESSOURCES | 526 365 | 86 499 |
| Augmentation du fonds de roulement | - | - | Prélèvement sur fonds de roulement | 328 498 | 513 237 |

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | BR2 2024 | BI 2025 |
|---|-----------|-----------|
| Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement) | - 328 498 | - 513 237 |
| Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulement - trésorerie) | - 5 962 | 20 454 |
| Variation de la trésorerie (abondement ou prélèvement) | - 322 536 | - 533 691 |
| Niveau du fonds de roulement | 3 073 480 | 2 560 243 |
| Niveau du besoin en fonds de roulement | - 467 481 | - 447 027 |
| Niveau de la trésorerie | 3 540 961 | 3 007 270 |

Le niveau final de fonds de roulement projeté au 31 décembre 2025 demeure soutenable à 2,6M€ (3,1M€ au BR2 2024), correspondant à 150 jours de fonctionnement.

De la même manière, le niveau final de trésorerie s'élève désormais à 3M€, soit une baisse de 0,53M€ en comparaison du BR2 2024. Cela représente 176 jours de fonctionnement.

Les niveaux de ces indicateurs, supérieurs aux seuils prudentiels (30 jours de fonctionnement pour la trésorerie et 15 jours pour le fonds de roulement), permettent de soutenir de manière sécurisée l'activité courante de l'établissement, ainsi que ses projets structurants

3.2 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Cet état permet de retracer l'exécution passée de l'encaissement et l'exécution à prévoir des recettes fléchées.

Il a été décidé de suivre en opérations liées aux recettes fléchées le projet d'investissement de la Public Factory. Le solde des factures de travaux devrait être finalement payé en 2024, ainsi que la réception du reliquat de financement de la Métropole de Lyon d'un montant de 233 000 € et du plan de relance d'un montant de 25 923 euros. Des crédits de paiements sont prévus en 2025 pour le paiement de la réfection de la voirie et de frais d'assurances.

Ci-dessous le plan de décaissement et encaissement de cette opération.

| Montant projet Public Factory | | | 3,692,296.61 € | | | | | |
|-------------------------------|----|--------------|----------------|----------------|----------------|--------------|-------------|----------------|
| | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Total |
| DEPENSES | | | | | | | | |
| Travaux | AE | 62,520.00 € | 2,583,747.30 € | 612,060.55 € | 0.00 € | 116,672.75 € | 557.01 € | 3,375,557.61 € |
| | CP | 44,070.00 € | 129,712.78 € | 2,696,229.34 € | 0.00 € | 473,545.49 € | 32,000.00 € | 3,375,557.61 € |
| Aménagement | AE | | | 4,212.00 € | 199,959.11 € | 14,000.00 € | 0.00 € | 316,739.00 € |
| | CP | | | | 204,171.11 € | 16,462.00 € | 0.00 € | 316,739.00 € |
| RECETTES | | | | | | | | |
| Métropole de Lyon | | 200,000.00 € | | | 1,000,000.00 € | 233,000.00 € | | 1,433,000.00 € |
| Université de Lyon | | | | | 300,000.00 € | | | 300,000.00 € |
| Plan de relance | | | 103,692.00 € | 388,844.00 € | | 25,923.00 € | | 518,459.00 € |
| Sciences Po Lyon | | | | | | | | 1,440,837.61 € |

Nous suivons également en opérations fléchées, en fonctionnement et masse salariale :

- Le projet européen ERC Rosa d'un montant de 181 533,30 € ;
- Le projet de recherche financé par ANSES d'un montant de 135 132,40 € qui permet notamment le financement d'un contrat doctoral ;
- Le projet de recherche DARES d'un montant de 31 894 euros pour le financement d'un contrat post doctoral et de frais de fonctionnement.

En 2025, il a été ajouté le projet Mir@bel qui bénéficie de nombreuses subventions et qui lui permettent de financer des dépenses de fonctionnement et de masse salariale. Entre 2024 et 2025, il est ainsi ajouté en recettes fléchées le montant de 186 730 euros (FNSO – Couperin – ABES) qui permettent en grande partie de financer, notamment 2 postes de catégorie A à temps plein et du développement informatique.

4. Opérations pluriannuelles

Le tableau 9 concerne toutes les dépenses budgétaires de l'organisme ayant vocation à être exécutées sur plusieurs exercices au titre desquelles on retrouve principalement les projets d'investissement. Il retrace par opération, l'avancement en dépenses (AE/CP) et en recettes (RE) sur les années antérieures et postérieures à l'exercice considéré.

Cela permet de disposer d'une vision des restes à réaliser par opération et d'apprécier ainsi leur soutenabilité dans le temps. Les opérations pluriannuelles présentées dans le tableau 9 sont détaillées dans le tableau 10.

Les tableaux 9 et 10 retracent les opérations d'investissement inscrites dans le Plan Pluriannuel d'investissement (PPI) de l'établissement ainsi que les opérations pluriannuelles de fonctionnement.

Les prévisions de dépenses, notamment sur le Gros entretien Renouvellement (GER)* des bâtiments, ont été ajoutées jusqu'en 2028 à l'aide d'un rapport édité par une AMO* décrivant les actions bâtimentaires à entreprendre dans les prochaines années.

Après des années de forts investissements sur le site Blandan, Sciences Po Lyon n'a pas prévu d'importants travaux patrimoniaux pour l'exercice 2025, à l'exception du réaménagement de l'ancienne cafétéria pour installer notre nouvelle salle du Conseil pour un montant de 310 000 euros qui été reprogrammé. Elle sera située au niveau 0, accessible aux personnes en situation de handicap, du bâtiment bibliothèque. Cette salle permettra également d'accueillir les séminaires et colloques organisés par les différents laboratoires dont Sciences Po Lyon est cotutelle, ainsi que les réunions institutionnelles.

Les autres actions spécifiques principales menées seront notamment :

- Reprise de l'infrastructure réseau qui possède un risque de défaillance 35 000 euros ;
- Mise en place d'une application à destination des étudiants pour améliorer la communication entre eux et l'établissement : 32 000 euros ;
- Changement du portique de sécurité de la bibliothèque, la maintenance n'étant plus possible sur l'actuel : 14 736 euros.

Pour le reste, il s'agit de renouvellement de matériels informatiques et audiovisuels devenus obsolètes, ainsi que la suite du développement du contrôle d'accès de l'établissement et enfin le renouvellement de mobiliers.

* Pour tous les termes suivis d'un * se reporter au glossaire

Glossaire

Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Structure qui permet de définir ces besoins immobiliers et qui nous accompagne dans la réalisation de travaux immobiliers.

Autorisations d'engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs

Budget Initial (BI). Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

Budget Rectificatif (BR). En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget initial. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial, lors d'un CA.

Capacité d'autofinancement (CAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes. Calcul (méthode additive) : Résultat Net Comptable + Charges calculées (amortissements et provisions) - Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements) + Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés - Produits de Cession d'éléments d'Actif - Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

Crédits de paiement (CP) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Dépenses de personnel : rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des cotisations patronales qui leur sont liées, des rémunérations accessoires ainsi que des prestations sociales obligatoires, on parle alors de coût chargé. On distingue la masse salariale État (crédits du titre 2 du budget de l'État dont nous n'avons pas la gestion, nous ne sommes pas passés aux compétences et responsabilités élargies) et la masse salariale sur ressources propres (comme certains contractuels, contrats de recherche, vacations).

Décompte Général définitif (DGD). Il clôt financièrement et juridiquement le marché de travaux.

Equivalent Temps Plein (ETP) : la nouvelle unité de décompte de l'emploi introduite par la LOLF est l'équivalent temps plein ou ETP. Les équivalents temps plein correspondent aux effectifs physiques pondérés de la quotité de travail des agents à un instant T. Par exemple, un agent titulaire, dont la quotité de travail est de 80 % correspond à 0,8 ETP. Les ETP ne tiennent pas compte de la durée d'emploi (un agent dont la quotité de travail est de 80 % correspond à 0,8 ETP ; qu'il ait travaillé 8 ou 12 mois dans l'année ne change rien).

Equivalent Temps Plein Travaillé (ETPT) : l'ETPT correspondent aux effectifs physiques pondérés de la quotité de travail des agents en année pleine. Les ETPT sont donc des ETP en année pleine. Les ETPT tiennent compte de la durée d'emploi, contrairement aux ETP.

A titre d'exemple :

- un agent titulaire à temps plein employé toute l'année consomme 1 ETPT,
- un agent titulaire, dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETP travaillé
- un agent à temps partiel (80 %) recruté le 16 mai et qui part le 1er novembre en disponibilité consomme 0,37 ETPT annuels,
- un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 %, correspond à $0,8 \times 3/12 = 0,2$ ETPT.

L'ETP travaillé est utilisé dans le calcul des plafonds d'emplois dans le cadre de la LOLF. La consommation annuelle en ETPT est égale à la moyenne annualisée des ETPT mensuels (cumul des ETPT mensuels depuis le début de l'année divisé par le nombre de mois décomptés). La référence annuelle comme élément d'appréciation du respect du plafond d'emplois, permet des réallocations à l'intérieur des programmes et ministères.

Etablissement recevant du public (ERP). Bâtiment recevant des personnes extérieures à la structure d'accueil.

Fonds de roulement constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement. En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagé au cours du temps. Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé) Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP) : La « réforme GBCP » repose sur le décret 2012-246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique et porte sur une révision en profondeur du cadre général qui structure la gestion budgétaire et comptable de l'État et de ses opérateurs. Les organismes publics ont l'obligation de mettre en place une comptabilité budgétaire en plus de leur comptabilité générale. Cette comptabilité budgétaire agrège une comptabilité des engagements et une comptabilité des dépenses et des recettes. Parmi les objectifs poursuivis : faciliter le pilotage, améliorer le suivi des dépenses et mieux maîtriser les finances publiques. La mise en place de la GBCP a eu pour premier mérite d'unifier les règles comptables entre les administrations publiques.

Gestion Technique Centralisée (GTC). Outil qui permet d'automatiser la conduite d'un équipement technique (Pour Sciences Po Lyon, gestion du chauffage des locaux).

Gros entretien Renouvellement (GER). Ensemble des tâches relatives au maintien en état du patrimoine immobilier de technicité importante.

Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) : Les lois de finances sont encadrées par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), texte de nature organique qui en fixe le contenu, en détermine la présentation et en régit l'examen et le vote. Les règles ainsi définies par la LOLF, votée en 2001 et appliquée à partir de la loi de finances pour 2006, se sont substituées à celles de l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Véritable constitution financière de l'État, la LOLF a réformé en profondeur la construction et le suivi du budget de l'État. La LOLF propose un budget lisible, présenté par politiques publiques (sécurité, culture, éducation, justice, etc.) appelées « missions », et non plus

exclusivement par nature de dépenses (personnel, fonctionnement, investissement, intervention, etc.). Ces missions sont elles-mêmes déclinées en programmes.

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE). Prestations supplémentaires que l'acheteur se réserve le droit d'acheter à la signature du marché.

Recettes globalisées. Elles comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

Recettes fléchées. Elles constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ex : subvention pour travaux.

Responsabilités et Compétences Élargies (RCE). Le passage aux RCE s'inscrit dans le cadre de la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Université (LRU) datant de 2007 et vise principalement à donner la pleine gestion de tous leurs personnels ainsi que la dévolution du patrimoine aux établissements d'enseignement supérieur. L'IEP de Lyon n'est encore passé aux RCE.

Résultat net comptable correspond au bénéfice ou à la perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice. Calcul : = Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

Solde budgétaire correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement. Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

Système de sécurité incendie (SSI). Permet de mettre en sécurité l'établissement contre l'apparition d'un départ d'incendie.

EPSCP - synthèse des documents budgétaires

| | Intitulé du tableau | Périmètre | Soumission au CA |
|----|---|--|--|
| 1 | Tableau des emplois | budget de l'établissement | Pour vote |
| 2 | Tableau des autorisations budgétaires | budget de l'établissement budget principal budget annexe budget agrégé budget service inter-établissements (SIE) | Pour vote. Pour les SIE, le vote relève du CA de l'établissement de rattachement |
| 3 | Tableau des dépenses par destination et recettes par origine | budget de l'établissement budget principal budget agrégé budget de l'établissement | Pour information |
| 4 | Tableau d'équilibre financier | budget de l'établissement | Pour vote |
| 5 | Tableau des opération pour compte de tiers | budget de l'établissement | Pour information |
| 6 | Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement) | budget de l'établissement budget principal budget annexe budget agrégé budget service inter-établissements (SIE) | Pour vote |
| 7 | Tableau présentant le plan de trésorerie | budget de l'établissement | Pour information |
| 8 | Tableau des opérations liées aux recettes fléchées | budget de l'établissement budget principal budget agrégé | Pour information |
| 9 | Tableau des opérations pluriannuelles | budget de l'établissement | Pour vote |
| 10 | Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation | budget de l'établissement | Pour information |
| 11 | Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche | | Pour information |

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

Budget initial 2025

POUR VOTE

Tableau des autorisations d'emplois

| | Sous plafond LFI (a) | Hors plafond LFI (b) | Plafond organisme (=a+b) | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------------|----|
| Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT | 33,90 | 20,45 | 54,35 | |
| Rappel du plafond d'emplois rémunérés par le responsable de programme en ETPT (c) | 34 | | | BI |

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme (c).

POUR INFORMATION

Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

| | EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI | | EMPLOIS HORS PLAFOND LFI | | PLAFOND ORGANISME | |
|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|-------------------|------------------------|
| | ETPT | Dépenses de personnel* | ETPT | Dépenses de personnel* | ETPT | Dépenses de personnel* |
| EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 +4) | 33,90 | 1 827 760 | 20,45 | 1 981 506 | 54,35 | 3 809 266 |
| 1 - TITULAIRES | 2,80 | 175 624 | | | 2,80 | 175 624 |
| * Titulaires État ** | 2,80 | 175 624 | - | - | 2,80 | 175 624 |
| * Titulaires organisme (corps propre) | - | - | - | - | - | - |
| 2 - NON TITULAIRES | 31,10 | 1 402 136 | - | 1 034 436 | 51,55 | 2 436 572 |
| * Contractuels de droit public | 31,10 | 1 402 136 | | | 51,55 | 2 436 572 |
| øCDI | 17,60 | 781 688 | - | | 17,60 | 781 688 |
| øCDD | 13,50 | 620 448 | 20,45 | 1 034 436 | 33,95 | 1 654 884 |
| . Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme) | | | - | - | - | - |
| * Contractuels de droit privé | - | - | - | - | - | - |
| øCDI | - | - | - | - | - | - |
| øCDD | - | - | - | - | - | - |
| 3 - CONTRATS AIDES | | | - | 27 070 | - | 27 070 |
| 4- AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...) | | 250 000 | | 920 000 | | 1 170 000 |

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des



Tableau 1 - EPSCP
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget rectificatif 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | | (A) | (B) | (C) = (A) + (B) |
|--|--------------------|----------------|-----------------------------|----------------------------|---|
| | | | Emplois sous plafond Etat * | Emplois financés hors SCSP | Global |
| Catégories d'emplois | Nature des emplois | | En ETPT | En ETPT | |
| Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs | Permanents | Titulaires | - | | - |
| | | CDI | - | | - |
| | Non permanents | CDD | 10,5 | 2,3 | 12,8 |
| | | S/total EC | | 10,50 | 2,33 |
| Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS) | | | | | - |
| BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service) | Permanents | Titulaires | 2,80 | | 2,80 |
| | | CDI | 17,60 | - | 17,60 |
| | Non permanents | CDD | 3,00 | 18,12 | 21,12 |
| | | S/total Biatss | | 23,40 | 18,12 |
| Totaux | | | 33,90 | 20,45 | 54,35 |
| | | | | | Plafond global des emplois voté par le CA |
| | | | | | ** |
| Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat | | | 34 | | |

(1)

(2)

(3)

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : Cf. article R719-54 du Code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'Etat relatif aux emplois financés par l'Etat"

** : cf. article R719-54 du Code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires Budget initial 2025

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| DEPENSES | | | | | | |
|--|---|-----------|-----------------------------|-----------|---------------------------|-----------|
| | Montants Budget N-1 BI 2024 voté le 18 décembre 2023 | | Montants prévision BR2 2024 | | Montants Budget initial N | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 3 550 212 | 3 550 212 | 3 603 950 | 3 603 950 | 3 809 266 | 3 809 266 |
| dont contributions employeur au CAS Pension | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Fonctionnement | 2 322 589 | 2 265 148 | 2 268 138 | 2 225 342 | 2 267 145 | 2 340 110 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Intervention | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Investissement | 635 270 | 608 070 | 460 652 | 854 863 | 528 293 | 599 736 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B) | 6 508 071 | 6 423 430 | 6 332 739 | 6 684 155 | 6 604 704 | 6 749 112 |
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B) | | | | | | |

| RECETTES | | | |
|--|--------------------------------|------------------------------|---|
| Montants Budget N-1 BI 2024 voté le 18 décembre 2023 | Montants prévision BR2 2024 | Montants Budget initial N | |
| | | | |
| 5 751 291 | 5 958 367 | 6 098 819 | Recettes globalisées |
| 2 245 492 | 2 316 011 | 2 257 505 | Subvention pour charges de service public |
| 255 516 | 215 335 | 114 246 | Autres financements de l'Etat |
| 111 810 | 120 532 | 125 000 | Fiscalité affectée |
| 224 287 | 243 114 | 152 973 | Autres financements publics |
| 2 914 186 | 3 063 375 | 3 449 095 | Recettes propres |
| | | | |
| | | | |
| 305 367 | 382 798 | 137 056 | Recettes fléchées* |
| 0 | 25 923 | - | Financements de l'Etat fléchés |
| 305 367 | 356 875 | 49 556 | Autres financements publics fléchés |
| | | 87 500 | Recettes propres fléchées |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| 6 056 658 | 6 341 165 | 6 235 875 | TOTAL DES RECETTES (C) |
| 366 772 | 342 990 | 513 237 | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C) |

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

| Budget | Dépenses de l'organisme | | | | | | |
|--|-------------------------|--------------------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|
| | Personnel | Fonctionnement et intervention | | Investissement | | Total | |
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Formation initiale et continue | 2 583 194 | 541 017 | 537 042 | 9 360 | 9 360 | 3 133 571 | 3 129 596 |
| D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence | 904 995 | 42 000 | 42 000 | | | 946 995 | 946 995 |
| D102 - Formation initiale et continue de niveau Master | 1 226 766 | 357 408 | 353 433 | 9 360 | 9 360 | 1 593 534 | 1 589 559 |
| D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat | | | | | | 0 | 0 |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 451 433 | 141 609 | 141 609 | | | 593 042 | 593 042 |
| D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé | | | | | | 0 | 0 |
| D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies | | | | | | 0 | 0 |
| D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur | | | | | | 0 | 0 |
| D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies | | | | | | 0 | 0 |
| D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement | 415 113 | 123 368 | 131 168 | 0 | 0 | 538 481 | 546 281 |
| D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société | 415 113 | 123 368 | 131 168 | | | 538 481 | 546 281 |
| D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale | | | | | | 0 | 0 |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | | | | | | 0 | 0 |
| D114 - Immobilier | 104 406 | 319 100 | 388 240 | | | 423 506 | 492 646 |
| D115 - Pilotage et support | 705 056 | 1 086 210 | 1 086 210 | 518 933 | 590 376 | 2 310 199 | 2 381 642 |
| Étudiants | 1 497 | 197 450 | 197 450 | 0 | 0 | 198 947 | 198 947 |
| D201 - Aides directes aux étudiants | | 39 000 | 39 000 | | | 39 000 | 39 000 |
| D202 - Aides indirectes | | | | | | 0 | 0 |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | 1 497 | 158 450 | 158 450 | | | 159 947 | 159 947 |
| Total | 3 809 266 | 2 267 145 | 2 340 110 | 528 293 | 599 736 | 6 604 704 | 6 749 112 |

A

B

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

| Budget | Recettes de l'organisme | | | | | | | |
|---|-----------------------------------|--------------------------|--------------------|------------------------|------------------|---------------------------|--------------------------------|---------------------------|
| | Recettes globalisées | | | | | Recettes fléchées | | |
| | Subvention charges service public | Autres finants de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres finants publics | Recettes propres | Finants de l'Etat fléchés | Autres finants publics fléchés | Recettes propres fléchées |
| Subvention pour charges de service public | 2 257 505 | | | | | | | |
| Droits d'inscription | | | | | 2 245 000 | | | |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | | 50 000 | | | 619 259 | | | |
| Taxe d'apprentissage | | | | | 21 000 | | | |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | | | | | | | 49 556 | |
| Valorisation | | | | | | | | 0 |
| ANR investissements d'avenir | | | | | | | | 0 |
| ANR hors investissements d'avenir | | | | 7 808 | | | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | | | | 18 000 | | | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | | | | | | | | 0 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | | | | | | | | 0 |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | | | | | | | | 0 |
| Autres recettes | | 64 246 | 125 000 | 127 165 | 563 836 | | 87 500 | |
| Total | 2 257 505 | 114 246 | 125 000 | 152 973 | 3 449 095 | 0 | 137 056 | 0 |

La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)

-513 238

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| BESOINS | | | |
|---|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| | Montants Budget initial 2024 | Montants prévision BR2 2024 | Montants Budget initial 2025 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2)* | 366 771 | 342 990 | 513 237 |
| dont Budget Principal | - | 342 990 | 513 237 |
| dont Budget Annexe | | | |
| Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1) | | | |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** | 99 510 | 284 041 | 144 014 |
| Autres décaissements non budgétaires (e1) | | | |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1) | 466 281 | 627 031 | 657 251 |
| ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1) | - | - | - |
| dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)*** | 207 083 | | |
| dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d) | | | |
| | | | |
| TOTAL DES BESOINS (1) + (I) | 466 281 | 627 031 | 657 251 |

| FINANCEMENTS | | | |
|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|---|
| Montants Budget initial 2024 | Montants prévision BR2 2024 | Montants Budget initial 2025 | |
| | | - | Solde budgétaire (excédent) (D1)* |
| | | | dont Budget Principal |
| | | | dont Budget Annexe |
| | | | Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2) |
| 99 510 | 304 495 | 123 560 | Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** |
| | | | Autres encaissements non budgétaires (e2) |
| 99 510 | 304 495 | 123 560 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2) |
| 366 771 | 322 536 | 533 691 | PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2) |
| | 184 749 | 96 012 | dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)*** |
| 573 855 | 137 787 | 437 679 | dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d) |
| | | | |
| 466 281 | 627 031 | 657 251 | TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II) |

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | BI - Prévisions décaissements | BI -Prévisions encaissements |
|--|---------|-------------|-------------------------------|------------------------------|
| Dispositifs d'intervention pour le compte de tiers | C 467 | Erasmus | 116 014,00 € | 100 760,00 € |
| Dispositifs d'intervention pour le compte de tiers | C 467 | Bourses AMI | 28 000,00 € | 22 800,00 € |
| TOTAL | | | 144 014,00 € | 123 560,00 € |

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Montant budget Initial 2024 | Montants prévision d'exécution 2024 (BR2) | Montants Budget initial 2025 | PRODUITS | Montant budget Initial 2024 | Montants prévision d'exécution 2024 (BR2) | Montants Budget initial 2025 |
|--|-----------------------------|---|------------------------------|--|-----------------------------|---|------------------------------|
| Personnel | 3 505 089 | 3 554 861 | 3 755 939 | Subventions de l'Etat | 2 491 908 | 2 531 346 | 2 371 751 |
| dont charges de pensions civiles* | | | | Fiscalité affectée | 106 810 | 120 532 | 125 000 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 2 960 271 | 2 848 650 | 3 000 837 | Autres subventions | 364 950 | 360 481 | 184 529 |
| Intervention (le cas échéant) | | | | Autres produits | 3 148 686 | 3 277 040 | 3 750 260,29 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 6 465 360 | 6 403 511 | 6 756 776 | TOTAL DES PRODUITS (2) | 6 112 354 | 6 289 399 | 6 431 540 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | 0 | 0 | 0 | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | 353 006 | 114 112 | 325 236 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 6 465 360 | 6 403 511 | 6 756 776 | TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 6 465 360 | 6 403 511 | 6 756 776 |

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

| | Montant budget Initial 2024 | Montants prévision d'exécution 2024 (BR2) | Montants Budget initial 2025 |
|--|-----------------------------|---|------------------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | -353 006 | -114 112 | -325 236 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 650 000 | 574 219 | 607 400 |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | |
| - quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs | 235 000 | 213 665 | 213 665 |
| = capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF) | 61 994 | 246 442 | 68 499 |

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Montants Budget rectificatif 2024 | Montants prévision d'exécution 2024 | Montants Budget initial 2025 | RESSOURCES | Montants Budget rectificatif 2024 | Montants prévision d'exécution BR2 2024 | Montants Budget initial 2025 |
|---|-----------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|--|-----------------------------------|---|------------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 0 | 0 | 0 | Capacité d'autofinancement | 61 995 | 246 442 | 68 499 |
| Investissements | 608 070 | 854 863 | 599 736 | Financement de l'actif par l'État | 0 | 25 923 | 0 |
| | | | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | 0 | 254 000 | 18 000 |
| | | | | Autres ressources | | | |
| Remboursement des dettes financières | 0 | 0 | 0 | Augmentation des dettes financières | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 608 070 | 854 863 | 599 736 | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 61 995 | 526 365 | 86 499 |
| Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5) | 0 | 0 | 0 | Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6) | 546 075 | 328 498 | 513 237 |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Montant budget Initial 2024 | Montants prévision d'exécution 2024 (BR2) | Montants Budget initial 2025 | Réalisé pour 2023 |
|---|-----------------------------|---|------------------------------|-------------------|
| Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8) | -546 075 | -328 498 | -513 237 | 686 046 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) | -179 304 | -5 962 | 20 454 | -1 518 570 |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)* | -366 771 | -322 536 | -533 691 | 2 204 616 |
| Niveau final du FONDS DE ROULEMENT | 1 875 306 | 3 073 480 | 2 560 243 | 3 401 978 |
| Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | -10 386 | -467 481 | -447 027 | -461 519 |
| Niveau final de la TRESORERIE | 1 885 692 | 3 540 961 | 3 007 270 | 3 863 498 |

Tableau 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | TOTAL Variation de la trésorerie annuelle |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--|
| (1) SOLDE INITIAL (début de mois) | 3 540 961 | 3 128 883 | 2 479 990 | 2 702 462 | 2 941 771 | 2 511 963 | 2 142 946 | 3 662 669 | 3 405 518 | 3 760 809 | 3 316 729 | 2 842 516 | |
| ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes budgétaires globalisées | 0 | 18 417 | 765 019 | 672 925 | 72 494 | 286 137 | 1 983 487 | 83 213 | 813 509 | 318 165 | 130 462 | 954 990 | 6 098 819 |
| Subvention pour charges de service public | | | 497 076 | 629 278 | | | 780 665 | | | 298 236 | 18 261 | 33 988 | 2 257 505 |
| Autres financements de l'Etat | 0 | | 38 583 | | | | 37 081 | | 38 582 | | | | 114 246 |
| Fiscalité affectée | | | 76 412 | | | | 48 588 | | | | | | 125 000 |
| Autres financements publics | | | 2 249 | 9 509 | 147 | 19 591 | 40 509 | | 26 277 | 3 553 | | 51 137 | 152 973 |
| Recettes propres | | 18 417 | 150 700 | 34 137 | 72 347 | 266 547 | 1 076 644 | 83 213 | 748 649 | 16 376 | 112 201 | 869 865 | 3 449 095 |
| Recettes budgétaires fléchées | 0 | 0 | 64 073 | 0 | 0 | 1 700 | 29 200 | 0 | 0 | 0 | 1 887 | 40 196 | 137 056 |
| Financements de l'Etat fléchés | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Autres financements publics fléchés | | | 34 873 | | | 1 700 | | | | | 1 887 | 11 096 | 49 556 |
| Recettes propres fléchées | | | 29 200 | | | | 29 200 | | | | | 29 100 | 87 500 |
| Opérations non budgétaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts : encaissements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Prêts : encaissements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | 0 | 0 | 9 120 | 0 | 0 | 13 680 | 100 760 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 123 560 |
| TVA encaissée | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements | | | 9 120 | | | 13 680 | 100 760 | | | | | | 123 560 |
| Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | | | | | | | | | | | | | 0 |
| A. TOTAL | 0 | 18 417 | 838 212 | 672 925 | 72 494 | 301 517 | 2 113 447 | 83 213 | 813 509 | 318 165 | 132 350 | 995 186 | 6 359 435 |
| DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses liées à des recettes globalisées | 379 761 | 641 944 | 575 536 | 405 464 | 468 055 | 646 753 | 566 020 | 319 900 | 443 172 | 743 590 | 529 321 | 796 529 | 6 516 044 |
| Personnel | 315 359 | 342 461 | 281 513 | 220 363 | 262 885 | 467 699 | 374 432 | 281 680 | 244 053 | 275 423 | 272 799 | 327 799 | 3 666 466 |
| Fonctionnement | 64 401 | 242 793 | 253 163 | 148 212 | 191 540 | 175 951 | 150 903 | 37 404 | 94 668 | 422 398 | 171 124 | 329 285 | 2 281 842 |
| Intervention | | | | | | | | | | | | | |
| Investissement | | 56 690 | 40 861 | 36 889 | 13 631 | 3 103 | 40 685 | 816 | 104 451 | 45 769 | 85 398 | 139 445 | 567 736 |
| Dépenses liées à des recettes fléchées | 32 317 | 21 852 | 12 204 | 23 152 | 25 747 | 23 780 | 17 405 | 12 264 | 11 045 | 15 155 | 17 243 | 20 903 | 233 068 |
| Personnel | 13297 | 11273 | 7921 | 17482 | 14440 | 14783 | 12290 | 11964 | 9261 | 9261 | 9937 | 10890 | 142800 |
| Fonctionnement | 19 021 | 579 | 3 283 | 4 670 | 1 308 | 6 198 | 4 115 | | 784 | 4 893 | 6 305 | 7 113 | 58 268 |
| Intervention | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Investissement | | 10 000 | 1 000 | 1 000 | 10 000 | 2 800 | 1 000 | 300 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 2 900 | 32 000 |
| Opérations non budgétaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts : remboursements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Prêts : décaissements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Opérations gérées en compte de tiers : | 0 | 3 514 | 28 000 | 5 000 | 8 500 | 0 | 10 300 | 8 200 | 4 000 | 3 500 | 60 000 | 13 000 | 144 014 |
| TVA décaissée | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements | | 3 514 | 28 000 | 5 000 | 8 500 | | 10 300 | 8 200 | 4 000 | 3 500 | 60 000 | 13 000 | 144014 |
| Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | | | | | | | | | | | | | 0 |
| B. TOTAL | 412 078 | 667 310 | 615 740 | 433 616 | 502 302 | 670 533 | 593 725 | 340 364 | 458 217 | 762 245 | 606 563 | 830 432 | 6 893 126 |
| (2) SOLDE DU MOIS = A - B | -412 078 | -648 893 | 222 472 | 239 309 | -429 809 | -369 016 | 1 519 722 | -257 151 | 355 291 | -444 080 | -474 214 | 164 754 | -533 691 |
| SOLDE CUMULE (1) + (2) | 3 128 883 | 2 479 990 | 2 702 462 | 2 941 771 | 2 511 963 | 2 142 946 | 3 662 669 | 3 405 518 | 3 760 809 | 3 316 729 | 2 842 516 | 3 007 270 | |

dont variation de trésorerie globalisée-437 679

dont variation de trésorerie fléchée-96 012

Tableau 8 - EPSCP
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Antérieures à N non dénouées | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|---------------------------------|----------------|---------------|-------------|-------------|
| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a) | | - 876 994 | - 973 006 | - 1 002 297 | - 1 002 297 |
| Recettes fléchées (b) | 2 714 863 | 137 056 | - | - | - |
| Financements de l'État fléchés | 518 459 | | | | |
| Autres financements publics fléchés * | 2 032 174 | 49 556 | | | |
| Recette Propres fléchées | 164 230 | 87 500 | | | |
| Prélèvement sur la Trésorerie | 1 092 099 | 32 000 | | | |
| Dépenses sur recettes fléchées (c) | 3 591 857 | 233 068 | 29 292 | - | - |
| Personnel | 181 452 | 142 800 | - | - | |
| AE=CP | 181 452 | 142 800 | | | |
| Fonctionnement et intervention | 65 408 | 58 268 | 29 292 | - | |
| AE | 65 408 | 58 268 | 29 292 | | |
| CP | 65 408 | 58 268 | 29 292 | | |
| Investissement | 3 344 997 | 32 000 | - | | - |
| AE | 3 376 440 | 557 | | | |
| CP | 3 344 997 | 32 000 | | | |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) | - 876 994 | - 96 012 | - 29 292 | - | - |
| Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (c) | - 876 994 | - 973 006 | - 1 002 297 | - 1 002 297 | - 1 002 297 |

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

| Opérations | Montant de l'opération | Autorisations d'engagement | | | | | Crédits de paiement | | | | | Restes | |
|--|------------------------|--|--|-------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|---|------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--|--|
| | | AE ouvertes au titre des années antér. | AE consommées au titre des années antér. | AE reportées ou reprogr. en année n | AE nouvelles ouvertes en année n | Total des AE ouvertes pour l'année n | CP ouverts au titre des années antér. | CP consommés au titre des années antér. | CP reportés ou reprogr. en année n | CP nouveaux ouverts en année n | Total des CP ouverts pour l'année n | Restes à engager en fin d'année n (AE) | Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP) |
| | (1) | (2) | (3) | (4)=(2)-(3) | (5) | (6) = (4)+(5) | (7) | (8) | (9)<=(7-8) | (10) | (11)=(9)+(10) | (12)=(1)-(3)-(6) | (13)=(3)+(6)-(8)-(11) |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | | | | | | | | |
| Contrats de recherche | | | | | | | | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | | | | | | | | |
| Contrats de form. continue | | | | | | | | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | | | | | | | | |
| Contrats d'enseignement | | | | | | | | | | | | | |
| Bâtiment Bibliothèque 2018-2028 | 80 641 | 16 641 | 16 641 | 0 | 0 | 0 | 16 641 | 16 641 | 0 | 0 | 0 | 64 000 | 0 |
| Bâtiment Administratif 2018-2028 | 68 666 | 19 166 | 19 166 | 0 | 0 | 0 | 19 166 | 19 166 | 0 | 0 | 0 | 49 500 | 0 |
| Bâtiment pédagogique 2018-2028 | 234 038 | 104 038 | 104 038 | 0 | 0 | 0 | 104 038 | 104 038 | 0 | 0 | 0 | 130 000 | 0 |
| Amphithéâtre Aubrac 2018-2028 | 14 366 | 2 866 | 2 866 | 0 | 0 | 0 | 2 866 | 2 866 | 0 | 0 | 0 | 11 500 | 0 |
| Divers Immobilier 2018-2028 | 689 552 | 398 576 | 398 576 | 0 | 54 976 | 54 976 | 398 576 | 358 576 | 40 000 | 54 976 | 94 976 | 236 000 | 0 |
| Projet "salle du conseil" - Bâtiment bibliothèque | 310 000 | 250 000 | 0 | 250 000 | 60 000 | 310 000 | 50 000 | 0 | 50 000 | 260 000 | 310 000 | 0 | 0 |
| CPER | 1 439 690 | 59 690 | 59 690 | 0 | 0 | 0 | 59 690 | 59 690 | 0 | 0 | 0 | 1 380 000 | 0 |
| Projet "Fabrik de l'Innovation" | 3 375 558 | 3 375 001 | 3 375 001 | 0 | 557 | 557 | 3 343 558 | 3 343 558 | 0 | 32 000 | 32 000 | 0 | 0 |
| SSI | 75 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 75 000 | 0 |
| Aménagement Public Factory | 244 633 | 220 633 | 220 633 | 0 | 0 | 0 | 220 633 | 220 633 | 0 | 0 | 0 | 24 000 | 0 |
| Réhabilitation atrium Bâtiment pédagogique | 192 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 192 000 | 0 |
| Informatique - réseau -audiovisuel 2018-2028 | 1 445 349 | 1 037 089 | 1 037 089 | 0 | 162 760 | 162 760 | 1 037 089 | 1 037 089 | 0 | 162 760 | 162 760 | 245 500 | 0 |
| Kyocera | 49 321 | 49 321 | 49 321 | 0 | 0 | 0 | 34 075 | 34 075 | 0 | 10 164 | 10 164 | 0 | 5 082 |
| Quadient | 7 962 | 7 782 | 7 782 | 0 | 180 | 180 | 4 756 | 4 756 | 0 | 1 603 | 1 603 | 0 | 1 603 |
| Quadient Finance France | 6 126 | 5 956 | 5 956 | 0 | 170 | 170 | 3 690 | 3 690 | 0 | 1 218 | 1 218 | 0 | 1 218 |
| CNRS IDF | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 | 0 | 3 000 | 3 000 | 0 | 1 000 | 1 000 | 0 | 1 000 |
| Paris 1 | 8 000 | 8 000 | 8 000 | 0 | 0 | 0 | 6 000 | 6 000 | 0 | 2 000 | 2 000 | 0 | 0 |
| CNRS IDF | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 | 0 | 3 000 | 3 000 | 0 | 1 000 | 1 000 | 0 | 1 000 |
| UJM | 12 000 | 12 000 | 12 000 | 0 | 0 | 0 | 6 000 | 6 000 | 0 | 3 000 | 3 000 | 0 | 3 000 |
| Spie | 9 538 | 9 538 | 9 538 | 0 | 0 | 0 | 7 278 | 7 278 | 0 | 2 260 | 2 260 | 0 | 0 |
| Ekwateur | 138 280 | 138 280 | 138 280 | 0 | 0 | 0 | 69 140 | 69 140 | 0 | 69 140 | 69 140 | 0 | 0 |
| Ekwateur | 20 440 | 20 440 | 20 440 | 0 | 0 | 0 | 10 220 | 10 220 | 0 | 10 220 | 10 220 | 0 | 0 |
| ABES | 12 791 | 12 791 | 12 791 | 0 | 0 | 0 | 3 170 | 3 170 | 0 | 3 202 | 3 202 | 0 | 6 420 |
| Arte Education | 7 254 | 7 254 | 7 254 | 0 | 0 | 0 | 2 418 | 2 418 | 0 | 2 418 | 2 418 | 0 | 2 418 |
| SFR Business | 15 165 | 15 165 | 15 165 | 0 | 0 | 0 | 4 900 | 4 900 | 0 | 4 900 | 4 900 | 0 | 5 365 |
| Woodclap | 18 225 | 18 225 | 18 225 | 0 | 0 | 0 | 5 825 | 5 825 | 0 | 6 075 | 6 075 | 0 | 6 325 |
| Total | 8 484 595 | 5 798 452 | 5 548 452 | 250 000 | 278 643 | 528 643 | 5 415 730 | 5 325 730 | 90 000 | 627 935 | 717 935 | 2 407 500 | 33 430 |
| pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes : | | | | | | | | | | | | | |
| Ss total personnel | | | | | | | | | | | | | |
| Ss total fonctionnement et intervention | 315 102 | 314 752 | 314 752 | 0 | 350 | 350 | 163 473 | 163 473 | 0 | 118 199 | 118 199 | 0 | 33 430 |
| Ss total investissement | 8 169 493 | 5 483 700 | 5 233 700 | 250 000 | 278 293 | 528 293 | 5 252 257 | 5 162 257 | 90 000 | 509 736 | 599 736 | 2 407 500 | 0 |

B - Recettes

| Opérations | Montant de l'opération (1) | Prélève sur la trésorerie (14) | Financements extérieurs | | | |
|---|-------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|------------------|---------------------------------|---|
| | | | Montant (15)=(1)-(14) | Encaiss. (16) | Encaiss. pour l'année n (17) | Restes à encaisser (18)=(15)-(16)-(17) |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | |
| Contrats de recherche | | | | | | |
| Op. 1 Op. 2 Op. 3 | | | | | | |
| Fonctionnement | 315 102 | 315 102 | - | - | - | - |
| Fonctionnement | 315 102 | 315 102 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Programme pluriannuel d'investissement | 8 169 493 | 4 804 033 | 3 365 459 | 2 267 459 | 18 000 | 1 080 000 |
| Bâtiment Bibliothèque 2018-2028 | 80 641 | 73 499 | 7 142 | 7 142 | 0 | 0 |
| Bâtiment Administratif 2018-2028 | 68 666 | 68 666 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bâtiment pédagogique 2018-2028 | 234 038 | 225 180 | 8 858 | 8 858 | 0 | 0 |
| Amphithéâtre Aubrac 2018-2028 | 14 366 | 14 366 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Divers Immobilier 2018-2028 | 689 552 | 671 552 | 18 000 | 0 | 18 000 | 0 |
| Projet "salle du conseil" - Bâtiment bibliothèque | 310 000 | 310 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CPER | 1 439 690 | 439 690 | 1 000 000 | 0 | 0 | 1 000 000 |
| Projet "Fabrik de l'Innovation" | 3 375 558 | 1 124 099 | 2 251 459 | 2 251 459 | 0 | 0 |
| SSI | 75 000 | 75 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aménagement Public Factory | 244 633 | 244 633 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabilitation atrium Bâtiment pédagogique | 192 000 | 112 000 | 80 000 | 0 | 0 | 80 000 |
| Informatique - réseau -audiovisuel 2018-2028 | 1 445 349 | 1 445 349 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 8 484 595 | 5 119 135 | 3 365 459 | 2 267 459 | 18 000 | 1 080 000 |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

751 809

A - Prévion d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| Opération | Nature | Prévion pluriannuelle | Prévion N (BI + BR) | | | | | | | | | | Prévion N+1 et suivantes | | | | | |
|---------------------------------------|---|---------------------------|--|--|-------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|---|-----------------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|-----------------|
| | | Coût total de l'opération | AE ouvertes les années antérieures à N | AE consommées les années antérieures à N | AE reprogrammées ou reportées en N* | AE nouvelles ouvertes en N | TOTAL des AE ouvertes en N | CP ouverts les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | CP reprogrammés ou reportés en N* | CP nouveaux ouverts en N | TOTAL des CP ouverts en N | AE prévues en N+1 | CP prévus en N+1 | AE prévues en N+2 | CP prévus en N+2 | AE prévues > N+2 | CP prévus > N+2 |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) <= (2) - (3) | (5) | (6) = (4) + (5) | (7) | (8) | (9) <= (7) - (8) | (10) | (11) = (9) + (10) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) |
| Dépenses d'investissement (PPI) | Bâtiment Bibliothèque 2018-2028 | 80 641 | 16 641 | 16 641 | 0 | 0 | 0 | 16 641 | 16 641 | 0 | 0 | 0 | 24 000 | 24 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| | Bâtiment Administratif 2018-2028 | 68 666 | 19 166 | 19 166 | 0 | 0 | 0 | 19 166 | 19 166 | 0 | 0 | 0 | 29 500 | 29 500 | 20 000 | 20 000 | 0 | 0 |
| | Bâtiment pédagogique 2018-2028 | 234 038 | 104 038 | 104 038 | 0 | 0 | 0 | 104 038 | 104 038 | 0 | 0 | 0 | 60 000 | 60 000 | 45 000 | 45 000 | 25 000 | 25 000 |
| | Amphithéatre Aubrac 2018-2028 | 14 366 | 2 866 | 2 866 | 0 | 0 | 0 | 2 866 | 2 866 | 0 | 0 | 0 | 7 000 | 7 000 | 4 500 | 4 500 | 0 | 0 |
| | Divers Immobilier 2018-2028 | 689 552 | 398 576 | 398 576 | 0 | 54 976 | 54 976 | 398 576 | 358 576 | 40 000 | 54 976 | 94 976 | 77 000 | 77 000 | 62 000 | 62 000 | 97 000 | 97 000 |
| | Projet "salle du conseil" - Bâtiment bibliothèque | 310 000 | 250 000 | 0 | 250 000 | 60 000 | 310 000 | 50 000 | 0 | 50 000 | 260 000 | 310 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | CPER | 1 439 690 | 59 690 | 59 690 | 0 | 0 | 0 | 59 690 | 59 690 | 0 | 0 | 0 | 920 000 | 920 000 | 460 000 | 460 000 | 0 | 0 |
| | Projet "Fabrik de l'Innovation" | 3 375 558 | 3 375 001 | 3 375 001 | 0 | 557 | 557 | 3 343 558 | 3 343 558 | 0 | 32 000 | 32 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | SSI | 75 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 000 | 60 000 | 15 000 | 15 000 | 0 | 0 |
| | Aménagement Public Factory | 244 633 | 220 633 | 220 633 | 0 | 0 | 0 | 220 633 | 220 633 | 0 | 0 | 0 | 24 000 | 24 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Réhabilitation atrium Bâtiment pédagogique | 192 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 150 000 | 150 000 | 42 000 | 42 000 | 0 | 0 |
| | Informatique - réseau - audiovisuel 2018-2028 | 1 445 349 | 1 037 089 | 1 037 089 | 0 | 162 760 | 162 760 | 1 037 089 | 1 037 089 | 0 | 162 760 | 162 760 | 109 500 | 109 500 | 79 000 | 79 000 | 57 000 | 57 000 |
| | Total Dépenses d'investissement.1 | 8 169 493 | 5 483 700 | 5 233 700 | 250 000 | 278 293 | 528 293 | 5 252 257 | 5 162 257 | 90 000 | 509 736 | 599 736 | 1 461 000 | 1 461 000 | 747 500 | 747 500 | 199 000 | 199 000 |
| Contrats | Personnel | | | | | | 0 | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Fonctionnement et intervention investissement | 315 102 | 314 752 | 314 752 | 0 | 350 | 350 | 163 473 | 163 473 | 0 | 118 199 | 118 199 | 0 | 29 780 | 0 | 3 651 | | |
| Total contrat de recherche.2 | | 315 102 | 314 752 | 314 752 | 0 | 350 | 350 | 163 473 | 163 473 | 0 | 118 199 | 118 199 | 0 | 29 780 | 0 | 3 651 | 0 | 0 |
| Contrat de formation continue | Personnel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention investissement | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.3 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrat d'enseignement | Personnel | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention investissement | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.4 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ss total personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ss total fonctionnement et intervention | 315 102 | 314 752 | 314 752 | 0 | 350 | 350 | 163 473 | 163 473 | 0 | 118 199 | 118 199 | 0 | 29 780 | 0 | 3 651 | 0 | 0 |
| | Ss total investissement | 8 169 493 | 5 483 700 | 5 233 700 | 250 000 | 278 293 | 528 293 | 5 252 257 | 5 162 257 | 90 000 | 509 736 | 599 736 | 1 461 000 | 1 461 000 | 747 500 | 747 500 | 199 000 | 199 000 |
| TOTAL | | 8 484 595 | 5 798 452 | 5 548 452 | 250 000 | 278 643 | 528 643 | 5 415 730 | 5 325 730 | 90 000 | 627 935 | 717 935 | 1 461 000 | 1 490 780 | 747 500 | 751 151 | 199 000 | 199 000 |

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévions de recettes

| Opération | Nature | Prévion | Prévion N | | Prévions en N+1 et suivantes | | |
|---------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|--|--------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | | Financement de l'opération | Encaissements des années antérieures à N | Encaissement prévus en N | Encaissements prévus en N+1 | Encaissements prévus en N+2 | Encaissements prévus > N+2 |
| Recettes d'investissement | Financement de l'Etat* | 534 459 | 534 459 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres financements publics** | 2 834 000 | 1 754 000 | 18 000 | 780 000 | 300 000 | 0 |
| | Total PPI.1 | 3 368 459 | 2 288 459 | 18 000 | 780 000 | | |
| Fonctionnement | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| | Autres financements*** | | | | | | |
| Total Fonctionnement.2 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrat de formation continue | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| | Autres financements*** | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.3 | | | | | | | |
| Contrat d'enseignement | Financement de l'Etat* | | | | | | |
| | Autres financements publics** | | | | | | |
| | Autres financements*** | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.4 | | | | | | | |
| | Ss total financement de l'Etat | 534 459 | 534 459 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Ss total autres financements publics | 2 834 000 | 1 754 000 | 18 000 | 1 062 000 | | |
| | Ss total autres financements | | | | | | |
| TOTAL | | 3 368 459 | 2 288 459 | 18 000 | 1 062 000 | | |

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

C - Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| Opération | Nature | Prévion pluriannuelle | Exécution | | | | |
|---------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|--|--------------------|-------------------------|---|-------------------|
| | | Coût total de l'opération | AE consommées les années antérieures à N | AE consommées en N | TOTAL des AE consommées | CP consommés les années antérieures à N | CP consommés en N |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (2) + (3) | (5) | (6) |
| Dépenses d'investissement (PPI) | Investissement | | | | | | |
| | Total Dépenses d'investissement.1 | | | | | | |
| Contrats de recherche | Personnel | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | |
| Total contrat de recherche.2 | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrat de formation continue | Personnel | | | | | | |
| | Fonctionnement et intervention | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | |
| Total contrat de formation continue.3 | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Restes à payer |
|-----------------------|
| Sur les AE consommées |
| (8) = (4) - (7) |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |
| |

| Restes à réaliser | |
|-------------------|------------------|
| Solde à engager | Solde à payer |
| (9) = (1) - (4) | (10) = (1) - (7) |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | Moyens de l'établissement | | Moyens hors budget de l'établissement | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|----------------|---------------------------|---------|---------------------------------------|---------|-------------------|---------|---------------------|---------|---------------------|---------|--------------------|---------|-----------------|---------|------------------|---------|
| | | | | Organisme de recherche - | | Partenaire Lyon 1 | | Partenaire - Lyon 2 | | Partenaire - Lyon 3 | | Partenaire -ENSSIB | | Partenaire -ENS | | Partenaire - UJM | |
| EA(4147) ELICO | Personnel | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| UMR IAO | Personnel | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| UMR 2 TRIANGLE | Personnel | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois | | Emplois |
| | Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | Réalisé 2023 | Budget initial 2024 | BR 1 2024 | BR 2 2024 | BI 2025 |
|-----------------|---|---------------|---------------------|-----------|-----------|-----------|
| Stocks initiaux | 1 Niveau initial de restes à payer | 3 904 624 | 3 546 649 | 3 890 431 | 3 890 431 | 3 539 015 |
| | 2 Niveau initial du fonds de roulement | 2 715 933 | 2 421 381,0 | 3 401 978 | 3 401 978 | 3 073 480 |
| | 3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement | 1 057 051 | 168 918,0 | -461 519 | -440 519 | -467 481 |
| | 4 Niveau initial de la trésorerie | 1 658 882 | 2 252 463 | 3 863 498 | 3 863 498 | 3 540 961 |
| | 4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée | -2 013 261 | -970 951 | -499 569 | | |
| Flux de l'année | 4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | 3 606 724 | 3 157 995 | 4 297 647 | | |
| | 5 Autorisations d'engagement | 5 631 727 | 6 508 071 | 6 840 355 | 6 332 739 | 6 604 704 |
| | 6 Résultat patrimonial | 517 942 | -353 006 | -415 954 | -114 112 | -325 236 |
| | 7 Capacité d'autofinancement (CAF) | 816 135 | 61 994 | 32 166 | 246 442 | 68 499 |
| | 8 Variation du fonds de roulement | 686 046 | -546 075 | -982 586 | -328 498 | -513 237 |
| | 9 Opérations bilancielle non budgétaires | SENS | 0 | 0 | 0 | |
| | Nouvel emprunt / remboursement de prêt | + / - | 0 | 0 | 0 | |
| | Report à nouveau | + | | | | |
| | Remboursement d'emprunt / prêt accordé | + | 0 | 0 | 0 | |
| | Cautionnements et dépôts | - | 0 | 0 | 0 | |
| | 10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires | SENS | -13 663 | -16 612 | 0 | 0 |
| | Variation des stocks | + / - | 0 | 0 | 0 | |
| | Production immobilisée | + | 0 | 0 | 0 | |
| | Annul. recettes ex. ant / Charges sur créances irrécouvrables | - | -37 572 | -36 812 | | |
| | Produits divers de gestion courante | + | 23 909 | 20 200 | | |
| | 11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires | SENS | -1 201 586 | -162 693 | 0 | 14 492 |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | -1 345 540 | -79 000 | 7 524 | |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - | 108 014 | -100 000 | | |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | -6 474 | 16 307 | 6 968 | |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - | 42 414 | 0 | | |
| | 12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11 | 1 901 295 | -366 770 | -982 586 | -342 990 | -513 237 |
| | 12.a Recettes budgétaires | 7 547 214 | 6 056 659 | 6 164 060 | 6 341 165 | 6 235 875 |
| | 12.b Crédits de paiement ouverts | 5 645 920 | 6 423 430 | 7 146 646 | 6 684 155 | 6 749 112 |
| | 13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers | -458 430 | 0 | 0 | 20 454 | -20 454 |
| | 14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers | 155 109 | 0 | 0 | 0 | |
| | 15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14 | 2 204 616 | -366 770 | -322 536 | -322 536 | -533 691 |
| | 15.a dont variation de la trésorerie fléchée | -1 705 409 | 128 079 | -184 749 | -184 749 | -96 012 |
| | 15.b dont variation de la trésorerie non fléchée | 519 163 | -903 812 | -137 787 | -137 787 | -437 679 |
| | 16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14 | -1 518 570 | -179 305 | -5 962 | 34 946 | 20 454 |
| Stocks finaux | 17 Restes à payer | -14 193 | 84 641 | | -351 416 | -144 408 |
| | 18 Niveau final de restes à payer | 3 890 431,000 | 3 631 290 | | 3 539 015 | 3 394 607 |
| | 19 Niveau final du fonds de roulement | 3 401 978,00 | 1 875 306 | 3 073 480 | 3 073 480 | 2 560 243 |
| | 20 Niveau final du besoin en fonds de roulement | -461 519 | -10 386 | -467 481 | -467 481 | -447 027 |
| | 21 Niveau final de la trésorerie | 3 863 498,000 | 1 885 692 | 3 540 961 | 3 540 961 | 3 007 270 |
| | 21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée | -499 569,000 | -763 868 | | | |
| | 21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée | 4 297 647,000 | 2 584 140 | 4 159 860 | | |

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale



4/ Questions institutionnelles



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 3

Avenant n° 1 à la convention du 16 juillet 2024 de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du réseau ScPo

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment ses articles 20 et 22 ;

Vu la délibération n° 7 du Conseil d'administration du 10 mars 2023 relative aux catégories de contrats, conventions et marchés soumis pour approbation au Conseil d'administration ;

Vu la délibération n° 7 du Conseil d'administration du 27 septembre 2024 relative à la convention de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du réseau ScPo,

Exposé des motifs

Les sept Sciences Po partenaires ont mutualisé une partie de leurs ressources pour recruter un ingénieur en informatique, chargé de développer et maintenir les applications propres au réseau, notamment celle du concours et celle du PEI. En pratique, l'ingénieur est installé dans les locaux de Sciences Po Aix, son employeur.

La convention est modifiée pour ajuster les coûts chargés des mois de novembre et décembre 2023 et de 2024.

Proposition

Il est proposé d'approuver la modification de l'annexe 3 de la convention, selon les éléments en annexe de cette délibération.

Il est aussi proposé d'ajouter en annexe 4 à la convention la note d'organisation de la cellule informatique du réseau, elle-même en annexe de cette délibération.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé la signature de l'avenant n° 1 à la convention du 16 juillet 2024 de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du réseau ScPo.

Résultats des votes : *adopté*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*
Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



Avenant n° 1 à la convention du 16 juillet 2024 de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du réseau ScPo

Liste des annexes :

1°) Avenant signé par la Directrice

2°) Convention

- a. Corps principal
- b. Annexe 1 de la convention : fiche de poste de l'ingénieur en développement du réseau ScPo
- c. Annexe 2 de la convention : engagement de confidentialité
- d. Annexe 3 : tableau des coûts approuvé le 27 septembre 2024 et **corrections soumises à l'approbation du CA le 6 décembre 2024**
- e. Annexe 4 : nouvelle annexe : **note d'organisation de la cellule informatique** du réseau ScPo

AVENANT N°1 A LA CONVENTION

du 16 juillet 2024

de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du réseau ScPo entre les Instituts d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse

Une modification est apportée à l'ANNEXE 3 – Annexe financière de la convention mentionnée. Les montants pour 2024 sont modifiés ainsi :

| RAPPEL DU CADRE | ETAT 2024 | COUTS 2024 + SALAIRE novembre et décembre 2023 |
|---|--|--|
| 1 IGR 40% ETP | Evaluation à 30% du temps passé entre novembre 2023 et août 2024 et 40% à compter de septembre 2024 sur les projets réseau | 34 296,24 € |
| 1 IGE | Poste mutualisé IGE en développement | 64 462,87 € |
| coûts hébergement, maintenance, M&J et divers | Dépenses annexes à l'activité | 11 914,16 € |
| | TOTAL GENERAL 2024 | 110 673,27 € |
| | TOTAL PAR IEP 2024 | 15 810,47 € |
| | Refacturation 1er appel 2024 | 7 760,88 € |
| | Refacturation 2ème appel 2024 | 8 049,59 € |

Le document « Organisation du travail de la cellule numérique dans le cadre du réseau ScPo » joint à cet avenant est intégré à la convention en annexe 4.

Fait en sept exemplaires,

A*Lyon*....., le*21 novembre*.....2024

Hélène SURREL,

Directrice de Sciences Po Lyon

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'H' and 'S', is positioned to the left of a circular blue stamp. The stamp contains the text 'SCIENCES PO LYON' in a sans-serif font, arranged in three lines within the circle.



Convention de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du réseau SCPO

entre les IEP d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse

Unis par une tradition commune de pluridisciplinarité, d'ouverture et d'internationalisation propre aux IEP et soucieux d'un recrutement démocratique, sélectif et de qualité, d'un dispositif pédagogique d'excellence, du partage d'expériences et de bonnes pratiques au profit de la qualité du modèle pédagogique développé par le réseau, de la lisibilité nationale et internationale du réseau, les Instituts d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse, ci-après désignés par les PARTIES, représentés par :

Rostane MEHDI, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence,

Étienne PEYRAT, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille,

Hélène SURREL, Directrice de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon,

Pablo DIAZ, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes,

Céline BRACONNIER, Directrice de l'Institut d'Etudes Politiques de Saint-Germain-en-Laye,

Jean-Philippe HEURTIN, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg,

Éric DARRAS, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1: Objet

La présente convention vise à définir les modalités de prise en charge du poste d'ingénieur en développement du réseau (agent contractuel de catégorie A à temps plein). Les missions de l'agent sont consignées dans la fiche de poste jointe en annexe.

Article 2 : Modalités de recrutement et de gestion de l'agent contractuel par Sciences Po Aix

2.1 Recrutement de l'ingénieur en développement

Le recrutement a été assuré par Sciences Po Aix par voie contractuelle.

A l'issue d'une procédure de recrutement associant certaines des parties à la convention, M. Lucas GOAREGUER a été recruté par un contrat de trois ans, du 6 novembre 2023 au 5 novembre 2026.

Ce recrutement a nécessité l'appui d'un cabinet spécialisé. Le coût de cette prestation d'un montant de 12 K€ TTC, avancé par l'IEP d'Aix, est partagé à égalité entre les sept établissements et intégré au bilan du CC1A 2023.

2.2 Hébergement par l'IEP d'Aix-en-Provence et conditions de travail de l'ingénieur en développement

L'IEP d'Aix assure l'intégration hiérarchique et organisationnelle de l'ingénieur en développement dans ses effectifs. Il assure son hébergement, sa formation, sa gestion en termes de suivi administratif, financier et technique. L'agent est recruté dans les conditions prévues par la politique de ressources humaines de l'IEP d'Aix (temps de travail, congés, action sociale, évaluation...).

Sciences Po Aix prend en charge la couverture de l'ingénieur en développement du réseau conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent. Toute décision d'octroi d'une autorisation de cumul d'activité de l'agent sera portée à la connaissance de l'ensemble des directeurs et directrices.

Un rapport d'activité est établi à la fin de chaque année avant la fin du mois juillet et transmis à la présidence du réseau.

2.3 Présence de l'ingénieur en développement au sein du réseau

La présence de l'ingénieur en développement du réseau dans les locaux d'une autre PARTIE, pour les besoins d'exécution de sa mission, obéira aux conditions suivantes :

- sa présence devra faire l'objet d'un accord préalable écrit de la PARTIE accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront partagés par les 7 IEP du réseau ;

- l'ingénieur en développement devra respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le lieu d'accueil qui lui seront communiquées par la PARTIE accueillante.

En tout état de cause, l'ingénieur en développement demeurera sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de son employeur, Sciences Po Aix, qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

L'ensemble des PARTIES s'engage à assurer des conditions de travail optimales entre leurs équipes respectives et l'ingénieur en développement, au bénéfice de l'ensemble du réseau.

2.4 Confidentialité des informations du réseau

Sciences Po Aix s'engage à faire signer à l'ingénieur en développement du réseau un engagement de confidentialité (annexé à la présente convention) pour toutes les informations liées à l'organisation du concours commun. Cet engagement sera établi pour la durée du contrat, pour une durée de 5 ans à l'issue du contrat et de manière illimitée concernant les données personnelles.

Article 3 : Modalités de financement du poste

Le coût chargé du traitement de l'agent recruté est estimé (base 2024) en année pleine, à 45 K€ bruts chargés. Il est précisé que les dispositifs de lutte contre l'inflation déployés nationalement depuis plusieurs mois tendent à augmenter régulièrement les rémunérations des agents publics pour faire face à une forte inflation (prime inflation, revalorisations du SMIC, des grilles indiciaires...).

Un premier versement semestriel, effectué au plus tard le 30 juin de l'année N et correspondant à la moitié du septième de cette somme sera versé par chacune des autres PARTIES, à l'IEP d'Aix.

Un deuxième appel de fonds interviendra au plus tard fin novembre. Sciences Po Aix produira, annuellement, un décompte du coût environné du poste (voir annexe n° 3), comprenant la charge supportée par l'établissement au titre de la rémunération de l'agent et des conditions d'exercice du poste : frais de mission, de formation, de déplacement, coûts d'hébergement du poste (encadrement, moyens matériels...), indemnités diverses liées au contrat de travail... Sur la base de ce décompte, validé chaque année avant la fin du mois d'octobre en réunion des directeurs et directrices, Sciences Po Aix procèdera à l'émission de titres de recettes correspondant au coût complet du poste, déduction faite du versement susvisé.

Article 4 : dispositions d'ordre comptable

L'agent comptable de chaque partie est affectataire des mouvements financiers afférents à la présente convention, et qui seront émis aux coordonnées comptables de l'IEP, précisées ci-dessous :

Adresse :

Agence comptable de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix

25 rue Gaston de Saporta

13625 AIX EN PROVENCE CEDEX 1

RIB :

Domiciliation : TPMARSEILLE

Code banque : 10071 Code guichet : 13000 N° de compte : 00001006100 Clé : 77

IBAN : FR76 1007 1130 0000 0010 0610 077

BIC : TRPUFRP1

Article 5 : durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 6 novembre 2023, date de renouvellement du contrat de l'ingénieur en développement.

Sauf accord commun des 7 IEP du réseau ScPo, quel qu'en soit le motif, ou rupture du contrat par l'intéressé, elle ne pourra être résiliée qu'à la date d'échéance du contrat de l'agent recruté. Les parties s'engagent, en cas de désaccord, à rechercher ensemble les solutions amiables permettant de garantir au mieux les intérêts conjoints du réseau. L'exécution de la présente convention se réalisera sous le contrôle du juge compétent.

Fait en 7 exemplaires,

A Aix-en-Provence, le 3 juillet 2024

Rostane MEHDI,

Directeur de Sciences Po Aix-en-Provence

The block contains a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'R. Mehdi'. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp has a blue border with the text 'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES' at the top and 'AIX-EN-PROVENCE' at the bottom. In the center of the stamp is a shield containing a crown and a large letter 'P'. A blue ink line is drawn across the stamp and extends downwards and to the right.

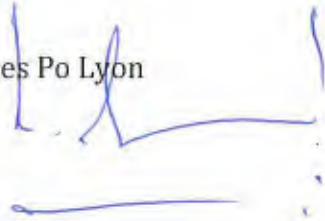
A*Reims*....., le*4 juillet*.....2024

Étienne PEYRAT,
Directeur de Sciences Po Lille

A, le2024

Hélène SURREL,

Directrice de Sciences Po Lyon



ARennes....., le4 juillet..... 2024

Pablo DIAZ,

Directeur de Sciences Po Rennes

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Pablo Diaz', written over a faint dotted line.

A St Germain en Laye, le 16 juillet 2024

The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Céline', followed by an official circular stamp. The stamp contains the text 'Sciences Po', 'La Directrice', 'Céline Braconnier', and 'Saint-Germain-en-Laye'.

Céline BRACONNIER,

Directrice de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye

A Rennes, le 04 / 07 / 2024

Jean-Philippe HEURTIN,

Directeur de Sciences Po Strasbourg



AParis....., le17.....2024

Éric DARRAS,

Directeur de Sciences Po Toulouse



Annexe 1 : fiche de poste de l'ingénieur en développement du réseau ScPo

Annexe 2 : engagement de confidentialité signé

Annexe 3 : annexe financière

Chaque année, les directeurs et les directrices du réseau valident les grands projets, les axes de travail et les coûts prévisionnels de la cellule

De manière générale, les coûts engagés par Sciences Po Aix pour l'accueil de l'ingénieur en développement, et à refacturer dans le cadre de la présente convention comprennent :

La rémunération de l'agent recruté, une partie de la rémunération des missions découlant de son activité (conduite de projets, administration des systèmes...), les frais découlant de son activité (médecine professionnelle, déplacements...) et de sa formation, coûts ponctuels (achats spécifiques, frais divers).



Les 7 Sciences Po du réseau

Contrat à temps plein
de 3 ans renouvelable,
rémunération attractive,
catégorie A,
poste basé à Aix-en-Provence,
avantages divers liés au statut
de l'établissement

Fiche de poste développeur du réseau ScPo

Intitulé du poste : Ingénieur études et développement

Description du poste :

La personne recrutée rejoindra le réseau des Sciences Po, composé des 7 instituts d'études politiques en région (Aix en Provence, Lille, Lyon, Saint Germain en Laye, Rennes, Strasbourg et Toulouse), porteurs d'un concours commun d'accès en 1^{ère} année.

Le réseau s'organise autour du comité de direction (composé des directeurs de chacun des Sciences Po) et de deux comités de pilotage (COPIL) principaux : COPIL concours / COPIL communication. Une coordonnatrice anime les différents aspects du travail en réseau.

Le fonctionnement, l'organisation du concours, les moyens, procédures et outils de travail sont mutualisés entre les 7 établissements.

Des outils numériques propres au réseau (site internet, application du concours commun, plateforme PEI, campus virtuel...) ont été développés depuis une quinzaine d'années.

L'intégration en 2020 au système national Parcoursup' a conduit à une évolution des procédures, calendriers et de certains outils.

Ceux-ci sont actuellement gérés de manière hétérogène : sous-traitance complète (site PEI), développement propre puis recours à un prestataire (application concours commun)...

Le recrutement s'inscrit dans une logique de (ré)-internalisation des outils mutualisés du réseau, d'amélioration et de (re)développement de ceux qui arrivent en fin de vie.

Le poste, **ingénieur d'études et développement web (niveau catégorie A)**, est fonctionnellement rattaché à la Direction du Système d'Information et de la Stratégie Numérique (DSISN) de Sciences Po Aix.

La personne recrutée sera responsable du développement et de la maintenance des applications web du réseau des Sciences Po.

Elle participera à l'ensemble des phases du cycle de vie des applications et de leur maintien en condition opérationnelle : analyse, développement, qualification, intégration, déploiement dans le respect du cahier des charges, des normes et des règles de sécurité.

Missions/Responsabilités :

- Modéliser, concevoir et/ou paramétrer les applications ;
- Développer et tester les objets et composants ;
- Assurer la maintenance évolutive et curative des développements réalisés ;
- Élaborer la stratégie de test, concevoir, spécifier et exécuter des tests fonctionnels et/ou techniques ;
- Intégrer les développements dans les environnements d'exécution du réseau ;
- Créer et tester les paquetages applicatifs et les scripts de déploiement sur les environnements de tests jusqu'à la production ;
- Réceptionner, installer, documenter, mettre à disposition les livrables en assurant le suivi des versions ;
- Assurer une assistance fonctionnelle et technique aux utilisateurs.

Profil recherché :*Connaissances/compétences*

- Expérience approfondie des méthodes d'analyse et de modélisation et des principes de la programmation procédurale et objet ;
- Très bonne expérience professionnelle du langage de programmation **Python** et plus particulièrement du **Framework Django** ;
- Mise en œuvre du référentiel des bonnes pratiques : assurer une programmation de qualité, tant procédurale qu'orientée objet. Utiliser les bonnes pratiques de développement et d'analyse pour concevoir des applications web efficaces et sécurisées ;
- Expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de plan de tests ;
- Bonne connaissance des méthodes de mise en production
- Maîtrise de la méthodologie de travail en mode projets et culture de la transversalité ;
- Capacité à s'organiser et à rendre compte ;
- Autonomie et réactivité.

Savoir-être

- Aisance relationnelle, sens du service ;
- Disponibilité, écoute, analyse et réactivité ;
- Rigueur et sens de l'organisation avec un goût développé pour le travail en équipe ;
- Capacité à gérer des situations d'urgence et à rendre compte ;
- Excellent esprit d'analyse et capacité à résoudre des problèmes ;
- Capacités d'adaptation.

Connaissances (d'un ou plusieurs des domaines suivants serait un plus) :

- Connaissances d'autres langages de programmation, notamment en **PHP** ;
- Expérience de travail dans un cadre de développement de projets en **Agile/Scrum** ;
- Développement avec des outils comme **Symfony, Gitlab et PHPStorm** ;
- Exploitation d'outils de publication en ligne comme **Wordpress** et/ou **Moodle** ;
- Exploitation d'environnements **GNU/Linux**.

Date de prise de poste souhaitée : au 1^{er} septembre 2023

Poste basé à Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta, 13 100 Aix-en-Provence

Candidature (CV + lettre de motivation) à envoyer à Mme Charlotte RESTIF (charlotte.restif@sciencespo-rennes.fr) avant le 16 juillet

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je soussigné, Lucas GOAREGUER, né le 20/09/1996 à Compiègne (60)

Demeurant 412 bd National, bâtiment J1 appartement 2121 13003 MARSEILLE

Recruté en qualité d'ingénieur en charge des outils numérique du réseau afin notamment d'internaliser leur gestion, mise(s) à jour, développement(s), maintenance(s) et hébergement(s) et agissant pour le compte des 7 IEP du Réseau ScPo,

M'engage à :

- Ne divulguer aucune information liée aux outils numériques communs au réseau ScPo et notamment à l'organisation du concours commun,
- A respecter le caractère confidentiel de toutes les informations auxquelles j'aurai accès dans l'exercice de mes fonctions dont à celles contenues dans les documents qui seront remis ultérieurement,
- D'une manière générale, à respecter le devoir de réserve et l'obligation de discrétion professionnelle s'imposant à tout agent public,

Si j'ai connaissance de données personnelles dans le cadre de mes activités ou que je suis amené à traiter certaines de ces données, je m'engage également à :

- Ne pas utiliser les données auxquelles je peux accéder à des fins autres que celles prévues par mes attributions,
- Ne divulguer ces données personnelles qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication
- Ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution de mes fonctions,
- Prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art pour préserver la sécurité de ces données,
- M'assurer, dans la limite de mes attributions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données,
- Restituer intégralement les données, fichiers informatiques et tout support d'information relatif à ces données,

Cet engagement de confidentialité vaut pour toute la durée de mes fonctions. Il demeurera effectif dans les 5 ans suivant ma cessation de fonction et sans limitation de durée pour ce qui concerne l'utilisation et la communication de données à caractère personnel.

J'ai été informé que toute violation de présent engagement m'expose à des sanctions disciplinaires et pénales notamment au regard des articles 226-16 à 226-14 du code pénal.

A Aix-en-Pce, le 12/10/2023

, en 2 exemplaires originaux.



Lucas GOAREGUER
Ingénieur en développement du réseau ScPo

La finalité des données collectées et traitées dans le présent formulaire est de recueillir votre engagement de confidentialité dans le cadre de votre contrat en tant qu'ingénieur en charge des outils numériques du réseau ScPo. La base légale de traitement est l'exécution du contrat. Ces données personnelles ne sont transmises qu'aux seules personnes en charge du traitement de la présente autorisation au sein des services concernés des 7 IEP du réseau ScPo. Leur durée de conservation est celle de la durée de l'emploi et au-delà, dans la limite des délais de prescriptions applicables. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables que vous pouvez exercer par écrit au DPO de Sciences Po Aix à l'adresse électronique suivante : Delegue.protection-donnees@sciencesp-aix.fr. Vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle si vous estimez que, malgré la saisine du DPO de Sciences Po Aix, mes droits ne sont toujours pas respectés. Le droit d'opposition dans le cas présent n'est pas permis.

| | | | |
|----------------------------|--|--|----------|
| Reprise en main appli CC1A | Projet déc 2023 > 2024 (gestion pour les années suivantes) | PREPARATION / REPRISE EFFECTIVE A COMPTER DE L'ÉTÉ 2024 | |
| Refonte plate forme PEI | Projet nov 2023 > juillet 2024 (gestion pour les années suivantes) | PLATEFORME D'INSCRIPTION EN PRODUCTION PLATEFORME D'E-LEARNING EN DEVELOPPEMENT | |
| GESTION DE PROJET | en interne facturation au réseau 1 IGR 40% ETP | Evaluation à 30% du temps passé entre novembre 2023 et 2024 sur les projets réseau | 24 919 € |
| DEVELOPPEMENT | recrutement 1 IGE + sous traitance ponctuelle si nécessaire | Poste mutualisé IGE en développement ** | 48 436 € |
| ADM SYSTÈME ET AUTRES | coûts hébergement, maintenance, MàJ et divers | Evaluation des dépenses annexes à l'activité* | 10 000 € |
| TOTAL GENERAL | | | 83 355 € |
| TOTAL PAR IEP 2024 | | | 11 908 € |

*Dépenses annexes prévues ou réalisées au 1/06 :

- **Formation de Lucas au Framework de développement Django** utilisé pour l’application du CC1A et la nouvelle plateforme PEI du 27/11/2023 au 01/12/2023
- **Achat d'un ordinateur portable pour Lucas**
- **Prestation d'accompagnement de mise en conformité de la plateforme PEI au RGPD :**
Relecture des spécifications fonctionnelles avec rédaction d'un plan d'actions, rédaction des contenus RGPD attendus dans la plateforme : CGU, consentements, notes d’informations à intégrer dans les formulaires, les procédures d’exercice des droits d’accès, la charte de protection des données personnelles, la politique de durées de conservation. Formation des Responsables PEI au respect du RGPD donnée par une prestataire spécialiste du RGPD.
- **Prestation d'accompagnement au développement de la plateforme d'e-learning PEI ciblée**
"fonctionnalités e-learning WordPress" du 07/06/24 au 19/07/2024
Objectifs : tenir les délais de mise en ligne, limiter les coûts en prenant une partie des développements à notre charge et être accompagné sur le développement des fonctionnalités d'e-learning dans WordPress (et ainsi s'appropriier les compétences nécessaires pour la suite et être autonome sur le maintien en condition opérationnelle de la plateforme)
Ce que nous prenons en charge : mise en place du socle technique : hébergement, installation et paramétrage du WordPress, prise en charge la partie graphique (réalisation des maquettes) et intégration

| | | | | | |
|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| **COUT REMUNERATION 2023 2024 | 29/01/2024 | 27/02/2024 | 27/03/2024 | 26/04/2024 | 29/05/2024 |
| GOAREGUER,LUCAS | 3 327,94 € | 3 387,44 € | 3 336,44 € | 3 336,44 € | 3 285,44 € |
| PREVISION COUT | 28/11/2023 | 20/12/2023 | | | |
| 48 436,03 € | 3 822,92 € | 4 584,33 € | | | |

Annexe 3 à la convention du 16 juillet 2024 : comparatif avant / après

Les montants pour 2024 sont modifiés ainsi :

| RAPPEL DU CADRE | ÉTAT 2024 | COÛTS 2024 + SALAIRE novembre et décembre 2023 |
|---|--|--|
| 1 IGR 40% ETP | Évaluation à 30% du temps passé entre novembre 2023 et août 2024 et 40% à compter de septembre 2024 sur les projets réseau | 24 919 € 34 296,24 € |
| 1 IGE | Poste mutualisé IGE en développement | 48 436 € 64 462,87 € |
| coûts hébergement, maintenance, MàJ et divers | Dépenses annexes à l'activité | 10 000 € 11 914,16 € |
| | TOTAL GÉNÉRAL 2024 | 83 355 € 110 673,27 € |
| | TOTAL PAR IEP 2024 | 11 908 € 15 810,47 € |
| | Refacturation 1er appel 2024 | 7 760,88 € |
| | Refacturation 2ème appel 2024 | 8 049,59 € |

Document suivant : nouvelle annexe 4 à la convention de mutualisation du poste d'ingénieur en développement du réseau ScPo

ANNEXE 4 : ORGANISATION DU TRAVAIL DE LA CELLULE NUMERIQUE DANS LE CADRE DU RESEAU SCPO

OBJET DU DOCUMENT

Proposition d'évolution des missions du service de la DSISN de Sciences Po Aix et de l'organisation du travail de la Cellule du Numérique du réseau ScPo

CONTEXTE DE LA PROPOSITION

Le réseau ScPo des 7 IEP dispose actuellement de plusieurs plateformes numériques / sites et d'une application pour le concours commun.

Cet écosystème numérique qui s'est construit au fil de l'eau est aujourd'hui hétérogène tant sur le plan des technologies utilisées que sur le plan de leur gestion (hébergement, gestion des droits d'accès et utilisateurs, gestion des contenus...).

Pour certaines d'entre elles, des marchés publics arrivent à leur terme, constituant ainsi une opportunité pour repartir sur un socle technique homogène et développer des fonctionnalités adaptées aux besoins métiers du réseau.

Enfin, de nouveaux besoins en outils numériques partagés ont également été exprimés pour soutenir l'action commune des 7 IEP et faciliter leurs échanges.

PROPOSITION DE REPRISE PAR SCIENCES PO AIX DE TOUT OU PARTIE DES PROJETS/OUTILS NUMÉRIQUES DU RÉSEAU

Une Cellule regroupant la gestion de tout ou partie des projets/outils numériques du réseau sera constituée, avec comme pilote, la DSISN de Sciences Po Aix, et les moyens nécessaires.

MISSIONS

Les missions de la Cellule s'articuleront autour des deux axes principaux suivants :

1. La conduite des projets numériques portés par la Cellule : assistance à maîtrise d'ouvrage, développement, qualification, recette, mise en production ; études et conseil sur le choix d'outils et logiciel et déploiement.

2. Le Maintien en Condition Opérationnelle des plateformes/application/outils portés par la Cellule : hébergement, maintenance évolutive et corrective, administration et exploitation, assistance et support.

LES PROJETS IDENTIFIÉS

APPLICATION CC1A



PLATEFORME PEI



OUTILS NUMERIQUES (INTRANET)



E-PARAPHEUR

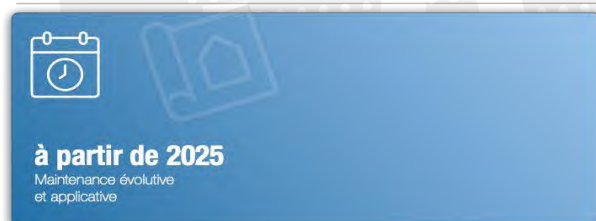


CAMPUS VIRTUEL

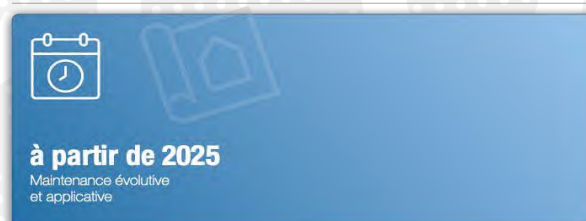


LE MAINTIEN EN CONDITION OPÉRATIONNELLE

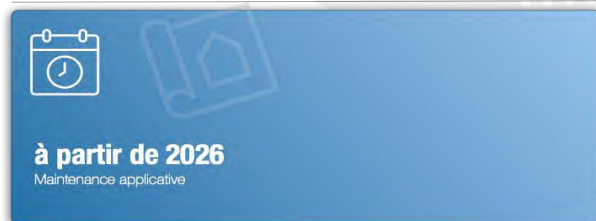
APPLICATION CC1A



PLATEFORME PEI



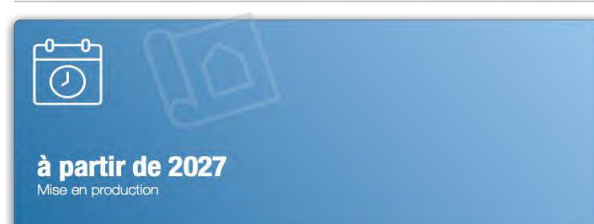
OUTILS NUMERIQUES (INTRANET)



E-PARAPHEUR



CAMPUS VIRTUEL



PROCÉDURE DE TRAVAIL

Matérialisation des échanges, process de prise des décisions et comitologie.

1. Sur les projets de la Cellule

- Pour chacun des projets un pilote de projet côté métier devra être désigné ainsi qu'un chef de projet métier. Ils seront chargés de co-écrire et de valider le cahier des spécifications fonctionnelles du projet (évolutions et/ou corrections) et le calendrier d'exécution du projet. Le pilote de projet côté métier sera représentée par la coordinatrice du réseau.
- L'équipe technique de la cellule réalise les développements, tests unitaires et démonstrations conformément au cahier des spécifications.
- La validation des développements en qualification par la pilote de projet et chef de projet métier passera par un PV de recette.
- Instances de gestion de projet : comité de pilotage (suivi de l'avancement et arbitrage), comité opérationnel (suivi de l'avancement du développement).

2. Sur le Maintien en Condition Opérationnelle des plateformes/application/outils de la cellule

Les demandes d'évolution devront être arbitrées et priorisées pour tenir compte du plan de charge de la cellule. Le président du réseau, ou la présidente le cas échéant, réalisera cet arbitrage et priorisation en concertation avec la coordinatrice du réseau.

La maintenance corrective sera traitée via des demandes faites par les référents métiers des plateformes/application/outils sur l'outil de ticketing de la cellule.

OUTILS ET ACCÈS À L'INFORMATION

Outils de suivi de l'activité et des projets consultables par la coordonnatrice et la Cellule permettant d'obtenir de l'information rapidement :

- [Un calendrier réseau ScPo partagé](#) : réunions, événements, formations, dates clés, congés, etc. sont recensés dans cet agenda permettant de suivre l'activité de la cellule avec des marqueurs par projet.
- [Un outil de suivi de projet et de ticketing Redmine](#) permettant d'accéder aux documents structurants des projets (ensemble des livrables) et de gérer les demandes évolutives et correctives.
- [Une plateforme de gestion du code source GitLab](#) pour le dépôt et le suivi des évolutions du code source des projets.

FOCUS SUR L'ACTIVITÉ DE LA CELLULE DE NOVEMBRE À JUILLET 2024

Sur les deux projets d'envergure CC1A et PEI, nous avons identifié trois domaines nécessitant une montée en compétences de Lucas et une forte implication de la Cellule (responsable et responsable adjoint) :

- sur les méthodes de gestion de projet et les outils de la DSISN de Sciences Po Aix ;
- sur les technologies/langages à maîtriser reposant sur deux socles différents : Django et WordPress ;
- sur le fonctionnement et les acteurs du réseau.

1. CC1A : Projet de reprise de l'application du CC1A

Le calendrier de travail de ce projet est principalement calqué sur le calendrier de développement Agile défini par ATOS et le réseau mais implique également la mise en place de l'environnement de travail de Lucas.

Semaines 45, 46, 47, 48 et 49 : SPRINT 1 – Démarrage du projet – Prise de connaissance des parties prenantes et des environnements techniques – Participation aux réunions de travail avec ATOS

- Réunion de lancement (kick-off) avec ATOS (le 06/11/2023) ;
- Récupération des accès et création des comptes du Gitlab de Sciences Po Lille ;
- Création et installation des environnements d'exécution développeur ;
- Récupération et étude du code source, démarrage de l'application ;
- Récupération et étude des documentations d'exploitation et technique ;
- Participation aux différentes cérémonies Agiles et aux instances de gouvernance du projet (hebdomadaire et COPIL du concours commun) ;
- Participation à la recette de fin de sprint ;
- Formation de Lucas à Django (Initiation + Approfondissement), semaine 48.

Semaines 50, 51, 52 et 1 : SPRINT 2 – Appropriation et montée en compétences – Travail collaboratif avec Marion

- Participation aux différentes cérémonies Agiles et aux instances de gouvernance du projet (hebdomadaire et COPIL du concours commun) ;
- Participation à la recette de fin de sprint.

Semaines 2, 3, 4, 5 et 6 : SPRINT 3 – Montée en compétences – Travail collaboratif avec Marion

- Participation aux différentes cérémonies Agiles et aux instances de gouvernance du projet (hebdomadaire et COPIL du concours commun) ;
- Participation à la recette de fin de sprint.

Semaines 7, 8, 9, 10 et 11 : SPRINT 4 – Bonne connaissance voire maîtrise des aspects techniques du projet et de l'application – Travail collaboratif avec Marion

- Participation aux différentes cérémonies Agiles et aux instances de gouvernance du projet (hebdomadaire et COPIL du concours commun) ;
- Participation à la recette de fin de sprint ;
- Exécution de l'application sur l'environnement local à Aix.

De mars à juin : appropriation et participation aux autres phases du projets d'assistance et support aux métiers.

2. PEI : Projet de refonte de la plateforme PEI

Le calendrier de travail de ce projet est organisé en trois phases : une première phase correspondant au recueil du besoin, à l'étude et la faisabilité du projet ; une seconde phase correspondant au développement de la plateforme et enfin une troisième phase de mise en production de la plateforme, de support et d'assistance.

1^{ère} phase (de novembre à décembre 2023)

- Réunion de présentation du programme PEI (15/11/2023) ;
- Prise de connaissance de la plateforme existante, du contexte et des acteurs du projets ;
- Organisation des réunions de travail avec les acteurs clés du projet pour la collecte des besoins métiers ;
- Mise en place des instances de pilotage du projet ;
- Élaboration du cahier des spécifications fonctionnelles et du dossier de conception ;
- Définition du calendrier d'exécution du projet, des choix techniques et du périmètre fonctionnel.

2^{nde} phase (de janvier à mai 2024)

- Installation du socle technique : création des environnements d'hébergement et d'exécution (qualification et production) ;
- Développement (interne et/ou prestations) ;
- Rédaction des documentations technique et d'exploitation ;
- Recette.

3^{ème} phase (de juin à juillet 2024)

- Bascule et mise en production ;
- Support et assistance.



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 4

Avenant n° 1 à la convention du 16 juillet 2024 de mutualisation du poste de coordinatrice du réseau ScPo

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment ses articles 20 et 22 ;

Vu la délibération n° 7 du Conseil d'administration du 10 mars 2023 relative aux catégories de contrats, conventions et marchés soumis pour approbation au Conseil d'administration,

Exposé des motifs

Les sept Sciences Po partenaires ont mutualisé une partie de leurs ressources pour recruter une coordinatrice du réseau, par un contrat allant du 21 novembre 2022 au 20 novembre 2025.

La convention est modifiée pour intégrer le traitement de la coordinatrice sur l'exercice 2024 ainsi qu'une estimation pour l'exercice 2025.

Proposition

Il est proposé d'approuver la modification de l'annexe 3 de la convention, selon les éléments en annexe de cette délibération.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,
Après avoir délibéré, a approuvé la signature de l'avenant n° 1 à la convention du 12 juillet 2023 de mutualisation du poste de coordinatrice du réseau ScPo.

Résultats des votes : *adopté*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*
Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



Convention de mutualisation du poste de coordinatrice du réseau SCPO entre les IEP d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse

Unis par une tradition commune de pluridisciplinarité, d'ouverture et d'internationalisation propre aux IEP et soucieux d'un recrutement démocratique, sélectif et de qualité, d'un dispositif pédagogique d'excellence, du partage d'expériences et de bonnes pratiques au profit de la qualité du modèle pédagogique développé par le réseau, de la lisibilité nationale et internationale du réseau, les Instituts d'Etudes Politiques d'Aix en Provence, Lille, Lyon, Rennes, de Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse, ci-après désignés par les PARTIES, représentés par :

Rostane MEHDI, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence,

Pierre MATHIOT, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille,

Hélène SURREL, Directrice de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon,

Pablo DIAZ, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes,

Céline BRACONNIER, Directrice de l'Institut d'Etudes Politiques de Saint-Germain-en-Laye,

Jean-Philippe HEURTIN, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg,

Eric DARRAS, Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1: Objet

La présente convention vise à définir les modalités de prise en charge du poste de coordination du réseau (agent contractuel de catégorie A à temps plein). Les missions de l'agent sont définies dans la lettre de mission jointe en annexe n° 1 à la présente convention dont elle fait partie intégrante.

Article 2 : Modalités de recrutement et de gestion de l'agent contractuel par Sciences Po Rennes

2.1 Recrutement de la coordinatrice

Le recrutement a été assuré par Sciences Po Rennes par voie contractuelle.

A l'issue d'une procédure de recrutement associant chacune des parties à la convention, Madame Charlotte Restif a été recrutée par un contrat de trois ans, du 21 novembre 2022 au 20 novembre 2025.

Ce recrutement a nécessité l'appui d'un cabinet spécialisé. Le coût de cette prestation d'un montant de 15.000€ TTC, avancé par l'IEP de Lyon, est partagé à égalité entre les sept établissements.

2.2 Hébergement par l'IEP de Rennes et conditions de travail de la coordinatrice

L'IEP de Rennes assure l'intégration hiérarchique et organisationnelle de la coordinatrice dans ses effectifs. Il assure son hébergement, sa formation, sa gestion en termes de suivi administratif, financier et technique. L'agent est recruté, dans les conditions prévues par la politique de ressources humaines de l'IEP de Rennes (temps de travail, congés, action sociale, évaluation...).

Sciences Po Rennes prend en charge la couverture de la coordinatrice du réseau conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Toute décision d'octroi d'une autorisation de cumul d'activité du coordinateur du réseau sera portée à la connaissance de l'ensemble des directeurs et directrices par le Directeur de Sciences Po Rennes.

Un rapport d'activité du réseau est établi par la coordinatrice à la fin de chaque année avant la fin du mois d'août et transmis à la présidence du réseau. Le rapport annuel est ensuite présenté en comité de direction à tous les directeurs et directrices du réseau.

2.3 Présence de la coordinatrice au sein du réseau

La présence de la coordinatrice du réseau dans les locaux d'une autre PARTIE, pour les besoins d'exécution de sa mission, obéira aux conditions suivantes :

- la présence de la coordinatrice du réseau devra faire l'objet d'un accord préalable écrit de la PARTIE accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront partagés par les 7 IEP du réseau ;

- la coordinatrice du réseau devra respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le lieu d'accueil qui lui seront communiquées par la PARTIE accueillante.

En tout état de cause, la coordinatrice du réseau demeurera sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de son employeur, Sciences Po Rennes, qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

La coordinatrice du réseau n'exerce aucune responsabilité hiérarchique à l'égard des personnels des PARTIES. Les PARTIES s'engagent néanmoins à faciliter le travail de leurs équipes respectives avec la coordinatrice, au bénéfice de l'ensemble du réseau.

2.4 Confidentialité des informations du réseau

Sciences Po Rennes s'engage à faire signer à la coordinatrice du réseau un engagement de confidentialité (annexe n° 2) pour toutes les informations liées à l'organisation du concours commun

Cet engagement sera établi pour la durée du contrat et pour une durée de 12 mois après la fin de son contrat.

Article 3 : Modalités de financement du poste

Le coût chargé du traitement de l'agent recruté est estimé en année pleine, au titre de l'exercice 2022-2023, à 56 020 € TTC. Un versement semestriel, effectué au plus tard le 30 juin de l'année N et correspondant à la moitié du septième de cette somme sera versé par chacune des autres parties, à l'IEP de Rennes.

Sciences Po Rennes produira, annuellement, un décompte du coût environné du poste (voir annexe n° 3), comprenant la charge supportée par l'établissement au titre de la rémunération de l'agent et des conditions d'exercice du poste – frais de mission et de déplacement, coûts d'hébergement du poste, indemnités éventuelles de fin de contrat, notamment.

Sur la base de ce décompte, validé en réunion des directeurs et directrices, Sciences Po Rennes procédera à l'émission de titres de recettes correspondant au coût complet du poste, déduction faite du versement susvisé. Le deuxième appel de fonds interviendra début décembre.

Article 4 : dispositions d'ordre comptable

L'agent comptable de chaque partie est affectataire des mouvements financiers afférents à la présente convention, et qui seront émis aux coordonnées comptables de l'IEP, précisées ci-dessous :

Adresse :

IEP de Rennes
Agence comptable
Service facturier
Campus de Beaulieu – Bât. 24
TSA 54266
35042 RENNES Cedex

RIB :

Trésor Public Rennes
Code banque : 10071 Code guichet : 35000 N° de compte : 00001005029 Clé : 83
IBAN : FR76 1007 1350 0000 0110 05 01 722
BIC : TRPUFRP1

Article 5 : durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 21 novembre 2022, date de renouvellement du contrat de la coordinatrice.

Sauf accord des parties et sauf rupture du contrat liant l'agent à l'IEP de Rennes, elle ne pourra être résiliée qu'à la date d'échéance du contrat de l'agent recruté. Les parties s'engagent, en cas de désaccord, à rechercher ensemble les solutions amiables permettant de garantir au mieux les intérêts conjoints du réseau. L'exécution de la présente convention se réalisera sous le contrôle du juge compétent.



A Lyon, le 12 juillet 2023

| | |
|--|---|
| Rostane MEHDI, Directeur de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence |  |
| Pierre MATHIOT, Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Lille |  |
| Hélène SURREL, Directrice de l'Institut d'Études Politiques de Lyon |  |
| Pablo DIAZ, Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Rennes |  |
| Céline BRACONNIER, Directrice de l'Institut d'Études Politiques de Saint-Germain-en-Laye |  |
| Jean-Philippe HEURTIN, Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg |  |
| Éric DARRAS, Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse |  |

Annexe 1 : Lettre de mission de la coordinatrice du réseau des IEP

Annexe 2 : Engagement de confidentialité

Annexe 3 : Annexe financière

Rennes, le 24 février 2023

Lettre de mission de Madame Charlotte Restif

Coordinatrice du réseau ScPo

Le contexte de votre mission

Créé en 2008, le Réseau ScPo rassemble aujourd'hui 7 Sciences Po de Région : Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

Ce réseau permet d'offrir une meilleure lisibilité nationale et internationale de nos formations et de favoriser une plus grande démocratisation de l'accès au concours commun, notamment par la réduction des coûts et le déploiement du dispositif de démocratisation, le programme d'Etudes Intégrées (PEI).

Il permet de mener des politiques communes :

- Organisation du concours commun d'entrée en 1^{re} année
- Développement de politiques communes d'égalité des chances (PEI)
- Labellisation d'une préparation en ligne : Tremplin Sciences Po
- Mutualisation de nos offres des parcours de 5^{ème} année (Masters et grades masters)
- Déploiement d'un campus virtuel
- JPO commune en ligne
- Mise en cohérence des manifestations étudiantes Inter-Sciences Po

L'activité du Réseau ScPo s'organise autour d'un comité réunissant les sept directeurs des établissements membres. Des réunions fédèrent également les directions des études autour de thématiques spécifiques au concours ou au cursus Sciences Po. Des groupes de travail thématiques réunissent enfin les agents administratifs : communication, vie étudiante, DSI, etc. Une école d'été rassemble les équipes tous les deux ans afin d'approfondir les réflexions communes et partager les bonnes pratiques.

Dans le cadre de vos missions de coordinatrice, vous serez amenée à organiser cette réflexion collective et à poursuivre la structuration du réseau.

Les priorités de votre mission

Votre action devra répondre aux priorités suivantes :



Les 7 Sciences Po du réseau

1. Assurer le succès de l'organisation du concours commun en 2023

Avec près de 10 000 candidats, le concours commun représente le rendez-vous central de l'année du Réseau ScPo. Ce processus représente une organisation très importante sur le plan logistique qui doit être sécurisée.

2. Poursuivre l'affirmation et la valorisation du Réseau ScPo

Le Réseau ScPo évolue dans un contexte institutionnel marqué par le développement et la diversification du modèle de formation autour des sciences humaines et sociales : Sciences Po Paris, les 9 Sciences Po de Région, les campus délocalisés, la création de l'IEP de Fontainebleau, l'offre universitaire publique et privée concurrente. Dans ce contexte, les établissements du réseau ScPo se veulent les garants d'un modèle spécifique : une formation Sciences Po pluridisciplinaire à forte dimension internationale délivrée par des Grandes écoles publiques, ainsi qu'une sélection fondée sur concours anonyme. Ce modèle singulier mérite d'être identifié et valorisé auprès de la population. L'objectif est d'augmenter la visibilité du Réseau auprès des lycéens en France et à l'international. Cette action se fera en partie en coordination avec les Sciences Po de Paris, Bordeaux et Grenoble.

3. Poursuivre le développement de la politique d'égalité des chances

Avec un taux moyen de plus de 28 % de boursiers, les 7 Sciences Po du réseau mènent une politique ambitieuse en faveur de l'égalité des chances. Il faudra poursuivre cette dynamique pour permettre à plus de boursiers du secondaire d'accéder aux formations Sciences Po. Il conviendra également de valoriser cette politique unique en France. Une réflexion pourra être menée sur l'impact de la suppression des droits d'inscription aux concours d'entrée pour les lycéens boursiers dans certains Sciences Po.

4. Structurer une politique commune en matière de vie étudiante

La réalisation d'un *vademecum* permettant de partager les bonnes pratiques entre les établissements constituera une première étape à cette structuration. La mise en œuvre d'un calendrier pluriannuel des événements inter-Sciences Po et sa mise en cohérence avec les calendriers pédagogiques de l'ensemble des établissements.

5. Réfléchir à l'avenir du Campus virtuel et à l'échange de professeurs invités

Créé durant la crise sanitaire, le Campus virtuel a permis de mutualiser des enseignements en anglais à l'échelle des sept établissements (bientôt huit). Relancé à l'issue de la crise, il constitue une bonne base de départ pour poursuivre les coopérations relatives au renforcement du programme de cours en langues à destination des étudiants.

6. Réfléchir au recrutement des lycéens internationaux

Il s'agira de travailler sur le lien avec le MAE et la structuration du réseau des proviseurs des lycées français à l'étranger et de réfléchir à la possible organisation d'une JPO dédiée.



Les 7 Sciences Po du réseau

7. Coordonner entre les 10 Sciences Po la mise en œuvre du nouveau référencement RNCP du diplôme

La fiche RNCP commune du diplôme des 10 Sciences Po arrive à échéance en novembre 2024. Il s'agit de travailler sur une nouvelle version à déposer auprès de France Stratégie. Cette procédure prend environ 8 mois. Il s'agit d'un dossier stratégique tant d'un point de vue financier (ressources propres) que politique (spécificité du diplôme).

8. Assurer le suivi financier du fonctionnement du réseau

Le fonctionnement du réseau ScPo implique la gestion de flux financiers importants entre de multiples acteurs (publics et privés). Cela nécessite un suivi rigoureux respectant les échéances budgétaires réglementaires des 7 établissements publics.

L'organisation de votre mission

Travaillant pour le réseau des sept Sciences Po, vous êtes hébergée administrativement à Sciences Po de Rennes.

Vous êtes donc considérée administrativement comme un agent de Sciences Po Rennes, avec les mêmes droits et obligations. Le directeur général des services de Sciences Po Rennes est votre référent pour leur bonne application.

En plus des contacts que vous aurez avec le ou la présidente du concours (réunion hebdomadaire) et les directions et services des autres Sciences Po du réseau, un rendez-vous hebdomadaire avec le directeur de Sciences Po Rennes sera institué pour vous appuyer dans vos travaux.

Comme pour les autres agents de Sciences Po Rennes, un entretien annuel d'évaluation sera organisé avant l'été avec le Directeur, pour établir le bilan de l'année universitaire passée et fixer les grands objectifs de la suivante.

Nous vous souhaitons le plein succès dans vos missions et nous réjouissons à l'idée de mener ce beau travail ensemble.

Présidente du réseau ScPo
Directrice de Sciences Po Lyon
Hélène Surrel

Directeur de Sciences Po Rennes
Pablo Diaz

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

Unis par une tradition commune de pluridisciplinarité, d'ouverture et d'internationalisation propre aux IEP et soucieux d'un recrutement démocratique, sélectif et de qualité, d'un dispositif pédagogique d'excellence, du partage d'expériences et de bonnes pratiques au profit de la qualité du modèle pédagogique développé par le réseau, de la lisibilité nationale et internationale du réseau, les 7 Sciences Po du réseau ScPo ont décidé de recruter une coordinatrice chargée d'effectuer la coordination et le suivi des différents sujets liés au réseau, notamment l'organisation du concours commun pour l'accès à la première année du diplôme de l'un des 7 Sciences Po du réseau ScPo.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'accord

La coordinatrice du réseau ScPo s'engage à respecter cet engagement de confidentialité et à ne pas divulguer les informations liées à l'organisation du concours commun.

Article 2 : Durée de l'accord

Cet engagement est établi pour la durée du contrat et pour une durée de 12 mois après la fin du contrat, y compris s'il est mis fin au contrat par l'une ou l'autre des parties en cours de contrat.

A Rennes, le 12/07/2023

Pablo DIAZ

Directeur de l'Institut d'Études Politiques de Rennes



Charlotte RESTIF

Coordinatrice du réseau ScPo



Annexe 3 : Annexe financière

Liste, non exhaustive, des coûts engagés par Sciences Po Rennes pour l'accueil de la coordinatrice, et à refacturer dans le cadre de la présente convention :

REMUNERATION DE L'AGENT

ACCESSOIRES DE REMUNERATION

MEDECINE DU TRAVAIL – coût déterminé par la convention entre Sciences Po Rennes et l'Université de Rennes

CHARGES EVENTUELLES D'ACCES AUX SERVICES MUTUALISES DE RENNES ET DONNANT LIEU A UNE REFACTURATION

FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE MISSION :

- Prise en charge de billets de transports
- Remboursement de frais de transports engagés
- Remboursement de frais d'hébergement et de restauration
- Autres frais divers de mission

EQUIPEMENT INFORMATIQUE, TELEPHONIQUE, OU TOUT EQUIPEMENT NECESSAIRE A L'ACTIVITE DE L'AGENT (mobilier, petit matériel, etc.)

COUT DES ACTIONS DE FORMATION SPECIFIQUES AUX BESOINS DE L'AGENT

FRAIS DE REPRESENTATION EVENTUELS

NB : Le cas échéant, les charges imputables à des actions initiées ou pilotées par la coordinatrice feront l'objet de la définition, par les directeurs et directrices, de budgets dédiés, soit dans le cadre du budget du concours commun et de la communication y afférente, soit dans le cadre de budgets plus spécifiques.



AVENANT N°1 A LA CONVENTION

du 12 juillet 2023

de mutualisation du poste de coordinatrice du réseau ScPo entre les Instituts d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse

Une modification est apportée à l'article 3 « Modalités de financement du poste » de la convention :

Le coût chargé du traitement de l'agent recruté en tant que coordinatrice du réseau est estimé en année pleine, au titre de l'exercice 2024, à 56 021 €.

Le coût chargé du traitement de la coordinatrice du réseau est estimé, pour l'année 2025, à 57 398 €.

Tous les autres éléments de la convention demeurent inchangés.

Fait en sept exemplaires,

A Lyon, le 29 novembre 2024

Hélène SURREL,

Directrice de Sciences Po Lyon

A handwritten signature in black ink is written over a blue circular stamp. The stamp contains the text "SCIENCES PO LYON" in a stylized font, with "SCIENCES" at the top, "PO" in the middle, and "LYON" at the bottom. The signature is a cursive-style name, likely "Hélène Surrel".



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 5

Règlement d'admission en première année des diplômes « grade - master - cursus général » des Instituts d'études politiques du Réseau ScPo

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 3 ;

Vu la délibération n° 7 du Conseil d'administration du 18 décembre 2023 ;

Vu la délibération n° 5 du Conseil d'administration du 27 septembre 2024,

Exposé des motifs

Le Réseau ScPo organise pour l'année 2025 un concours commun d'entrée en première année qui aura lieu le samedi 26 avril 2025.

La présidence du concours commun de 2025 revient au Directeur de Sciences Po Strasbourg.

Les principales modifications par rapport à l'année 2024 concernent, d'une part, l'évolution des frais d'inscription au concours cités à l'article 4, tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil d'administration le 27 septembre 2024, et, d'autre part, l'introduction du contradictoire dans la procédure de sanction mise en œuvre au moyen de l'article 8.9.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé le règlement du concours commun d'entrée en première année pour la session 2025, tel que joint en annexe.

Résultats des votes : *adopté*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *19*

Contre : *0*

Abstention : *4*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



Concours commun 2025

Règlement d'admission en première année des Diplômes « Grade Master - Coursus général » des Instituts d'Études Politiques du Réseau ScPo

Vu la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants ;
Vu le code de l'éducation, notamment les articles D. 713-21 et D.741-11 ;
Vu le décret n° 45-2287 du 9 octobre 1945 portant création de l'IEP de l'université de Strasbourg ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux IEP dotés du statut d'Établissement Public Administratif (EPA) associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;
Vu l'arrêté du 28 juin 2013 portant création d'un IEP à l'Université de Cergy-Pontoise ;
Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 relatif à l'attribution du grade de Master aux titulaires du diplôme de fin d'études des Instituts d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – Objet

Le présent règlement définit la procédure d'admission des candidates et candidats en première année des diplômes de niveau « Grade Master - Coursus général » des 7 Instituts d'Études Politiques membres du Réseau ScPo (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg, Toulouse).

Ces établissements correspondent à 8 sous-vœux dans le Service à Compétence Nationale (SCN) Parcoursup (ci-après dénommé « Parcoursup »), présentés comme suit :

- Sciences Po Aix
- Sciences Po Lille
- Sciences Po Lyon - campus de Lyon
- Sciences Po Lyon - campus de Saint-Étienne
- Sciences Po Rennes
- Sciences Po Saint-Germain-en-Laye
- Sciences Po Strasbourg
- Sciences Po Toulouse

Le présent règlement ne régit pas l'admission dans les double-diplômes ou les voies d'admission spécifiques que peuvent proposer chacun de ces établissements.

ARTICLE 2 – Respect du règlement

Dès le dépôt de son dossier de candidature, chaque candidate ou candidat s'engage à respecter strictement l'intégralité du présent règlement. À défaut, la candidature pourra être rejetée par le Réseau ScPo au cours de la procédure d'admission.

La candidate ou le candidat s'engage, sous sa responsabilité, à transmettre des informations complètes et sincères pour la réalisation de son dossier de candidature. En cas de pièce manquante ou d'informations incomplètes, le dossier de candidature pourra être considéré comme irrecevable et ne pas être traité.

En cas de fausse déclaration, de fraude ou de tentative de fraude, la candidate ou le candidat s'expose à la perte du bénéfice éventuel de l'admission.

ARTICLE 3 – Conditions de candidature

La présente procédure d'admission pour l'entrée en première année du diplôme « Grade – Master – cursus général », au titre de l'année universitaire 2025-2026 est accessible aux candidates et candidats au baccalauréat (ou équivalent : diplômes étrangers et DAEU) 2025 et aux titulaires du baccalauréat (ou équivalent : diplômes étrangers et DAEU) 2024.

ARTICLE 4 – Frais de candidature

Les frais de candidature s'élèvent à 210 euros. Sur présentation des justificatifs correspondants, ceux des candidates et candidats bénéficiaires pour l'année universitaire 2024-2025 d'une bourse nationale du second degré ou bénéficiaires d'une bourse de l'enseignement supérieur (bourses délivrées par le CROUS ou par le gouvernement français pour les candidates et candidats étrangers pour l'année en cours) s'élèvent à 40 euros.

Les frais de candidature doivent être acquittés dans les délais impartis, c'est-à-dire avant la date limite de confirmation des vœux dans Parcoursup, pour que la candidature soit validée et traitée. Dès lors qu'ils ont été versés au Réseau ScPo, ils restent acquis par ce dernier, y compris si la candidate ou le candidat admis renonce à s'inscrire, si elle ou il n'a pas confirmé son vœu dans Parcoursup, si son dossier est incomplet ou rejeté, et qu'il participe ou non aux épreuves.

Les modalités de paiement et le calendrier sont précisés sur la plateforme Parcoursup.

Seuls les candidates et candidats ayant formulé et confirmé le vœu « Réseau ScPo / concours commun » et ayant acquitté les frais d'inscription correspondant à leur situation (boursier ou non boursier) seront admis à se présenter au concours.

Aucun délai supplémentaire ne sera accepté pour la confirmation du vœu.

Si le document de bourse est invalide, il sera demandé au candidat ou à la candidate d'acquitter 170 euros supplémentaires afin que le dossier soit jugé complet.

Les candidates ou les candidats admis dans l'un des établissements, ayant payé 40 € de frais de candidature sans fournir de justificatif valable, ne seront pas autorisés à s'inscrire dans l'un des établissements du réseau ScPo.

ARTICLE 5 – Modalités d'inscription

Les candidates et candidats s'inscrivent uniquement via la plateforme nationale Parcoursup et selon les modalités indiquées sur cette dernière, conformément au Code de l'éducation, notamment l'article D. 612-1-2 relatif au calendrier de la procédure nationale de préinscription pour l'accès aux formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur.

Aucune inscription n'est enregistrée passé le délai de clôture. Seules les données numériques enregistrées sur la plateforme Parcoursup ainsi que, le cas échéant, sur l'application numérique spécifiquement dédiée à l'admission dans les diplômes des IEP du Réseau ScPo (ci-après « plateforme du Réseau ScPo ») font foi. Aucune donnée qui n'y serait pas enregistrée ne pourra être utilisée ou présentée par la candidate ou le candidat.

Le choix de la langue vivante de l'épreuve du concours peut être modifié directement sur Parcoursup par le candidat ou la candidate jusqu'à la date limite de confirmation des vœux dans Parcoursup. Passé ce délai, aucune modification ne sera possible.

ARTICLE 6 - Communication avec les candidates et candidats

Tout au long de la procédure d'admission, la communication avec les candidates et candidats s'effectue de manière électronique, via la plateforme nationale Parcoursup, la plateforme du Réseau ScPo ainsi que par courriers électroniques. Tout candidat ou candidate doit ainsi avoir une adresse électronique valide et doit veiller à consulter régulièrement sa messagerie au cours de la procédure d'admission. En cas de litige, aucun candidat ou candidate ne pourra se prévaloir de la non-réception d'un courrier électronique.

TITRE II : ORGANISATION GENERALE DE LA PROCEDURE D'ADMISSION

ARTICLE 7 – Principes généraux

L'admission s'organise selon une phase unique de sélection, mise en œuvre selon le calendrier défini par Parcoursup. Elle repose sur les éléments suivants :

- le statut du candidat ou de la candidate (bachelier 2025 ou 2024, ou titulaire d'un diplôme français ou étranger admis en équivalence 2025 ou 2024) ;
- l'adéquation de la candidature avec les exigences académiques portées par le Réseau ScPo, appréciées à travers trois épreuves écrites.

Article 7.1. Statut du candidat ou de la candidate

L'examen des candidatures donne lieu à l'établissement par le jury d'une liste d'admission finale unique.

Article 7.2 Epreuves écrites

- Les épreuves sont communes (durée, coefficients, sujets). Elles se déroulent à l'écrit et sont notées sur 20.
- Il n'y a pas de note éliminatoire.
- Toute absence à l'une des trois épreuves écrites est éliminatoire.
- La note 0/20 est attribuée au candidat ou à la candidate qui ne compose pas dans la langue vivante choisie lors de l'inscription.
- Les trois épreuves sont organisées la même journée pour tous les candidats et candidates : le samedi 26 avril 2025.

1. **Questions contemporaines** (durée : 3h, coefficient 3, dissertation, un sujet à choisir parmi deux).

- **Thèmes 2025** : "Solidarités" et "Le corps"

2. **Histoire** (durée : 2h, coefficient 3, analyse de documents, un seul sujet).

- L'analyse est guidée par une consigne, l'étude de documents correspond à ce qui est pratiqué lors des exercices écrits de la classe de Terminale dans le cadre du contrôle continu.

Programme : Les relations entre les puissances et les modèles politiques des années 1930 à nos jours.
Histoire politique, sociale et culturelle de la France depuis les années 1930.

3. **Langue vivante** (durée : 1h, coefficient 2, choix entre anglais, allemand, espagnol et italien).

- **Deux parties** : questions de compréhension et essai

TITRE III : ORGANISATION DES EPREUVES ECRITES

ARTICLE 8 Conditions de réalisation des épreuves

Article 8.1 Aménagement des épreuves

Un aménagement des épreuves est accordé aux candidates et candidats après l'envoi soit :

- d'un certificat médical délivré par la MDPH ou par un médecin agréé par la CDAPH ;
- d'un arrêté de décision et/ou un avis médical délivré par le service de médecine préventive de l'université à laquelle est inscrite ou inscrit la candidate ou le candidat ;
- d'une notification de mesures d'aménagement délivrée par le rectorat.

Ce document doit impérativement être envoyé avant la fin de la procédure d'inscription dans Parcoursup au Directeur de Sciences Po Strasbourg, président du jury : iep-amenagementsCC1A2025@unistra.fr. Pour obtenir ce certificat, les candidates et candidats, élèves du second degré ou élèves de classes préparatoires, effectuent une demande en ce sens auprès du médecin intervenant dans l'établissement fréquenté. Les candidates et candidats inscrits à l'université s'adressent au médecin du Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SUMPPS). En application du décret n° 2021-1480 du 12 novembre 2021, les candidates et candidats, bénéficiant de mesures d'aménagement d'épreuves pour la session 2024, bénéficient de la portabilité de ces dernières pour le concours commun 2025. Néanmoins, l'envoi du document justificatif est nécessaire chaque année.

Le centre d'examen de rattachement met à disposition, dans la mesure du possible, un ordinateur à la candidate ou au candidat ayant l'autorisation d'utiliser un ordinateur pendant les épreuves. En cas de nécessité d'utilisation par la candidate ou le candidat d'un logiciel particulier non disponible sur un ordinateur de prêt du centre d'examen, la candidate ou le candidat peut utiliser son ordinateur personnel. Dans ce dernier cas, l'ordinateur personnel doit être présenté en amont des épreuves au service informatique du centre d'examen de rattachement. Il sera alors contrôlé selon les modalités mises en place par chaque établissement et ne sera remis à la candidate ou au candidat que pour le début des épreuves.

Article 8.2 Lieux des épreuves

- Les candidates et candidats passent les épreuves, dans la limite des capacités d'accueil, dans le centre d'examen de l'Institut d'Études Politiques le plus proche du lieu de résidence indiqué dans ParcoursSup.
- En plus de ces 7 centres d'examen du Réseau ScPo, plusieurs centres délocalisés sont ouverts hors de la France métropolitaine. La liste de ces centres est disponible sur le site <http://www.reseau-scpo.fr/>.

Article 8.3 Accès aux salles d'examen

- Seuls les candidates et candidats munis d'une pièce d'identité avec photographie (carte d'identité, passeport ou permis de conduire) et de leur convocation peuvent accéder à la salle d'examen.
- Les candidates et candidats devront respecter les éventuelles consignes sanitaires reçues.
- Les supports numériques, type smartphone, présentant une photographie d'une pièce d'identité ne sont pas acceptés.
- Pendant les épreuves, le port de vêtements faisant la promotion d'organismes préparant au concours commun est interdit.

Article 8.4 Objets interdits

- Avant de rejoindre leur place, les candidates et candidats se dessaisissent de tout livre, document ou objet non autorisé pendant le déroulement de l'épreuve.
- Pendant la durée des épreuves, les téléphones ou appareils à mémoire ou de communication, électroniques ou connectés, y compris les montres et les oreillettes, sont interdits. Ils sont éteints et déposés à l'entrée de la salle.

Article 8.5 Ponctualité

- Aucun candidat ou candidate n'est autorisé à pénétrer dans la salle d'examen une fois que l'épreuve a débuté.

Article 8.6 Copies

- Chaque candidat et candidate colle sur chacune de ses copies 2 étiquettes parmi celles distribuées le jour du concours, en veillant au respect des consignes. En cas de non-respect, le candidat ou la candidate est considéré comme n'ayant pas composé. Les copies sont obligatoirement remises aux surveillantes et surveillants. Elles ne sont pas laissées sur les tables.
- Tout candidat ou candidate présent doit obligatoirement remettre une copie par épreuve, même s'il s'agit d'une copie blanche.
Une fois la durée de l'épreuve écoulée, le candidat ou la candidate doit obligatoirement remettre sa copie, composée uniquement de la copie d'examen et des éventuels intercalaires. En cas de refus ou de non remise de la copie, le candidat ou la candidate est considéré comme n'ayant pas composé, soit absent à l'épreuve.
- Dès qu'il ou elle a rendu sa copie, le candidat ou la candidate n'est plus autorisé à la consulter, ni à y insérer un document.

Article 8.7 Emargement

- Lors de la remise de leurs copies, les candidates et candidats signent obligatoirement la liste d'emargement. A défaut, elles ou ils sont considérés défaillants.

Article 8.8 Sortie de la salle d'examen

Sortie provisoire

- Les candidates et candidats qui souhaitent sortir temporairement de la salle ne peuvent le faire que séparément et accompagnés par un surveillant ou une surveillante. Aucune sortie n'est autorisée avant la fin de la première heure d'une épreuve.

Sortie définitive

- Les candidates et candidats ne peuvent quitter définitivement la salle d'examen qu'une heure au plus tôt après le début de l'épreuve. Toute sortie est définitive.

Article 8.9 Fraude ou tentative de fraude lors de l'examen d'entrée

- En cas de flagrant délit de fraude ou tentative de fraude, les pièces ou matériels permettant d'établir la réalité des faits sont saisis. Un procès-verbal est rédigé et signé par le candidat ou la candidate et le surveillant ou la surveillante. Si le candidat ou la candidate refuse de signer, mention en est portée au procès-verbal.
- Une commission composée du président du jury et des deux vice-présidents est saisie des faits et détermine, après mise en œuvre du principe du contradictoire, les conséquences à tirer des faits reprochés. La commission peut décider de l'attribution de 0/20 à la ou les épreuves concernées.
- Tout candidat ou candidate perturbant le bon déroulement des épreuves pourra être exclu de la salle d'examen par les surveillantes et surveillants.

TITRE VI : JURY ADMISSION ET RECOURS

ARTICLE 9 – Jury de sélection

- Le jury de sélection est composé des directeurs et directrices de chacun des établissements membres du Réseau ScPo ou de leur représentante ou de leur représentant.
- La présidence du jury de sélection pour l'entrée en première année en 2025 est assurée par le Directeur de Sciences Po Strasbourg ou par l'un des deux vice-présidents.

ARTICLE 10 – Admission

- L'admission est prononcée à partir des résultats des trois épreuves écrites, soit sur la base de 3 notes d'épreuves et 8 coefficients, soit un maximum de 160 points.
- Dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation des candidatures, le jury établit une liste classée des candidates et candidats dont la note finale est égale ou supérieure à une note, définie souverainement par le jury de sélection après examen des résultats. Les candidates et candidats figurant sur cette liste sont dits « classés » et sont susceptibles de recevoir une proposition d'admission à intégrer un Institut d'Études Politiques du Réseau ScPo.
- Parcoursup peut procéder à la modification de cette liste, notamment au regard du pourcentage minimal de bacheliers et de bacheliers bénéficiaires d'une bourse nationale du second degré parmi ces candidates et candidats.
- Dans le cas où deux candidates ou candidats arriveraient ex aequo, le jury départagerait les candidats selon la note obtenue à l'épreuve de questions contemporaines. Si celle-ci était la même, serait prise en compte la note de l'épreuve d'histoire. Si cette dernière était également la même, c'est la note de l'épreuve de langue qui compterait. Si les trois notes obtenues étaient les mêmes, c'est la candidate ou le candidat boursier qui serait avantagé. Si aucun des deux n'était boursier ou bien si les 2 candidates ou candidats étaient boursiers, alors c'est la candidate ou le candidat le plus jeune des deux qui serait classé devant l'autre.
- Les candidates et candidats sont informés de leur résultat (non-admission, « en attente » ou proposition d'admission accompagnée de l'ordre d'appel et des capacités d'accueil de chaque IEP) par la plateforme Parcoursup sur laquelle il leur appartient d'accepter ou de renoncer à la proposition qui leur est faite, selon les modalités applicables à la plateforme.
- Une candidate ou un candidat sera considéré comme admis lorsqu'il ou elle aura accepté définitivement la proposition d'admission dans un Institut d'Études Politiques du Réseau ScPo.

Tout candidat ou candidate admis à intégrer un des 7 Sciences Po du réseau ScPo à l'issue de la procédure d'admission et qui renoncerait à s'inscrire ne peut pas garder le bénéfice de son admission pour l'année suivante. Tout candidat ou candidate admis à intégrer un des 7 Sciences Po du réseau ScPo a le droit de demander à bénéficier d'une année de césure ; les demandes sont étudiées au cas par cas par la directrice ou le directeur de l'établissement d'admission.

ARTICLE 11 – Recours

Tout candidat ou candidate a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la publication des résultats d'admission par Parcoursup, de contester cette décision en formant :

- un recours gracieux auprès du Président du jury. Si une décision explicite est notifiée au candidat ou à la candidate dans les quatre mois suivant son recours gracieux, il ou elle dispose de deux mois à compter de la notification pour former un recours contentieux ;
- un recours contentieux, dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision contestée, devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Annexe au règlement – Dispositions applicables aux données personnelles échangées dans le cadre de la Procédure d'admission au Réseau ScPo

Responsabilités et finalités des traitements de données au sens du Règlement général sur la protection des données 2016/679 - dit (« RGPD »)

Les 7 écoles du Réseau ScPo agissent en tant que responsables du traitement de données personnelles confiées par le candidat ou la candidate sur la Plateforme dans le cadre des finalités précisées ci-dessous, et des données produites par le Réseau ScPo en vertu de ces mêmes finalités.

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche agit en tant que responsable de traitement de la plateforme nationale Parcoursup.

Finalités des traitements de données | Les données sont collectées à des fins de :

- Gestion des campagnes d'admission dans le Réseau ScPo, et notamment, pour : recueillir et traiter les vœux des candidates et candidats à une formation; Identifier les élèves boursiers bénéficiaires d'un montant d'inscription minoré ; convoquer les candidates et candidats au concours, informer les responsables légaux ; diffuser les résultats, prendre en compte la situation de handicap des candidates et candidats à des fins d'aménagements nécessaires à l'organisation des écrits ; et éventuellement de la scolarité en cas d'admission ;
- Paiement en ligne des inscriptions ;
- Gestion des recours et contentieux ;
- D'analyses d'enquêtes et de statistiques aux fins de pilotage et d'amélioration des services et de l'offre de formation du Réseau ScPo.

Licéité des traitements de données personnelles | Les traitements de données personnelles réalisés à partir des données du dossier de candidature et des écrits de la candidate ou du candidat relèvent des fondements légaux suivants :

- L'exécution de la mission de service public de l'enseignement supérieur confiée aux 7 écoles du Réseau ScPo (en vertu de l'article 6.1.e du RGPD) ;
- L'intérêt légitime du Réseau ScPo tel que décrit dans l'article 6.1.f du RGPD ;
- Le consentement des personnes concernées (en vertu de l'article 6.1.a du RGPD) ;

La décision d'affectation dans une formation du Réseau ScPo n'est pas prise sur le seul fondement d'un traitement automatisé, au sens de l'article 22 du RGPD. Le choix définitif est fait par le candidat ou la candidate concernée lorsque plusieurs propositions d'admission dans un Institut d'Études Politiques du Réseau ScPo s'offrent à lui.

Destinataires des données | Les destinataires de tout ou partie des données du Dossier de candidature Parcoursup du candidat ou de la candidate, sont :

- Les responsables concours des 7 Sciences Po du Réseau ScPo (directement),
- Le Jury d'admission (directement),
- L'équipe informatique en charge de l'application du Réseau ScPo (indirectement),
- Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (indirectement),
- Les équipes dédiées à la gestion de l'accueil sur site des candidats et candidates aux épreuves du concours

Nature des données collectées | Les données collectées du candidat ou de la candidate pour les besoins de la procédure d'admission sont issues du dossier numérique Parcoursup, dès lors que son vœu ScPo est formulé.

Ces données sont notamment :

- L'identité, l'état civil ;
- Les coordonnées ;
- Les données d'identification et de connexion;
- La vie personnelle (activités et centres d'intérêt, etc.) ;
- La vie scolaire, académique et professionnelle (scolarité, formation, etc.) ;
- L'information d'ordre économique et financier (bourses, données nécessaires au paiement du dossier, etc.) ;
- Les données liées à une situation de handicap pour une prise en charge adaptée

Traitement automatisé de données | Conformément à l'arrêté du 31 décembre 2020, le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Parcoursup » a pour finalité le recueil et le traitement des vœux des candidats dans le cadre de la gestion de la procédure nationale de préinscription dans une formation du premier cycle de l'enseignement supérieur.

La procédure d'admission, nécessitant un traitement automatisé des données, permet uniquement d'établir un ordonnancement des candidatures selon l'article 10 du présent règlement. La candidate ou le candidat comprend que le déroulement complet de la procédure d'admission au sein du Réseau ScPo ne donne pas lieu à la prise d'une décision d'admission entièrement automatisée.

Conservation, archivage, destruction des données | Les données utilisées sont conservées conformément au Code des relations entre le public et l'administration et à l'instruction n°2005-003 du 22 février 2005 publiée au B.O n° 24 du MENESR le 16 juin 2005, dans le respect des durées légales et obligatoires.

Droits | Le Réseau ScPo s'engage à protéger la vie privée et la réputation des candidates et candidats : il s'interdit expressément de traiter les données personnelles de telle sorte que leur utilisation constitue une atteinte à leur vie privée, un risque pour leur réputation ou toute autre utilisation préjudiciable. Conformément au RGPD, la candidate ou le candidat dispose d'un droit d'information et d'accès, de rectification et d'effacement de ses données, et d'un droit d'opposition et de limitation des traitements de données réalisés à partir des dossiers de candidature hébergés dans l'application et d'un droit de définir des directives relatives au sort de ses données post-mortem.

Dans le cadre spécifique de la gestion des admissions qui conditionnent l'inscription à une formation du Réseau ScPo, le candidat ou la candidate pourra :

- Exercer son droit d'accès envers les seules informations renseignées et déposées par la personne concernée, et relatives aux critères et modalités d'examen de sa candidature

Il est à préciser que :

- ➔ Les données visées ci-dessus étant nécessaires à la mise en œuvre de la procédure d'admission, toute demande d'effacement de ses données ou de son compte de candidat ou de la candidate entraînera l'exclusion du candidat ou de la candidate de la procédure d'admission ;
- ➔ Une opposition d'un candidat ou d'une candidate au traitement de ses données entraînerait une impossibilité de prise en compte de son dossier de candidature et, partant, de son inscription dans l'une des écoles du Réseau ScPo.
- ➔ La candidate ou le candidat qui s'oppose au traitement de ses données dans le cadre de la Procédure d'admission est réputé renoncer à sa candidature.

Pour exercer ses droits sur les traitements de données ou pour toute question, la candidate ou le candidat contacte le Responsable des Admissions du Réseau (iep-presidenceCC1A2025@unistra.fr) et/ou le Délégué à la protection des données du Réseau ScPo (iep-dpocc1a2025@unistra.fr). La candidate ou le candidat peut, en seconde instance, contacter l'autorité nationale de protection des données (la CNIL).



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 6

**Modalités d'organisation du test d'entrée en deuxième année à Sciences Po Lyon
dit « concours de sciences sociales » pour la session 2025**

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 3 ;

Vu le règlement du test d'entrée en deuxième année à Sciences Po Lyon adopté le 22 septembre 2017,

Exposé des motifs

Sciences Po Lyon organise une procédure spécifique d'admission en deuxième année du cursus, dont les modalités sont fixées par le Conseil d'administration.

45 places sont proposées.

Les modalités sont définies en annexe.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé les modalités d'organisation du test d'entrée en 2^e année à Sciences Po Lyon, dit « concours de sciences sociales », pour la session 2025, telles que définies dans le document joint en annexe.

Résultats des votes : *adoptées*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

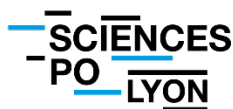
Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



Modalités d'organisation du test d'entrée en 2^{ème} année, dit « concours de sciences sociales », pour la session 2025.

Nombre de places à pourvoir :

Le nombre maximum de candidats pouvant être admis est fixé à 45.

Dates d'inscription :

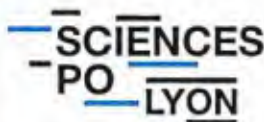
Les inscriptions seront ouvertes du lundi 13 janvier 2025 au jeudi 13 février 2025 midi inclus.

Date du test d'entrée :

Les épreuves se dérouleront le samedi 15 mars 2025.

Tarifs :

Le tarif d'inscription est fixé à 40 euros pour les étudiants boursiers sur critères sociaux (justificatif à fournir) et 90 euros pour les étudiants non boursiers.



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 7

Règlement et modalités du test d'entrée en 4^e année

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 3,

Exposé des motifs

Sciences Po Lyon organise une procédure spécifique d'admission en 4^e année qui prévoit des épreuves différenciées selon que les candidats effectuent ou non leurs études supérieures en France. Le règlement nécessite des adaptations au regard de sa finalité et de notre organisation avec le Centre de Formation des Journalistes, partenaire du concours et d'un double diplôme accessible par ce moyen.

Proposition

Le règlement remanié introduit un recrutement en trois phases :

- phase 1 : sous-admissibilité : sélection par des épreuves écrites ou un dossier ;
- phase 2 : admissibilité : sélection sur lettre de motivation et CV ;
- phase 3 : admission : sélection après les entretiens oraux.

Il est proposé aux administratrices et administrateurs d'adopter, d'une part, le règlement applicable au test d'entrée en 4^e année du printemps 2025 et, d'autre part, les modalités de ce test, présentés dans leurs annexes respectives.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé le règlement et les modalités du test d'entrée en 4^e année tels que joints en annexes.

Résultats des votes : *adoptés*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER

Règlement du test d'entrée en 4^e année à Sciences Po Lyon

TITRE 1/ MODALITÉS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : Conditions d'accès au test d'entrée

L'entrée en quatrième année est ouverte aux candidates et candidats suivants :

- Étudiantes et étudiants inscrits à titre principal en 3^e année de Licence en France, ou en mobilité internationale dans ce cadre, ou en césure dans ce cadre, sous réserve d'être titulaires d'une Licence (justificatif définitif à fournir au plus tard au moment de l'inscription administrative à Sciences Po Lyon) ;
- Titulaires d'une Licence obtenue en France ;
- Étudiantes ou étudiants effectuant à titre principal leurs études supérieures dans un établissement à l'étranger sous réserve d'être titulaires de 180 crédits ECTS (justificatif définitif à fournir au plus tard au moment de l'inscription administrative à Sciences Po Lyon) ;
- Diplômées et diplômés d'une école de commerce ou d'une école d'ingénieurs.

ARTICLE 2 : Nombre de places

Le nombre maximum de candidates et candidats pouvant être admis est arrêté annuellement par le Conseil d'administration de Sciences Po Lyon et communiqué au moment de l'ouverture des inscriptions.

ARTICLE 3 : Inscription au test d'entrée

Les candidates et candidats devront s'inscrire sur le site internet de Sciences Po Lyon dans les délais indiqués. Aucune inscription ne pourra être prise en compte après les dates figurant sur le site internet de Sciences Po Lyon. Tout envoi de pièces justificatives hors délai invalidera la demande d'inscription.

Seules les données numériques enregistrées dans l'application de gestion du test font foi. Aucune donnée non enregistrée ne pourra être utilisée ou présentée par la candidate ou le candidat. En conséquence, il est fortement recommandé de vérifier systématiquement les données saisies par des connexions régulières au dossier de candidature.

ARTICLE 4 : Droits d'inscription

Les candidats devront s'acquitter des droits d'inscription qui s'élèvent à 110 €. Les droits d'inscription des étudiantes et étudiants bénéficiaires d'une bourse de l'enseignement supérieur (bourses délivrées par le CROUS ou par le gouvernement français pour les étudiants étrangers) s'élèvent à 20 €, à condition d'envoyer au Service concours de Sciences Po Lyon une copie de la notification d'attribution définitive de l'**année en cours** avant la date limite fixée indiquée au moment de l'inscription. Les notifications conditionnelles ne sont pas acceptées. Toute inscription non suivie de l'envoi de l'avis de bourse ne sera pas validée.

Les frais d'inscription ne sont pas remboursables, quel que soit le motif. Ils sont dus, que les candidates et candidats participent ou non aux épreuves. Les modalités de paiement sont précisées sur le site internet de Sciences Po Lyon durant l'opération d'inscription.

TITRE 2/ NATURE DES ÉPREUVES

SECTION 2.1/ SOUS ADMISSIBILITÉ

ARTICLE 5 : Étudiantes et étudiants effectuant leurs études supérieures en France ou inscrits en césure dans un établissement en France

5.1. Nature de l'épreuve

L'épreuve de sous-admissibilité est composée de deux épreuves anonymes de questions sur l'ouvrage dont les références seront données à l'ouverture des inscriptions :

a/ deux questions en français sur l'ouvrage : coefficient 2 ;

b/ une question sur ce même ouvrage en langue vivante : coefficient 1 (anglais, allemand, espagnol ou italien).

Le choix de la langue doit être effectué au moment de l'inscription. Aucune modification ne sera acceptée après l'inscription de l'étudiante ou de l'étudiant.

La note de 0/20 sera attribuée à la candidate ou au candidat qui ne composera pas dans la langue choisie. Les questions visent à évaluer la compréhension, l'esprit de synthèse, la réflexion et les références personnelles et les capacités rédactionnelles des candidates et candidats.

Durée cumulée des deux épreuves : 2 heures 30.

L'absence à l'épreuve écrite est éliminatoire.

5.2. Déroulement des épreuves

Ne pourront accéder à la salle d'examen que les candidates et candidats munis d'une pièce d'identité ou assimilée (carte nationale d'identité, passeport, carte de séjour) en cours de validité. Ce document devra être déposé sur la table et sera vérifié en cours de composition. Les candidates et

candidats seront munis de leur convocation qu'ils auront préalablement imprimée à partir du site internet d'inscription.

Avant de gagner leur place, les candidates et candidats devront se dessaisir de tout livre, trousse, document ou objet connecté (téléphone portable, montre...) non autorisé pendant le déroulement de l'épreuve.

Pendant la durée des épreuves, l'utilisation d'un objet connecté est strictement interdite.

Aucune candidate ni aucun candidat ne sera autorisé à pénétrer dans la salle d'examen une fois que la composition aura débuté (*circulaire du ministère de l'Éducation Nationale N°2011- 072 du 3 mai 2011*).

Les candidates et candidats doivent obligatoirement signer la liste d'émargement en rendant leur copie aux surveillants. Toute étudiante présente, tout étudiant présent doit obligatoirement remettre une copie, même s'il s'agit d'une copie blanche. Dans le cas contraire, l'étudiante ou l'étudiant sera considéré comme absent à l'épreuve.

Les candidates et candidats qui souhaitent sortir temporairement de la salle ne pourront le faire que séparément et accompagnés par un surveillant et seulement à l'issue de la première heure de composition.

Les candidates et candidats ne pourront quitter définitivement la salle d'examen qu'une heure au plus tôt après le début de l'épreuve.

En cas de sortie définitive avant la fin de l'épreuve, les candidates et candidats doivent obligatoirement signer la liste d'émargement et remettre une copie, même blanche.

Une fois la durée autorisée pour l'épreuve écoulée, l'étudiante ou l'étudiant devra obligatoirement remettre aussitôt sa copie. En cas de refus, l'étudiante ou l'étudiant sera considéré comme n'ayant pas composé. Dès qu'il aura rendu sa copie, l'étudiante ou l'étudiant ne sera plus autorisé à la consulter, ni à y insérer un document.

Il est strictement interdit d'apposer un signe distinctif sur les copies. Les codes-barres doivent être obligatoirement collés sur la copie. Dans l'éventualité d'un code-barre manquant sur la copie et devant l'impossibilité d'identifier le candidat, la note de 0/20 sera attribuée.

Toute candidate ou tout candidat perturbant le bon déroulement des épreuves sera aussitôt exclu de la salle d'examen et sera considéré comme n'ayant pas composé. Mention de l'incident sera portée au procès-verbal.

En cas de flagrant délit de fraude ou tentative de fraude, les pièces ou matériels permettant d'établir la réalité des faits seront saisis et transmis au Directeur ou à la Directrice de Sciences Po Lyon. Mention de l'incident sera portée au procès-verbal.

5.3. Aménagement des épreuves écrites

Un aménagement des conditions d'épreuves écrites (durée épreuve, matériel mis à disposition) sera accordé aux étudiantes et étudiants produisant un certificat médical délivré par un médecin désigné par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH), impérativement avant la fin des inscriptions.

Pour obtenir ce certificat, les candidats élèves de classes préparatoires doivent effectuer la demande auprès du médecin intervenant dans l'établissement fréquenté. Les candidats inscrits à l'université doivent s'adresser au médecin du Service de Santé Etudiante de leur établissement (*circulaire MEN n° 2011-220 du 27/12/11*).

ARTICLE 6 : Étudiantes ou étudiants de nationalité étrangère ou effectuant leurs études supérieures dans un établissement à l'étranger à la date du test d'entrée considéré

L'épreuve de sous-admissibilité est définie comme suit : un dossier personnel anonymisé, coefficient 2.

Il comprendra quatre questions notées qui porteront sur les motivations, le projet professionnel, la cohérence entre ce projet et la formation à Sciences Po Lyon et les expériences du candidat (parcours académique, recherche, stage, séjour à l'étranger, engagement).

Toute rupture de l'anonymat est éliminatoire.

Le défaut de soumission du dossier personnel est éliminatoire.

ARTICLE 7 : Liste des candidates et candidats sous-admissibles

La liste de candidats sous-admissibles est établie pour chacune des catégories de candidats visées aux articles 5 et 6 du présent règlement. Le total de ces deux listes représente 2,5 fois le nombre de places à pourvoir.

Aucune candidate ou aucun candidat ne pourra être sous-admissible avec une note moyenne inférieure à 10.

La liste des candidates et candidats sous-admissibles est publiée après délibération du jury dont la composition est arrêtée par la directrice ou le directeur avant le début des épreuves.

SECTION 2.2. ADMISSIBILITÉ

ARTICLE 8 : Étudiantes et étudiants effectuant leurs études supérieures en France et étudiantes ou étudiants de nationalité étrangère ou effectuant leurs études supérieures dans un établissement à l'étranger à la date du test d'entrée considéré (hors candidates et candidats au double diplôme Sciences Po Lyon et Centre de Formation des Journalistes (CFJ))

L'épreuve d'admissibilité consiste en une appréciation, par un jury composé d'enseignantes et d'enseignants de la spécialité de 5^{ème} année demandée par la candidate ou le candidat déclaré sous-admissible, d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation.

ARTICLE 9 : Candidates et candidats au double diplôme Sciences Po Lyon et Centre de Formation des Journalistes (CFJ)

Les candidates et candidats au double diplôme Sciences Po Lyon et CFJ, qu'elles ou ils effectuent leurs études supérieures en France ou à l'étranger à la date du test d'entrée considéré, ou qu'ils ou elles soient de nationalité étrangère, doivent déposer un dossier personnel anonymisé.

Le dossier sera à compléter auprès du CFJ. Il comportera des questions relatives à la motivation et à la personnalité (seront évaluées les réponses aux parties « *Motivation(s) à rejoindre la profession* » et « *Personnalité et prédisposition au métier* »).

Ce dossier à remplir, comptant pour l'admissibilité à Sciences Po Lyon et au CFJ, sera accessible sur la plateforme dédiée du CFJ.

L'épreuve d'admissibilité consiste en une appréciation, par un jury composé d'enseignantes et d'enseignants de la spécialité de 5^{ème} année demandée par la candidate ou le candidat déclaré sous-admissible, d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation.

Toute rupture de l'anonymat est éliminatoire.

Le défaut de soumission du dossier personnel est éliminatoire.

ARTICLE 10 : Liste des candidates et candidats admissibles

Une liste de candidats admissibles est établie pour chacune des catégories de candidats visées aux articles 9 et 10.

La liste des candidates et candidats admissibles est publiée après délibération d'un jury dont la composition est arrêtée par la directrice ou le directeur avant le début des épreuves.

SECTION 2.3. ADMISSION

ARTICLE 11 : Nature de l'épreuve

Pour toutes les candidates et tous les candidats, l'épreuve d'admission est définie comme suit :

Un entretien de 25 min sera réalisé par un jury d'audition composé d'enseignantes et d'enseignants de la spécialité de 5^e année demandée par la candidate ou le candidat.

L'entretien sera constitué d'une présentation de 5 min et de 20 min de questions (portant notamment sur le projet personnel et professionnel, les expériences et connaissances en lien avec la spécialité de 5^e année demandée).

L'entretien se déroulera dans les locaux de Sciences Po Lyon ou par visioconférence. Les candidates et candidats admissibles devront se rendre disponibles lors de la période fixée au moment de l'inscription. En cas de nécessité, un recours à la visioconférence pourra être décidé par l'établissement.

Pour les candidates et candidats de nationalité étrangère ou effectuant leurs études supérieures dans un établissement à l'étranger qui ne pourraient être présents sur le site lors de cette phase, l'entretien pourra se dérouler par visioconférence. La demande est à effectuer dans les 8 jours qui suivent la publication des résultats d'admissibilité et être accompagnée d'un justificatif (notamment certificat de scolarité d'un établissement d'enseignement supérieur étranger).

ARTICLE 12 : Aménagement de l'épreuve orale

Un aménagement des conditions de l'épreuve orale (durée de l'épreuve notamment) sera accordé aux étudiantes et étudiants produisant un certificat médical délivré par un médecin désigné par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH), impérativement avant la fin des inscriptions.

Pour obtenir ce certificat, les candidats élèves de classes préparatoires doivent effectuer la demande auprès du médecin intervenant dans l'établissement fréquenté. Les candidats inscrits à l'université doivent s'adresser au médecin du Service de Santé Etudiante de leur établissement (*circulaire MEN n° 2011-220 du 27/12/11*).

ARTICLE 13 : Liste des candidates et candidats admis

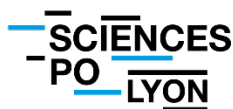
Pour l'établissement de la liste des admis, seule l'épreuve d'admission est prise en compte. Est déclaré admis un nombre de candidates et candidats égal au nombre de places à pourvoir.

La liste des candidates et candidats admis est publiée après délibération du jury dont la composition est arrêtée par la directrice ou le directeur avant le début des épreuves. La composition du jury est identique pour les phases de sous-admissibilité, admissibilité et admission.

ARTICLE 14 : Conditions d'inscription

L'inscription définitive est conditionnée par la production par la candidate ou le candidat admis de l'ensemble des documents nécessaires à son inscription. Toute erreur, omission, inexactitude ou fraude donnera lieu à déchéance du bénéfice de l'admission.

L'étudiante ou l'étudiant admis à s'inscrire définitivement à l'issue des épreuves ne pourra pas garder le bénéfice de son inscription pour l'année suivante.



Modalités d'organisation du test d'entrée en 4^{ème} année pour la session 2025

Nombre de places à pourvoir :

Le nombre maximum de candidats pouvant être admis est fixé à 35.

Dates d'inscription :

Les inscriptions seront ouvertes du lundi 13 janvier 2025 au jeudi 20 février 2025 midi inclus.

Date du test d'entrée :

Les épreuves se dérouleront le samedi 29 mars 2025.

Date de transmission du dossier personnel :

Dossier à remettre par voie dématérialisée le 17 mars 2025 midi dernier délai.

Tarifs :

Le tarif d'inscription est fixé à 20 euros pour les étudiants boursiers sur critères sociaux (justificatif à fournir) et 110 euros pour les étudiants non boursiers.

Conventions signées par la Directrice de l'Institut d'Études Politiques de Lyon

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles [D. 741-9](#) à [D. 741-11](#) ;

Vu le [décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié](#) relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment ses articles [5](#), [20](#) et [22](#) ;

Vu la [délibération n° 7](#) du Conseil d'administration du 10 mars 2023 relative aux catégories de contrats, conventions et marchés soumis pour approbation au Conseil d'administration,

La Directrice de l'Institut d'Études Politiques de Lyon informe les administratrices et les administrateurs des conventions signées entre le 28 septembre 2024 et le 6 décembre 2024 :

| Partenaire | Signataire | Objet |
|---|--|--|
| Université Gustave Eiffel | Christine Stotzenbach, directrice du SCD | Convention de partenariat Mir@bel |
| Centre Franco-Égyptien d'étude des temples de Karnak (CFEETK, UAR 3172 du CNRS) | Jérémy Hourdin, directeur de l'UAR 3172 | Convention de partenariat Mir@bel |
| MSH Paris Nord | Aurélie Champvert, secrétaire générale | Convention de partenariat Mir@bel |
| Commissariat général à la stratégie et à la prospective (« France Stratégie ») | Éléna Dupont, secrétaire générale | Convention de partenariat de formation-action-recherche |
| Villefranche-sur-Saône | Thomas Ravier, maire | Convention de partenariat de formation-action-recherche |

| | | |
|---|---|---|
| Collectif associatif « Maison des femmes de Lyon » | Anne-Marie Gourgand, trésorière | Convention de partenariat de formation-action-recherche |
| ComUE de Lyon Saint-Étienne | Anne-Cécile Pidal, DG adjointe en charge des projets transversaux | Convention de refacturation : cartes multiservices 2024-2025 |
| ComUE de Lyon Saint-Étienne | Anne-Cécile Pidal, DG adjointe en charge des projets transversaux | Convention de refacturation relative à l'abonnement annuel Compilatio 2024-2025 |
| ComUE de Lyon Saint-Étienne | Anne-Cécile Pidal, DG adjointe en charge des projets transversaux | Convention financière relative au financement du stand de la ComUE de Lyon Saint-Etienne au salon EAIE 2024 |
| ComUE de Lyon Saint-Étienne | Anne-Cécile Pidal, DG adjointe en charge des projets transversaux | Convention de reversement relative au financement de la Fondation abritée Centre Jacques Cartier 2024 et 2025 |
| ENS de Lyon | Emmanuel Trizac, président | Convention de partenariat relative à la banque d'épreuves littéraires – session 2024 – |
| Conseil constitutionnel | Jean Maïa, secrétaire général | Convention de partenariat Mir@bel |
| Université de Limoges | Isabelle Klock-Fontanille, présidente | Convention de partenariat Mir@bel |
| Fédération des associations sportives des Sciences Po | Nino Pujol et Léonie Doléac, co-présidents | Avenant à la convention du 27 août 2024 entre l'IEP de Lyon et la FASSPO pour l'organisation des jeux inter-Sciences Po (JISPO) |
| Loire Forez Agglomération | Christophe Bazile, président | Convention de partenariat pour la mise en œuvre d'un enseignement de projet |
| Ville de Lyon | Aissia Kerkoub-Türk, directrice générale adjointe | Convention de partenariat de formation-action-recherche |
| Université Lyon 3 | Gilles Bonnet, président par | Convention de partenariat Mir@bel |

| | | |
|-------------------|--|---|
| | intérim | |
| Métropole de Lyon | Jean-Michel Longueval, vice-président | Convention de partenariat de formation-action- recherche |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |



5/ Questions de formation



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 8

**Modalités de contrôle des connaissances et des compétences du
diplôme conférant grade de master pour 2024-2025**

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 613-1 et ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés
d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une
université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 22 ;
Vu le Règlement des études et des examens,
Vu l'avis favorable de la Commission des études et des examens consultée par voie électronique les 4
et 5 décembre 2024,

Exposé des motifs :

Les modalités de contrôle des connaissances et des compétences (MCCC) du diplôme conférant
grade de master sont arrêtées au plus tard à la fin du premier mois de l'année d'enseignement et
elles ne peuvent être modifiées en cours d'année. La consolidation de l'ensemble des MCCC n'ayant
pas pu aboutir avant la réunion du Conseil d'administration du 27 septembre dernier, il est proposé
de les voter au Conseil d'administration de décembre 2024 pour régularisation.

Proposition :

Il est proposé aux administrateurs et administratrices d'adopter le tableau des MCCC joint en
annexe.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé les modalités de contrôle des connaissances et des compétences
du diplôme des IEP conférant grade de master pour 2024-2025.

Résultats des votes : *adoptées*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *18*

Contre : *1*

Abstention : *4*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le Président du Conseil d'administration


Gilles LE CHATELIER

| | | | | | | | | | | | | | validation C.A. | date : 06/12/2024 | | |
|---|--|---|---|---|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|---|---|--------------------------|-------------------|-------------------|---|---|---|
| Année 1 | | Session 1 | | | | | | | session 2 (pour les CF uniquement) | | | | | | | |
| cours (CF / CDM / séminaire) | type de contrôle continu (CC) ou terminal (CT) | nombre d'évaluations (pour le CC uniquement) 2, 3 ou 4* | | | type d'évaluation | | | | durée de l'épreuve sur table 1) 1heure 2) 2heures 3) 3heures 4) 4heures | type d'évaluation | | | | durée de l'épreuve sur table 1) 1heure 2) 2heures 3) 3heures 4) 4heures | | |
| | | 2 | 3 | 4 | oral | devoir maison individuel | travail collectif | épreuve sur table | | oral | devoir maison individuel | travail collectif | épreuve sur table | | | |
| CF Droit constitutionnel | CT | | | | | | | x | 3 | | | | X | 3 | | |
| CF Le droit. Productions, perceptions, acteurs | CT | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| CF Introduction à l'analyse économique | CT | | | | | | | x | 2 | | | | X | 2 | | |
| CF Vie politique française contemporaine | CT | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| CF Economie de l'entreprise | CT | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| CF Sociologie politique | CT | | | | | | | x | 2 | x | | | | | | |
| CF La France des années 1870 à 1944 | CT | | | | | | | x | 3 | | | | x | 3 | | |
| CF Enjeux politiques et sociaux de la transition environnementale | CT | | | | | | | | | x | 1 | | | | x | 1 |
| CF Introduction aux Sciences Sociales | CT | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 |
| CF Histoire des totalitarismes au XXe siècle | CT | | | | | | | | | x | 4 | | | | x | 4 |
| CDM Droit constitutionnel | CC | | x | | x | x | x | x | 2 | *article 3, §3 du REE: "À l’exception des CDM dont la durée totale est inférieure à 10h, le contrôle continu repose sur 2 à 4 notes différentes correspondant à des évaluations orales ou écrites, individuelles ou collectives". | | | | | | |
| CDM Sociologie politique | CC | | | x | x | x | x | x | 2 | | | | | | | |
| CDM Histoire de la France de 1870 à 1944 | CC | | x | | | | | | | | | | | | | |
| CDM Introduction à l'analyse économique | CC | | x | | x | | x | x | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Anglais LV1 | CC | | | x | x | | x | x | 2 | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Espagnol LV1 | CC | | x | | x | | | x | 1 | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Allemand LV1 | CC | | x | | x | | | x | 1 | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Italien LV1 | CC | | | x | x | x | x | x | 1 | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Anglais LV2 | CC | | | x | x | | x | x | 2 | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Espagnol LV2 | CC | | x | | x | | | x | 1 | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Allemand LV2 | CC | | | | | | | x | 1 | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Italien LV2 | CC | | | x | x | x | x | x | 1 | | | | | | | |
| CDM Arabe | CC | | x | | x | x | | x | 2 | | | | | | | |
| CDM Portugais | CC | | x | | x | x | | x | 1H30 | | | | | | | |
| CDM langues asiatiques | CC | | | | x | | | x | 2 | | | | | | | |
| CDM Russe | CC | | | x | x | x | x | | | | | | | | | |
| CDM Projet professionnel | CC | | | | | x | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | validation C.A. | date : 06/12/2024 | | |
|---|---|---|---|---|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|---|---|--------------------------|-------------------|-------------------|---|----------------------|---|---|
| Année 2 | | Session 1 | | | | | | | session 2 (pour les CF uniquement) | | | | | | | | |
| cours (CF / CDM / séminaire) | type de contrôle continu (CC) ou terminal (CT) | nombre d'avaluations (pour le CC uniquement) 2, 3 ou 4* | | | type d'évaluation | | | | durée de l'épreuve sur table 1) 1heure 2) 2heures 3) 3heures 4) 4heures | type d'évaluation | | | | durée de l'épreuve sur table 1) 1heure 2) 2heures 3) 3heures 4) 4heures | | | |
| | | 2 | 3 | 4 | oral | devoir maison individuel | travail collectif | épreuve sur table | | oral | devoir maison individuel | travail collectif | épreuve sur table | | | | |
| CF Institutions nationales, européennes et internationales | CT | | | | | | | x | 1 | | | | x | 1 | | | |
| CF Introduction à l'étude des droits et libertés | CT | | | | | | | x | 1 | | | | X | 1 | | | |
| Cf Relations internationales : enjeux et débat contemporains | CT | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | |
| CF Droit administratif | CT | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | |
| CF Les grands courants de la pensée économique : histoire et influences | CT | | | | | | | | | x | 2 | | | | X | 2 | |
| CF Histoire et théorie de la communication | CT | | | | | | | | | x | 3 | | | | x | 3 | |
| semaine Inégalités et exclusions sociales : genre, race et classe | CT | | | | | | | x | | x | | | X | | | | |
| CF Sociologie historique de l'Etat | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 |
| CF Economie internationale | CT | | | | | | | | | | x | 1 | | | | | |
| CF Histoire de la France depuis 1945 | CT | | | | | | | | | | x | 3 | | | | x | 3 |
| CF Philosophie et doctrines politiques | CT | | | | | | | x | 2 | | | | X | 2 | | | |
| CDM Histoire de la France depuis 1945 | CC | | | | x | x | x | x | 2 | *article 3, §3 du REE: "À l’exception des CDM dont la durée totale est inférieure à 10h, le contrôle continu repose sur 2 à 4 notes différentes correspondant à des évaluations orales ou écrites, individuelles ou collectives". | | | | | | | |
| CDM Philosophie et doctrines politiques | CC | | | x | x | x | | | | | | | | | | | |
| CDM Méthodologie des sciences sociales | CC | | | | x | x | x | | | | | | | | | | |
| CDM Économie internationale | CC | | | | x | x | x | x | | | | | | | | | |
| CDM Communication et enjeux contemporains | CC | | | | | x | x | x | | | | | | | | | |
| CDM Droit administratif | CC | x | | | x | x | x | | | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Anglais LV1 | CC | | | x | x | | x | x | 2 | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Espagnol LV1 | CC | | x | | x | | | x | | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Allemand LV1 | CC | | x | | x | | x | | 1 | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Italien LV1 | CC | | | x | x | x | x | x | 1 | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Anglais LV2 | CC | | | x | | | x | x | 2 | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Espagnol LV2 | CC | | x | | x | | x | x | 1 | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Allemand LV2 | CC | | x | | | | | x | 1 | | | | | | | | |
| CF Civilisation et langue vivante / CDM Italien LV2 | CC | | | x | x | x | x | x | 1 | | | | | | | | |
| CDM Arabe | CC | | x | | x | x | | x | 2 | | | | | | | | |
| CDM Portugais | CC | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CDM langues asiatiques | CC | | | | x | | | x | 2 | | | | | | | | |
| CDM Russe | CC | | | x | x | x | x | | | | | | | | | | |
| CDM Projet professionnel | CC | | | | | x | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | validation C.A. | date : 06/12/2024 | | | | |
|---|--|---|---|---|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|---|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|---|----------------------|---|---|--|--|
| Année 4 | | session 1 | | | | | | | session 2 (pour les CF uniquement) | | | | | | | | | | |
| cours (CF / CDM / séminaire) | type de contrôle continu (CC) ou terminal (CT) | nombre d'évaluations (pour le CC uniquement) 2, 3 ou 4* | | | type d'évaluation | | | | durée de l'épreuve sur table 1) 1heure 2) 2heures 3) 3heures 4) 4heures | type d'évaluation | | | | durée de l'épreuve sur table 1) 1heure 2) 2heures 3) 3heures 4) 4heures | | | | | |
| | | 2 | 3 | 4 | oral | devoir maison individuel | travail collectif | épreuve sur table | | oral | devoir maison individuel | travail collectif | épreuve sur table | | | | | | |
| CF Institution et processus décisionnel de l'UE | CT | | | | | | | x | 3 | | | | x | 3 | | | | | |
| CF Politiques Publiques | CT | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | | |
| CF Histoire des relations internationales | CT | | | | | | | | | x | 3 | | | | x | 3 | | | |
| CF Politique économique et mondialisation | CT | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | | |
| AGP - CF Sociologie de l'action collective | CT | | | | | | | | | x | 4 | | | | x | 4 | | | |
| AGP - CF Management de l'organisation publique | CT | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | | |
| AI - CF Europe : Transformations de l'État, politiques publiques et théories économiques : point de vue international | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | X | 2 | | |
| AI - CF Amérique du Nord - Crime and Punishment in the US | CT | | | | | | | | | x | | | x | | | | | | |
| AI - CF Asie - Enjeux politiques et géopolitiques de l'Asie | CT | | | | | | | | x | | | | | x | | | | | |
| AI- CF Monde Arabe - Penser le monde arabe | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| AI - CF Enjeux économique de l'environnement | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | X | 2 | | |
| AI - CF Faire de la géopolitique au XXIe siècle | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | | | |
| AI - CF Amérique latine - Sociologie politique de l'Amérique latine | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| AI - CF Russie - Les élites économiques en Russie post-soviétique | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | | | | |
| AI - Afrique - La mondialisation en Afrique | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | | | | |
| AJ - CF Droit des obligations | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| AJ - CF Concepts juridiques fondamentaux | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| AlterEurope - CF Les Balkans et la Turquie | CT | | | | | | | | | | x | 4 | | | | | | | |
| AlterEurope - CF Droit du Conseil de l'Europe | CT | | | | | | | | | | x | 1 | | | | x | 1 | | |
| AlterVilles - CF Histoire urbaine | CT | | | | | | | | | | x | 2 | x | | | | | | |
| AlterVilles - CF Etudes urbaines | CT | | | | | | | | | x | | | x | | | | | | |
| AP - CF Sociologie électorale comparée | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| AP - CF Droit fiscal | CT | | | | | | | | | | x | 1 | | | | X | 1 | | |
| AP - CF Économie publique | CT | | | | | | | | | | x | 1h30 | | | | | | | |
| COM - CF Enjeux du numérique | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | X | 2 | | |
| COM - CF Economie de la connaissance | CT | | | | | | | | | x | | | | x | | | | | |
| COM - CF Communication des organisations | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| ComCI - CF Etudes culturelles | CT | | | | | | | | | x | | | x | | | | | | |
| ComCI - CF Image et régimes de visibilité | CT | | | | | | | | | | x | 3 | | | | x | 3 | | |
| EDG - CF Droit international public | CT | | | | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| EDG - CF Violence politique COURS ANNULÉ | CT | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| EMORH - CF Organisations, travail et emploi | CT | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | | | | |
| EMORH - CF Management stratégique et ressources humaines | CT | | | | | | x | | | | x | | | | | | | | |
| FM - CF Le système monétaire et financier international en perspective | CT | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|----|---|---|---|---|---|---|---|-------|---|---|--|---|---|---|---|
| FM- CF Firmes multinationales et attractivité des territoires | CT | | | | | | | x | 2 | | | | x | 2 | | |
| JOUR - CF Sociologie du journalisme | CT | | | | | | | x | 3 | x | | | | | | |
| RIC - CF Protection internationale des droits de l’Homme | CT | | | | | | | x | 3 | | | | | | x | 3 |
| RIC - CF Sécurité(s) et renseignement | CT | | | | | x | | | | | x | | | | | |
| TER - CF Institutions et organisations européennes | CT | | | | | | | x | 3 | x | | | | | | |
| TER - CF Politiques des migrations et de l'accueil | CT | | | | | | | | | | | | | | | |
| TER - CF Politiques sociales comparées | CT | | | | | | | | | | | | | | | |
| TER - CF Politiques du développement durable | CT | | | | | | | X | 3 | X | | | | | | |
| TER - CF Droit du gouvernement et des politiques urbaines | CT | | | | | | | x | 3 | | | | | | | |
| TeTra - CF Gouvernances et politiques des territoires | CT | | | | | | | X | 3 | X | | | | | | |
| TeTra - CF Enjeux écologiques | CT | | | | | | | X | 2 | | | | | | x | 2 |
| CDM Anglais LV1 | CC | x | | | x | | x | | | *article 3, §3 du REE: "À l’exception des CDM dont la durée totale est inférieure à 10h, le contrôle continu repose sur 2 à 4 notes différentes correspondant à des évaluations orales ou écrites, individuelles ou collectives". | | | | | | |
| CDM Allemand LV1 | CC | | x | | x | | x | | | | | | | | | |
| CDM Espagnol LV1 | CC | | x | | x | x | | | | | | | | | | |
| CDM Italien LV1 | CC | | | x | x | x | x | x | 1 | | | | | | | |
| CDM Anglais LV2 | CC | x | | | x | | x | | | | | | | | | |
| CDM Allemand LV2 | CC | | x | | x | | x | | | | | | | | | |
| CDM Espagnol LV2 | CC | | x | | x | x | | | | | | | | | | |
| CDM Italien LV2 | CC | | | x | x | x | x | x | 1 | | | | | | | |
| CDM Anglais renforcé | CC | | x | | x | | x | x | 1 | | | | | | | |
| CDM Russe | CC | x | | | | | | x | | | | | | | | |
| AP - CDM Action publique et territoires | CC | | | | x | x | x | | | | | | | | | |
| AP - CDM Finances publiques | CC | x | | | | | x | x | 2 | | | | | | | |
| AI - CDM - Mondialisation, modernité et religions | CC | | | | | | | | | | | | | | | |
| AI - CDM Droit du commerce international | CC | x | | | | x | x | | | | | | | | | |
| AI - CDM Violence internationale et gestion des conflits | CC | | x | | | x | x | | | | | | | | | |
| AI - CDM Gestion internationale de l'entreprise | CC | | | | x | | | x | 4 | | | | | | | |
| AI - CDM Sociologie politique de l'international | CC | x | | | | x | x | | | | | | | | | |
| AI - CDM Sociologie politique de l'international | CC | | x | | x | | | x | 45 mn | | | | | | | |
| AJ - CDM Contentieux constitutionnel et administratif | CC | | x | | x | x | | x | | | | | | | | |
| AJ - CDM Droit public économique | CC | | | | | | | | | | | | | | | |
| AlterEurope - CDM looying et plaidoyers aux échelles européenne et internationale | CC | x | | | | | x | | | | | | | | | |
| AlterEurope - CDM Relations commerciales internationales de l'UE | CC | | | | | | | | | | | | | | | |
| AlterVilles - CDM Démocratie urbaine | CC | x | | | x | | | x | 3 | | | | | | | |
| AlterVilles - CDM Pouvoirs urbains | CC | | | | | | | | | | | | | | | |
| ComCI - CDM Politiques culturelles | CC | | | | | x | x | x | | | | | | | | |
| ComCI - CDM Dynamique de projet, innovation et créativité | CC | X | | | X | | X | | | | | | | | | |
| EMORH - CDM Politiques publiques de l'emploi | CC | x | | | x | | | x | 1 | | | | | | | |
| EMORH - CDM Outils de gestion | CC | x | x | | x | x | x | x | 2 | | | | | | | |
| IPA - CDM Comparative Law | CC | | | | | | | x | 1 | | | | | | | |
| JOUR - CDM Introduction à la culture statistique et au traitement des données | CC | x | | | | x | | x | 2 | | | | | | | |
| JOUR - CDM Analyse du discours | CC | x | | | x | x | | | | | | | | | | |
| JOUR - CDM Actualité des médias | CC | x | | | x | | x | | | | | | | | | |
| TeTra - CDM Économie et environnement | CC | x | | | x | x | | | | | | | | | | |
| TeTra - CDM Méthodologie de projet | CC | | | | | | | X | | | | | | | | |
| Séminaire - L'Union européenne, quelle forme politique? | CC | | x | | x | x | | | | | | | | | | |
| Séminaire - | CC | | | x | x | x | | | | | | | | | | |
| Séminaire - | CC | | x | | x | x | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|----|---|---|---|---|---|--|--|
| aire - Risques internationaux et nouveaux paradigmes de la sé | CC | x | | | | x | | |
| Séminaire - | CC | x | | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | x | | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | x | | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | | | | | x | | |
| Séminaire - | CC | | | x | x | x | | |
| Séminaire - | CC | x | | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | | x | | x | | | |
| Séminaire - | CC | | x | | x | x | | |
| re - Penser la défense et concevoir la sécurité dans un monde | CC | x | | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | x | | | | x | | |
| Séminaire - | CC | x | | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | x | | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | x | | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | | x | | | x | | |
| Séminaire - | CC | | x | | x | x | | |
| Séminaire - | CC | | | x | x | x | | |
| Séminaire - | CC | | | x | x | x | | |
| Séminaire - | CC | | x | | x | | | |
| Séminaire - | CC | x | | | X | X | | |
| Séminaire - | CC | x | | | | x | | |
| Séminaire - | CC | | | | | x | | |

| | | | | | | | | | | | validation C.A. | date : 06/12/2024 |
|------------------------------|--|--------------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|---|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|---|
| Année 5 - tronc commun | Session 1 | | | | | | session 2 (pour les CT uniquement) | | | | | |
| cours (CF / CDM / séminaire) | type de contrôle continu (CC) ou terminal (CT) | nombre d'évaluations (pour le CC) | type d'évaluation | | | | durée de l'épreuve 1) 1heure 2) 2heures 3) 3heures 4) 4heures | type d'évaluation | | | | durée de l'épreuve 1) 1heure 2) 2heures 3) 3heures 4) 4heures |
| | | | oral | devoir maison individuel | travail collectif | épreuve sur table | | oral | devoir maison individuel | travail collectif | épreuve sur table | |
| Droit et société | CT | | | | x | | | | | | | |
| Droit du travail | CT | | | | | x | 1 | | | | | |
| CF Secteur AI | CT | | | | | x | | | | | | |
| CF Secteur AP | CT | | | | | | | | | | | |
| CF Secteur COM | CT | | | x | | | | | x | | | |
| CF Secteur TER | CT | | | | | | | | | | | |



Architecture de la spécialité de 5^e année Management, Action Culturelle et International (MACI)

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 22 ;

Vu la délibération n° 10 du Conseil d'administration du 27 septembre 2024 ;

Vu le Règlement des études et des examens, notamment son article 39.10 et son annexe 2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission des Études et de la Vie Étudiante du 19 novembre 2024,

Exposé des motifs

L'architecture de la spécialité Management, Action Culturelle et International (MACI) de 5^e année doit être adaptée aux besoins du monde culturel professionnel.

Proposition

Il est proposé aux administrateurs et aux administratrices d'approuver en prévision de la rentrée universitaire 2025-2026 un article 39.10 du Règlement des études et des examens (REE) modifié tel que présenté en annexe.

Le Règlement des études et des examens 2025-2026 consolidé sera présenté à un Conseil d'administration ultérieur. Le règlement de l'année 2024-2025 n'est pas modifié.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé l'architecture de la spécialité de 5^e année Management, Action Culturelle et International (MACI), conformément au document en annexe.

Résultats des votes : *adoptée*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER

Architecture de la spécialité de 5^e année Management, Action Culturelle et International (MACI)

ANNEXE

Le tableau à l'article 39.10 du Règlement des études et des examens sera modifié comme suit :

TABEAU ACTUEL

| Spécialité professionnelle | | Nombre d'heures d'enseignement | Coefficient | ECTS |
|---|--|--------------------------------|-------------|------|
| Management, action culturelle & international (MACI) | | | | |
| UE Enseignements de spécialité | UE Connaissances et compétences transversales (anglais, droit, suite office) | 63 | 4 | 5 |
| | UE Financement Européen | 50 | 2 | 5 |
| | UE Coopération culturelle internationale | 23 | 2 | 3 |
| | UE Management de projets et des entreprises culturelles | 67 | 4 | 6 |
| | UE Projets tutorés | 80 | 3 | 6 |
| UE Expérience professionnelle | | | 15 | 20 |
| Stage de fin d'études de 4 à 6 mois équivalent temps plein ou projet en entreprise pour les apprenants en formation continue. | | | | |
| Total Module de spécialisation | | 283 | 30 | 45 |

TABEAU PROPOSÉ

| Spécialité professionnelle | | Nombre d'heures d'enseignement | Coefficient | ECTS |
|---|--|--------------------------------|-------------|------|
| Management, actions culturelle & internationale (MACI) | | | | |
| UE Enseignements de spécialité | UE Connaissances et compétences transversales (anglais, droit, suite office) | 63 | 4 | 5 |
| | UE Financements Européens | 40 | 2 | 6 |
| | UE Coopération culturelle internationale | 40 | 2 | 3 |
| | UE Management de projets et des entreprises culturelles | 67 | 4 | 6 |
| | UE Projets culturels | 70 | 3 | 5 |
| UE Expérience professionnelle | | | 15 | 20 |
| Stage de fin d'études de 4 à 6 mois équivalent temps plein ou projet en entreprise pour les apprenants en formation continue. | | | | |
| Total Module de spécialisation | | 280 | 30 | 45 |



Création du Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI)

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 22 ;

Vu la délibération n° 10 du Conseil d'administration du 27 septembre 2024 ;

Vu le Règlement des études et des examens, notamment son article 39.10 et son annexe 2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission des Études et de la Vie Étudiante du 19 novembre 2024,

Exposé des motifs :

Depuis le premier semestre de l'année 2024-2025, Sciences Po Lyon met en œuvre un partenariat pédagogique avec d'une part, l'INSA Lyon et d'autre part, l'École Centrale de Lyon.

Proposition :

Il est proposé aux administrateurs et administratrices de créer à la rentrée universitaire 2025-2026 un Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI) dont les cours se répartissent ainsi :

- au premier semestre, seuls les cours d'ouverture (CO) et cours fondamentaux (CF) sont proposés ; les élèves choisissent quatre cours ;
- au second semestre, seuls les CO et cours spécialisés (CS) sont proposés ; les élèves choisissent deux cours.

Ce certificat s'adresse uniquement aux étudiants et étudiantes de l'INSA Lyon et de l'École Centrale de Lyon ayant déjà suivi certains CO et/ou CS de Sciences Po Lyon et souhaitant encore renforcer la place des sciences sociales dans leur formation académique.

Le CEPPI sera ultérieurement matérialisé par l'introduction d'un chapitre 9 dans le Règlement des études et des examens (REE), conformément au document joint en annexe. Le règlement de l'année 2024-2025 n'est pas modifié.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé la création du Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI).

Résultats des votes : *adoptée*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

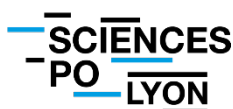
Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER
Gilles LE CHATELIER



Création du Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI)

Dans le Règlement des études et des examens, après le chapitre 8 sera inséré un chapitre 9 dédié au Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI).

Ses articles sont numérotés de 99 à 102.

Les chapitres 9 et suivants actuels ainsi que leurs articles seront renumérotés.

CHAPITRE 9 – DISPOSITIONS RELATIVES AU CERTIFICAT D'ÉTUDES POLITIQUES POUR L'INGÉNIEUR (CEPPI)

ARTICLE 99 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dans le cadre d'un partenariat associant Sciences Po Lyon, l'École Centrale de Lyon (ECL) et l'Institut national des Sciences Appliquées de Lyon (INSA Lyon), est institué, par l'IEP de Lyon, un Certificat d'Etudes Politiques pour l'Ingénieur (CEPPI) composés de six enseignements issus de l'offre de formation du 1^{er} cycle ou du 2nd cycle du diplôme.

ARTICLE 100 : ADMISSION

Le CEPPI est ouvert aux étudiantes inscrites et aux étudiants inscrits à l'ECL et INSA Lyon et sélectionnés par la direction de la formation de ces deux établissements.

Les élèves s'inscrivent (en plus de leur inscription à l'ECL et INSA Lyon) à Sciences Po Lyon en CEPPI. Ils s'acquittent du paiement des droits d'inscription propres à ce certificat.

ARTICLE 101 : MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Les étudiantes et les étudiants choisissent sur deux semestres, six enseignements de 22h ou de 24h chacun dans une liste proposée annuellement :

- Au premier semestre, de Cours d'ouverture (1^{re} cycle), et de Cours Fondamentaux du diplôme (1^{er} et 2nd cycles) ou des Diplômes d'établissement ;
- Au second semestre, de Cours d'ouverture (1^{er} cycle) et de Cours spécialisés (2nd cycle).

Cette liste est arrêtée au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'entrée dans le CEPPI.

Un contrat pédagogique est élaboré chaque semestre par la Direction des études de Sciences Po Lyon en concertation avec l'étudiante inscrite ou l'étudiant inscrit au CEPPI et la Direction de la formation de l'ECL ou INSA Lyon.

ARTICLE 102 : VALIDATION

Le CEPPI est délivré aux étudiantes et aux étudiants qui ont suivi l'ensemble des enseignements qui le composent et qui obtiennent au moins une moyenne générale de 10/20.

L'évaluation des enseignements est réalisée sous la forme d'un examen final (examen sur table, dossier individuel ou en groupe, etc.) dans les mêmes conditions que pour les étudiantes et les étudiants de l'IEP.



**Diplôme inter-établissements du CHELS : « Grandes transitions : mesurer
et comprendre pour agir »**

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-2, D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 22 ;

Vu l'avis favorable de la Commission des Études et de la Vie Étudiante du 19 novembre 2024,

Exposé des motifs

Le Collège des Hautes Études Lyon Sciences (CHELS), composé de huit établissements, crée un parcours transdisciplinaire relatif aux grandes transitions et aux défis sociétaux, climatiques, environnementaux et démocratiques. Prévu pour ouvrir lors de l'année universitaire 2025-2026, ce diplôme est préparé en un an et comprend notamment 293 heures de cours et au minimum 4 mois de stage.

Proposition

Il est proposé aux administrateurs et aux administratrices d'approuver en prévision de la rentrée universitaire 2025-2026 la création du diplôme inter-établissements du CHELS « Grandes transitions : mesurer et comprendre pour agir », conformément à sa maquette présentée en annexe.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé la création du diplôme inter-établissements du CHELS « Grandes transitions : mesurer et comprendre pour agir », conformément à sa maquette présentée en annexe.

Résultats des votes : *adopté*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *19*

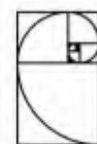
Contre : *4*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration

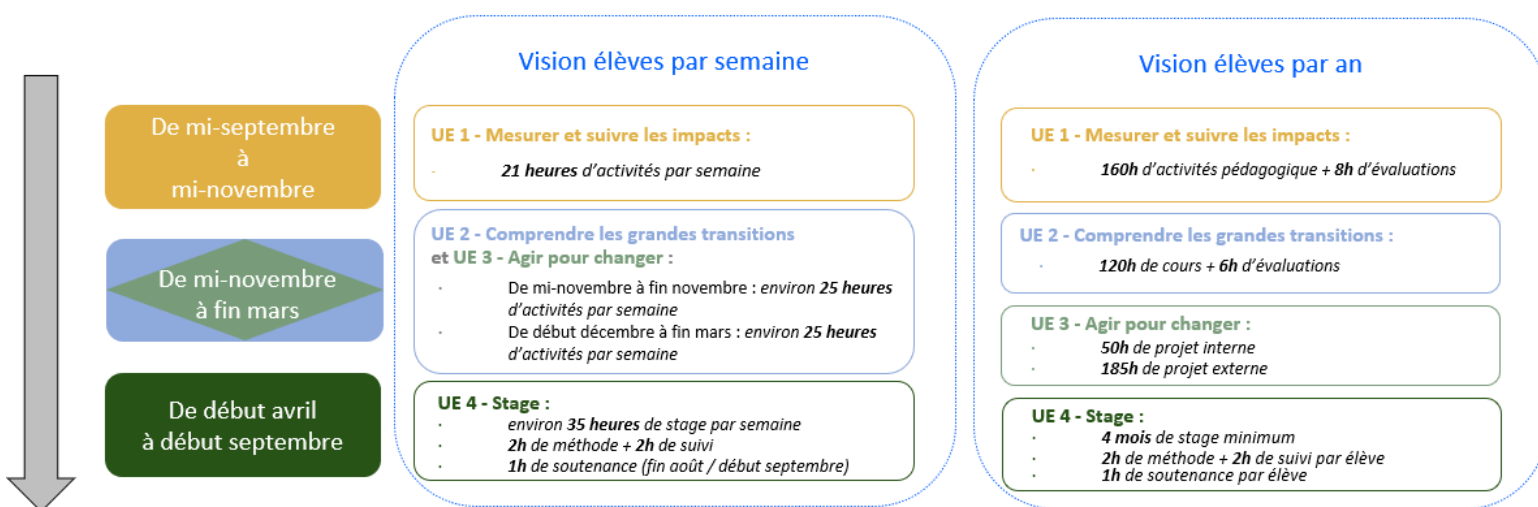
Gilles LE CHATELIER



Gestion administrative

Grandes transitions : mesurer et comprendre pour agir

► Maquette pédagogique :



Dans l'UE 1, les élèves seront accueillis alternativement par chaque établissement. Dans l'UE2 et 3, les enseignements auront lieu à l'ENS.

Répartition des heures élèves :

- Heures de cours : **293h**
- Heures d'accompagnement projets et stage : **21h**
- Heures de travail en autonomie : **208h + travail stage**

► Païement des heures :

- Les heures effectuées dans le DIE pourront être considérées comme des **heures de service (statutaire ou complémentaire)** ou des **heures vacations**, au choix de l'établissement d'origine de l'enseignant concerné :
 - Les **heures de service statutaire ou complémentaire** sont **rémunérées par l'établissement d'origine**, selon sa propre grille de rémunération ;
 - Les **heures vacations** sont **rémunérées par l'établissement gestionnaires du DIE**, selon sa propre grille.
- Les heures effectuées dans l'**UE 1** (semaines de découverte dans chaque établissement) seront des **heures rémunérées directement par chaque établissement d'origine de l'enseignant concerné**.
- Les heures effectuées dans les UE2 et 3 peuvent être rémunérées par l'établissement d'origine ou par l'établissement gestionnaire du DIE.

► **Maquette financière :**

Cf. Annexe maquette financière.

► **Répartition gestion administrative :**

*Etablissement 1 : établissement porteur de la gestion centralisée par un référent CHELS - **ENS de Lyon** (accord hébergement, discussion en cours sur la gestion des vacances)*

- Hébergement de la formation (salle de cours UE 2 et UE 3)
- Gestion des heures des intervenants (UE 2, UE 3, UE 4) si choix de l'établissement d'origine d'être rémunéré par vacation : grille de rémunérations de l'*établissement 1*
- Inscription administrative centralisée et suivi de scolarité
- Plannings étudiants et intervenants
- Gestion administrative des stages (conventions)
- Gestion administrative des notes et des compétences

*Etablissement 2 : établissement porteur de la direction pédagogique en lien avec les 8 autres établissements du CHELS - **Centrale Lyon***

La direction pédagogique comprend :

- Le responsable du comité de pilotage pédagogique composé d'enseignants référents de chaque établissement (un membre par établissement)
- Le recrutement des enseignants
- L'animation pédagogique de l'équipe enseignante
- L'animation de la journée de rentrée
- Le suivi pédagogique des étudiants
- Validation pédagogique des sujets de stage
- Gestion pédagogique des notes et des compétences, et présidence du jury de diplôme

*Etablissement 3 : établissement porteur du numérique - **Sciences Po Lyon***

- Plateforme numérique (Moodle commun dès la rentrée)
- Outil évaluation compétences, si nécessaire

Note de Présentation du diplôme du Collège des Hautes Études Lyon Sciences

Grandes transitions : mesurer et comprendre pour agir

► Contexte :

Le Collège des Hautes Études Lyon Sciences, composé de huit établissements de renom, a pour objectif d'amener des étudiants à traiter de manière transdisciplinaire et complémentaire les grandes transitions et à relever les défis sociétaux, climatiques, environnementaux et démocratiques.

Face à l'ampleur des enjeux et à l'urgence à agir, le Collège des Hautes Études Lyon Sciences a lancé en 2023 la réflexion sur la création d'un diplôme inter-établissements porté par les huit membres du Collège, en associant les étudiants des différents établissements dès la constitution du groupe de travail.

Cette formation transdisciplinaire en un an vise à former des étudiants issus de formations différentes sur les grandes transitions, au travers d'enseignements croisés, de mises en situation, et d'un stage. Elle comprendra environ 300 h de formation, 200 h de projet et un stage de 4 mois minimum.

Ce diplôme est unique en France de par sa transdisciplinarité et l'implication des huit établissements membres du Collège. Son lancement est prévu pour la rentrée 2025 avec une promotion d'environ 24 étudiants.

► Public concerné :

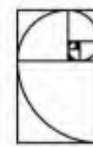
Le recrutement est ouvert aux étudiants à partir du niveau bac+3, bac+4, bac+5 sans prérequis disciplinaire spécifique.

Le recrutement s'effectuera sur dossier et entretien avec une attention particulière accordée à la qualité du parcours de l'étudiant, sa motivation et son projet personnel et/ou professionnel.

► Objectifs pédagogiques :

La formation vise trois objectifs pédagogiques principaux :

- **Savoir manipuler la pluridisciplinarité** : comprendre les notions de base et le vocabulaire spécifique à chaque discipline, monter en compétence hors de sa formation d'origine, faire dialoguer entre elles les disciplines et prendre conscience de la complexité des enjeux ;
- **Développer une vision systémique transdisciplinaire sur les grandes transitions** : analyser les grandes transitions dans leur globalité et acquérir une expertise et un esprit critique sur des problèmes complexes et transversaux ;
- **Maîtriser les règles de la conduite du changement** : développer l'intelligence collective, faire preuve d'innovation, savoir manager face au changement et accompagner les transitions dans des structures publiques ou privées.



► Contenu pédagogique :

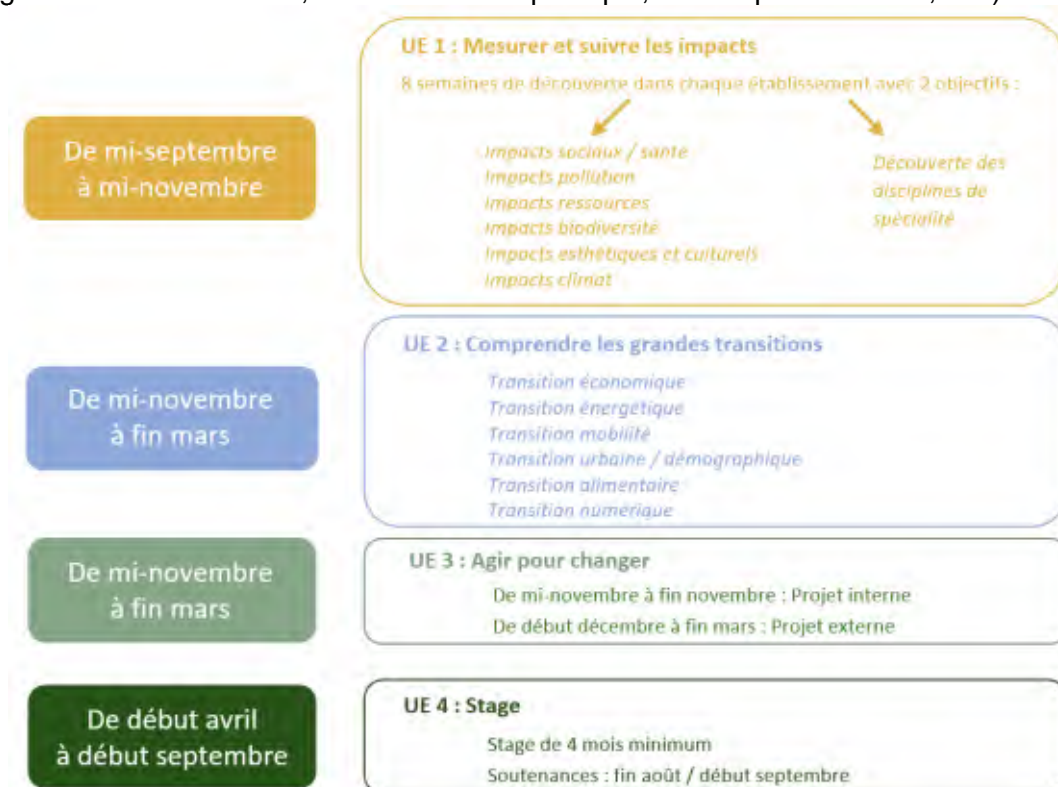
La maquette (cf. Schéma) est construite autour de **trois axes pédagogiques** :

- **Mesurer et suivre les impacts** avec une immersion d'une semaine d'enseignement dans chacun des établissements (semaine « découverte ») où les différents impacts seront abordés ;
- **Comprendre les grandes transitions** en les abordant à l'aide d'une vision historique, d'un constat actuel, de *focus* plus spécifiques mêlant approches sociétale, décisionnelle et technique, et en clôturant sur les futurs possibles ;
- **Agir pour changer** par la mise en situation à partir de cas concrets proposés par les partenaires du DIE et traités en mode projet par des groupes d'élèves de disciplines différentes. Un stage individuel de 4 mois minimum clôturera la formation.

La formation se déclinera autour de **six transitions** répondant à l'actualité :

- Transition économique
- Transition énergétique
- Transition mobilité
- Transition urbaine / Transition démographique
- Transition alimentaire
- Transition numérique

Chaque transition sera mise en perspective au regard de différents types d'impacts (climat, biodiversité, pollution, gestion des ressources, société et santé publique, esthétique et culturel, etc.).



► Tarifs :

- Etudiants CHELS : 1750€ non boursier / 0€ boursier
- Etudiants hors CHELS : 3500€ non boursier / 1750€ boursier

► Responsables du diplôme :

Coordinatrice du projet : Clotilde MINFRAY, Professeure des Universités, Centrale Lyon

Chargée de mission : Othilie JANNIN, Chargée de mission pour le Collège des Hautes Études Lyon Sciences

6 novembre 2024

**Lettre d'engagement des chefs d'établissement du
Collège des Hautes Études Lyon Sciences
pour un Diplôme Inter-Etablissements**

***Grandes transitions :
mesurer et comprendre pour agir***

Le Collège des Hautes Études Lyon Sciences, composé de huit établissements de renom, le Conservatoire National Supérieur Musique et Danse de Lyon, Centrale Lyon, l'École des Mines Saint-Etienne, l'École Normale Supérieure de Lyon, l'emlyon business school, Sciences Po Lyon, l'Université Jean Moulin Lyon 3 et VetAgro Sup, a pour objectif de former des étudiants et étudiantes capables de traiter la question des grandes transitions de manière transdisciplinaire et de relever ainsi les défis sociétaux, climatiques, environnementaux et démocratiques.

Le comité de direction, composé des chefs d'établissement des établissements membres du CHELS, a décidé de la mise en place d'une année de formation transdisciplinaire sur les grandes transitions. Un groupe de travail a été mis en place composé de représentants de chaque établissement ainsi que des vice-présidents et directeurs en charge des formations.

Lors d'une réunion le 27 juin 2024, le comité de direction a approuvé la maquette du diplôme inter-établissements avec le nombre d'heures d'enseignement et les modalités de participation des différents établissements, ainsi que les modalités d'organisation administrative et pédagogique.

Lors de la réunion le 3 octobre 2024, le comité de direction a validé le budget global de la formation.

Le comité de direction réaffirme sa volonté de mettre en place ce nouveau diplôme inter-établissements à la rentrée 2025 et demande au groupe de travail pédagogique de poursuivre la mise en œuvre de la maquette, la sollicitation des intervenants ainsi que les échanges sur les modalités administratives.

Mathieu Ferey, Directeur du *CNSMD de Lyon*

Pascal Ray, Directeur de *Centrale Lyon*

Isabelle Huault, Directrice de *l'emlyon business school*

Emmanuel Trizac, Président de *l'ENS de Lyon*

Jacques Fayolle, Directeur de *l'Ecole des mines Saint-Etienne*

Hélène Surrel, Directrice de *Sciences Po Lyon*

Gilles Bonnet, Président de *l'Université Jean Moulin Lyon 3*

Mireille Bossy, Directrice de *VetAgro Sup*



6/ Questions financières

Intégration du bâtiment du site Blandan (Public Factory) au patrimoine de l'IEP de Lyon

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment le 5° de son article 22 ;

Vu le recueil des normes comptables des organismes publics et l'arrêté du 19 juillet 2023 portant modification du Recueil des normes comptables applicables aux organismes visés aux 4° à 6° de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des règles relatives à la comptabilité générale de l'État, et notamment sa norme n° 6 relative aux immobilisations corporelles ;

Vu l'instruction comptable commune du 19 décembre 2023, et notamment les dispositions relatives à la comptabilisation d'un actif ;

Vu l'instruction du 29 janvier 2014 relative à la comptabilisation des transferts d'actifs entre entités du secteur public ;

Vu la convention de mandat « Projet Public Factory Parc Blandan entre l'IEP de Lyon et la ComUE Université de Lyon », du 28 mai 2020 ;

Considérant la présentation en conseil d'administration de la ComUE de Lyon Saint-Etienne du 17 décembre 2024, de manière corollaire, du transfert du bâtiment du site Blandan (Public Factory) du patrimoine de l'établissement agissant qualité de mandataire au bénéfice de l'IEP de Lyon ;

Exposé des motifs :

L'actif de l'IEP de Lyon est composé des éléments identifiables de son patrimoine ayant une valeur économique, dont des avantages économiques futurs sont attendus. Le critère juridique qu'est le droit de propriété n'est pas déterminant pour considérer un bien comme relevant de l'actif ; c'est l'existence d'un contrôle sur le bien qui oblige à l'inscrire à l'actif du bilan (ce contrôle est déduit de la maîtrise du bien, de la prise en charge de son entretien ou encore de la responsabilité en cas de dommage). La valeur du bien doit par ailleurs pouvoir être évaluée avec une fiabilité suffisante.

Le site Blandan, accueillant la Public Factory, est un projet immobilier ayant pour objet la création d'un laboratoire pédagogique. La Métropole de Lyon a mis à disposition de l'IEP de Lyon le bâtiment situé au 10, ruelle du Grand casernement (parc Sergent Blandan) et le foncier associé par bail emphytéotique d'une durée de 30 ans.

Les travaux ont quant à eux été effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la ComUE de Lyon Saint-Etienne.

S'agissant du financement, il est issu pour 1 433 000 euros de la Métropole de Lyon, pour 1 092 098 euros de l'IEP de Lyon, pour 518 459 euros de l'Etat, pour 300 000 euros de la ComUE de Lyon Saint-Etienne.

L'opération s'est achevée juillet 2023. La ComUE de Lyon Saint-Etienne doit désormais transférer ces éléments d'actif à l'IEP de Lyon. Le montant des biens à transférer est évalué à 3 343 557,61 euros.

Cette somme est financée pour 2 251 459 euros par des financements publics extérieurs, représentant 67,3% du montant de l'opération.

Proposition

Il est proposé aux administrateurs et administratrices d'approuver l'intégration conformément aux dispositions jointes en annexe.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé l'intégration du bâtiment du site Blandan (Public Factory) dans le patrimoine de l'IEP de Lyon conformément aux dispositions en annexe.

Résultats des votes : *adoptée*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*
Le président du Conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER



Intégration du bâtiment du site Blandan (Public Factory) au patrimoine de l'IEP de Lyon

ANNEXE

Article 1^{er} :

Les membres du Conseil d'administration approuvent la prise en compte au patrimoine immobilier de l'IEP de Lyon du bâtiment du site Blandan (*Public Factory*), pour un montant de 3 343 557,61 euros.

Article 2 :

S'agissant d'opérations de construction immobilière, la durée d'amortissement est de 30 ans.

Article 3 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Cadre applicable aux immobilisations

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Vu le recueil des normes comptables des organismes publics et l'arrêté du 19 juillet 2023 portant modification du Recueil des normes comptables applicables aux organismes visés aux 4° à 6° de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des règles relatives à la comptabilité générale de l'État ;

Vu l'instruction comptable commune du 19 décembre 2023 ;

Vu l'instruction juridique commune du 29 juin 2023,

Exposé des motifs :

Les biens acquis par l'IEP de Lyon peuvent être qualifiés de charges ou d'immobilisations. Les charges se rapportent au fonctionnement de l'établissement alors que les immobilisations renvoient à des biens acquis de façon durable, contrôlés par l'IEP de Lyon avec un coût évaluable. Ces biens immobilisés doivent faire l'objet d'une comptabilisation d'amortissement pendant toute la durée de leur valorisation dans l'actif de l'établissement.

Les critères de distinction entre les charges et les immobilisations et les durées d'amortissement qui sont applicables aux immobilisations doivent faire l'objet d'une délibération du Conseil d'administration.

Proposition :

- Définition d'une immobilisation et fixation des seuils de signification :

Une immobilisation se distingue d'une charge en comptabilité. Alors qu'une charge se rapporte au fonctionnement de l'établissement, une immobilisation renvoie à un bien qui pourra être utile à l'établissement de façon durable.

Le recueil des normes comptables pour les établissements publics (RNCEP) précise que la frontière entre charge et immobilisation étant parfois étroite, un « seuil de signification », qui permettra d'effectuer la distinction entre charge et immobilisation, pourra être déterminé par le Conseil d'administration de l'établissement.

Ce seuil est applicable aux dépenses prises individuellement, le regroupement par lot n'étant pas permis.

L'instruction juridique commune (IJC) recommande de s'appuyer sur le seuil fiscal d'immobilisation défini dans le Bulletin officiel des finances publiques (BOFIP), lequel correspond à une **valeur unitaire n'excédant pas 500 euros hors taxes**. Cette valeur est appréciée en tenant compte du prix d'achat mais également notamment :

- des frais d'installation et d'équipement ;
- des honoraires ;
- des frais de livraison ;
- des droits de douane et taxes

Les biens ayant une valeur d'achat unitaire supérieure à ce montant entrent ainsi dans l'actif de l'IEP de Lyon et font l'objet d'un inventaire.

Certains biens nécessitent un inventaire et un suivi particulier indépendamment de leur coût unitaire d'achat. Pour ces biens, il est proposé de les immobiliser **dès le 1^{er} euro**.

En synthèse, les biens sont immobilisés de la façon suivante :

| | Immobilisation dès le 1 ^{er} euro | Immobilisation dès 500 euros HT |
|---|---|---------------------------------|
| Matériel informatique et audiovisuel | Ordinateurs, tablettes, matériels audiovisuels, écrans, scanners, imprimantes | |
| Immobilisations incorporelles | Logiciels, brevets et droits d'exploitation, licences | |
| Autres biens | | Tous autres biens |

- Durées d'amortissement

La dépréciation des biens comptabilisés dans l'actif est constatée par l'amortissement. Celui-ci est calculé au prorata de la durée d'utilisation prévisible du bien.

Le calcul de l'amortissement est pratiqué **de façon linéaire**, ce qui conduit à constater les dépréciations de valeur de façon égale tout au long de la durée de vie du bien.

L'amortissement sera calculé **à compter de la date de mise en service** du bien (correspond à la livraison du bien ou à la mise en service pour un immeuble).

Les durées d'immobilisation retenues sont les suivantes :

| Nature de l'immobilisation | Durée d'immobilisation |
|---|------------------------|
| Immeubles | 30 ans |
| Constructions légères | 20 ans |
| Aménagements | 15 ans |
| Mobiliers de bureau | 10 ans |
| Véhicules | 10 ans |
| Matériels pédagogiques, scientifiques et industriels, outillages, collections de documentation, matériels informatiques et bureautiques, brevets et licences | 5 ans |
| Logiciels | 3 ans |

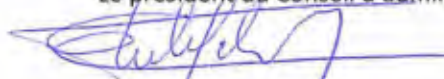
Ces seuils et durées d'amortissement sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé le cadre applicable aux immobilisations.

| |
|---|
| Résultats des votes : <i>adopté</i> |
| Membres présents ou représentés : <i>23</i> |
| Pour : <i>23</i> |
| Contre : <i>0</i> |

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*
Le président du Conseil d'administration


Gilles LE CHATELIER



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 14

Droits d'inscription au Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI)

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-2 et D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment ses articles 22 et 28 ;

Vu l'avis favorable de la Commission des Études et de la Vie Étudiante du 19 novembre 2024,

Exposé des motifs :

Depuis le premier semestre de l'année 2024-2025, Sciences Po Lyon met en œuvre un partenariat pédagogique avec d'une part, l'INSA Lyon et d'autre part, l'École Centrale de Lyon. Ce partenariat est renforcé par la création du Certificat d'études politiques pour l'ingénieur ouvert à compter de la rentrée universitaire 2025-2026. Il revient aux administrateurs et aux administratrices de fixer les droits d'inscription à ce certificat.

Proposition :

Il est proposé aux administrateurs et administratrices de fixer les droits d'inscription à 100 euros. Les étudiants boursiers sont exemptés de droits d'inscription sur justificatifs (notification attributive de bourses sur critères sociaux).

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé les droits d'inscription au Certificat d'études politiques pour l'ingénieur (CEPPI).

Résultats des votes : *adoptés*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le Président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 15

Droits d'inscription au diplôme inter-établissements du CHELS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 613-2, D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment son article 22 ;

Vu l'avis favorable de la Commission des Études et de la Vie Étudiante du 19 novembre 2024,

Exposé des motifs :

Sciences Po Lyon et les sept autres membres du CHELS s'associent pour proposer à compter de la rentrée universitaire 2025-2026 un nouveau diplôme intitulé « Grandes transitions : mesurer et comprendre pour agir ». La création de ce diplôme nécessite que les administrateurs et administratrices en fixent les droits d'inscription, en accord avec les sept autres organes dirigeants des établissements du CHELS.

Proposition

Il est proposé aux administrateurs et administratrices d'adopter les droits d'inscription suivants :

- étudiants d'un établissement du CHELS : 1750 euros pour les non boursiers et 0 euro pour les boursiers sur critères sociaux ;
- étudiants d'un établissement hors CHELS : 3500 euros pour les non boursiers et 1750 euros pour les boursiers sur critères sociaux.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé les droits d'inscription au diplôme inter-établissements du CHELS.

Résultats des votes : *adoptés*

Membres présents ou représentés : *23*

Pour : *19*

Contre : *4*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le Président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER

Bilan des actions financées par les produits de la CVEC en 2023

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 841-5, D. 741-9 à D. 741-11 et D. 841-9 ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment ses articles 22 et 28 ;
Vu l'avis favorable de la Commission CVEC du 12 novembre 2024,
Vu l'avis favorable de la Commission des Études et de la Vie Étudiante du 19 novembre 2024,

Exposé des motifs :

Les produits de la Contribution pour la Vie Étudiante et de Campus (CVEC) sont destinés à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé.

Les actions financées par les produits issus de la CVEC font l'objet d'un bilan annuel, approuvé par le conseil d'administration à l'occasion de la présentation du compte financier de l'année N-1, après consultation de la commission CVEC et de la CEVE.

Le bilan CVEC de l'année 2023 a fait l'objet d'un point inscrit dans le rapport de gestion du compte financier de l'exercice 2023. Il convient néanmoins que le conseil d'administration l'approuve par une délibération distincte.

Ainsi, les produits issus de la CVEC s'élèvent en 2023 à 109 594 euros. Ceux-ci-ci ont permis de mettre en œuvre des actions pour un montant total de 102 770,04 euros (soit 94 % d'exécution). Le reliquat de 2023 a par ailleurs permis d'abonder l'enveloppe dédiée de l'année 2024.

Proposition :

Il est proposé aux administrateurs et administratrices d'approuver le bilan financier des actions CVEC de l'année 2023 comme suit :

| Budget CVEC 2023 (4CE) | Réalisé en 2023 |
|-------------------------------------|-----------------|
| Projets étudiants | 18 266,00 |
| CVEC 2023 Conventions (sport) (1FG) | 2 000,00 |
| CVEC 2023 Aide sociale | 5 563,07 |
| CVEC 2023 Transports | 0,00 |
| CVEC 2023 Actions de prévention | 11 305,62 |

| | |
|---|------------|
| | |
| AS Lyon 2 | 8 546,95 |
| Apsytude | 29 612,40 |
| Fonds de solidarité (intégration vie associative) | 5 476,00 |
| Médecine préventive (1FG) | 11 000,00 |
| Convention prix Mirabeau/Artefact/JISPO | 8 500,00 |
| Contribution infrastructures sportives pour assos | 2 500,00 |
| TOTAL | 102 770,04 |

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé le bilan des actions financées par les produits de la CVEC en 2023.

Résultats des votes : *adopté*

Membres présents ou représentés : *23*

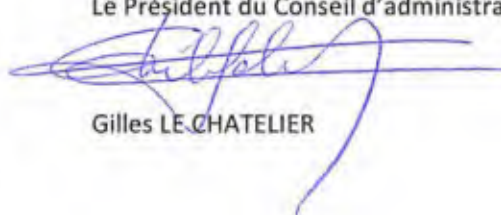
Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le Président du Conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 17

Appel à projets financés par les produits de la CVEC pour 2024

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 841-5, D. 741-9 à D. 741-11 et D. 841-9 ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment ses articles 22 et 28 ;
Vu l'avis favorable de la Commission CVEC du 12 novembre 2024 ;
Vu l'avis favorable de la Commission des Études et de la Vie Étudiante du 19 novembre 2024,

Exposé des motifs :

Les produits de la Contribution pour la Vie Étudiante et de Campus (CVEC) sont destinés à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé.

Les projets financés par les produits issus de la CVEC font l'objet d'un vote du conseil d'administration, après consultation de la commission CVEC et de la CEVE.

Un second appel à projets CVEC de l'année de 2024 a été lancée en novembre dernier, dont il convient de voter les projets retenus.

Proposition :

Il est proposé aux administrateurs et administratrices d'approuver les projets retenus dans le cadre de l'appel à projets CVEC de novembre 2024 comme suit :

| Association | Projet retenu | Somme allouée |
|--------------------------------------|--|---------------|
| BDA | Artefact | 2 000,00 |
| BDE | Gala d'hiver | 4 380,00 |
| BDS | JISPO | 4595,00 |
| Bobinophile | Court-métrage Artefact | 295,00 |
| Pamplemousse, SPLIC, Eh Mademoiselle | Table ronde sur les métiers de l'égalité | 200,00 |

| | | |
|-------|---|-----------|
| SPOTS | Spectacle de fin d'année, location de salle | 1 031,00 |
| Total | | 12 501,00 |

L'établissement attribue 480,92 euros sur ses fonds propres au projet « Village sport » du BDS, initialement proposé au financement par les produits de la CVEC.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé la liste des projets retenus dans le cadre de l'appel à projets CVEC de novembre 2024.

Résultats des votes : *adopté*

Membres présents ou représentés : *23*

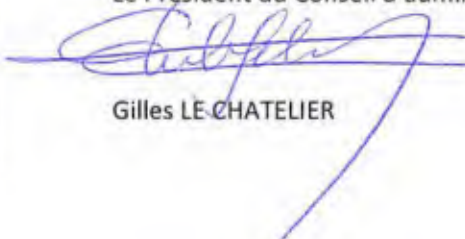
Pour : *22*

Contre : *1*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le Président du Conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 13

Programmation des actions financées par les produits de la CVEC en 2025

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 841-5, D. 741-9 à D. 741-11 et D. 841-9 ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements, notamment ses articles 22 et 28 ;
Vu l'avis favorable de la Commission CVEC du 12 novembre 2024 ;
Vu l'avis favorable de la Commission des Études et de la Vie Étudiante du 19 novembre 2024,

Exposé des motifs :

Les produits de la Contribution pour la Vie Étudiante et de Campus (CVEC) sont destinés à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé.

La programmation des actions financées par les produits issus de la CVEC fait l'objet d'un vote du Conseil d'administration, après consultation de la commission CVEC et de la CEVE.

Proposition :

Il est proposé aux administrateurs et administratrices d'approuver la programmation des actions financées par les produits de la CVEC en 2025 comme suit :

| Budget CVEC 2025 (4CE) | BI 2025 | Estim. fin 2024 | BI 2024 |
|---|-----------|-----------------|-----------|
| Projets étudiants | 30 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 |
| Aide sociale | 5 000,00 | 6128,00 | 10 000,00 |
| Conventions (sport) (1FG) | 2 000,00 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| AS Lyon 2 | 5 500,00 | 5 500,00 | 5 500,00 |
| Actions de prévention | 15 000,00 | 12 000,00 | 12 000,00 |
| Apsytude | 29 000,00 | 27 000,00 | 28 000,00 |
| Fonds de solidarité (intégration vie associative) | 14 000,00 | 8 732,70 | 10 000,00 |
| Médecin préventive (1FG) | 11 000,00 | 11 000,00 | 11 000,00 |
| Convention Prix Mirabeau/Artefact/JISPO | 7 500,00 | 7 500,00 | 7 500,00 |

| | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | |
| Contributions infrastructures sportives pour assos | 6 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| Total | 125 000,00 | 109 860,70 | 116 000,00 |

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé la programmation des actions financées par les produits de la CVEC en 2025.

Résultats des votes : *adoptée*

Membres présents ou représentés : *23*

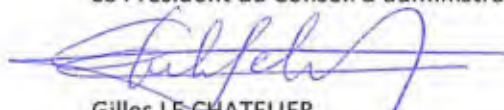
Pour : *23*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le Président du Conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 19

**Politique achats – cadeaux et frais de bouche pris en charge
par Sciences Po Lyon**

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Vu l'avis favorable du Comité social d'administration du 26 novembre 2024,

Exposé des motifs :

La Directrice de Sciences Po Lyon propose la prise en charge, sur le budget de l'IEP de Lyon, de certaines dépenses à caractère exceptionnel relevant de cadeaux et de frais de bouche, selon des modalités qu'il convient de fixer.

Un cadeau offert par Sciences Po Lyon ne peut pas revêtir de caractère personnel ou privé, sans rattachement possible aux missions de service public de l'établissement.

Il est admis que certaines de ces dépenses puissent relever d'une politique de ressources humaines.

Pour ne pas être considérés comme des avantages en nature et ainsi être assujettis aux cotisations et de contributions de Sécurité sociale applicables, le montant des cadeaux attribués à un agent au cours d'une année civile, ne doit pas excéder 5 % du plafond mensuel de la Sécurité sociale (soit 193 € en 2024).

Proposition

Les modalités de prise en charge par Sciences po Lyon de cadeaux et de frais de bouche sont fixées conformément au document en annexe.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé la politique d'achats en matière de cadeaux et frais de bouches pris en charge par Sciences Po Lyon, conformément au document en annexe.

Résultats des votes : *adoptée*

Membres présents ou représentés : 23

Pour : 23

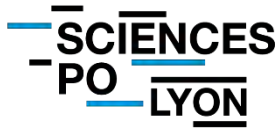
Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 6 décembre 2024

Le Président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



**Politique achats – cadeaux et frais de bouche pris en charge
par Sciences Po Lyon**

Références juridiques

Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements.

Exposé des motifs

La Directrice de Sciences Po Lyon propose la prise en charge, sur le budget de l'IEP de Lyon, de certaines dépenses à caractère exceptionnel relevant de cadeaux et de frais de bouche, selon des modalités qu'il convient de fixer.

Un cadeau offert par Sciences Po Lyon ne peut pas revêtir de caractère personnel ou privé, sans rattachement possible aux missions de service public de l'établissement.

Il est admis que certaines de ces dépenses puissent relever d'une politique de ressources humaines.

Pour ne pas être considérés comme des avantages en nature et ainsi être assujettis aux cotisations et de contributions de Sécurité sociale applicables, le montant des cadeaux attribués à un agent au cours d'une année civile, ne doit pas excéder 5 % du plafond mensuel de la Sécurité sociale (soit 193 € en 2024).

Proposition

Les modalités de prise en charge par Sciences po Lyon de cadeaux et de frais de bouche sont fixées comme suit :

| Type | Occasion(s) ou bénéficiaire(s) | Règle |
|---|---|---|
| Cadeaux (notamment fleurs, chocolats, bons d'achats, produits locaux, livres, et objets promotionnels) ou versements en numéraire | Départ en retraite | Prise en charge par l'établissement, uniquement si cérémonie institutionnelle |
| | Décès d'un collègue, en fonction ou en retraite, d'un étudiant ou | Prise en charge par |

| | | |
|-----------------|--|---|
| | d'une personnalité extérieure ayant rendu des services à l'établissement | l'établissement |
| | Palmes académiques et autres distinctions honorifiques | Prise en charge par l'établissement |
| | Rentrée universitaire du personnel et des étudiants | Prise en charge par l'établissement |
| | Cadeaux de Noël aux membres du personnel | Prise en charge par l'établissement |
| | Remerciements à des étudiants ou à des participants à un évènement organisé par Sciences Po Lyon | <p>Cadeau envisageable seulement si prévu dans un règlement (concours, jury...) et dont les modalités ont été validées par le Directeur ou la Directrice de l'établissement.</p> <p>Le cadeau comme rétribution en contrepartie d'un travail est exclu : l'exécution d'un travail donne lieu obligatoirement à la conclusion d'un contrat de travail ou de vacation</p> |
| | Remise du diplôme et remise de prix d'excellence à un diplômé | Prise en charge par l'établissement, à l'occasion de la cérémonie dédiée |
| | Réception et visites de personnalités extérieures et délégations étrangères (notamment dans le cadre de partenariats académiques internationaux) | Dans le cadre du protocole, des cadeaux peuvent être offerts à des délégations étrangères ou à des personnalités extérieures |
| Frais de bouche | Repas de fin d'année du personnel | Prise en charge par l'établissement |
| | Pot de départ | Non pris en charge par l'établissement |

| | | |
|--|--|---|
| | Cocktail de remise de palmés académiques et autres distinctions honorifiques | Prise en charge par l'établissement |
| | Réception au profit de partenaires et contributeurs d'une formation-action-recherche, de projet collaboratif ou d'enseignement-projet | Prise en charge par l'établissement |
| | Réceptions offertes à des personnalités étrangères à l'établissement, auxquelles participent éventuellement certains agents. Réceptions offertes à des agents de l'établissement dans le cadre d'un déjeuner ou d'un cocktail organisé à l'occasion d'un séminaire ou d'une journée de travail. | Prise en charge par l'établissement |
| | Petits-déjeuners mensuels de cohésion du personnel | Prise en charge par l'établissement |
| | Repas des membres du jury, dans le cadre d'une soutenance de thèse/HDR et de concours de recrutement de personnels administratifs | Prise en charge par l'établissement |
| | Pot de thèse | Pris en charge selon les modalités fixées par les laboratoires de recherche dont l'établissement est co-tutelle |
| | Remise du diplôme et remise de prix d'excellence (prix du mémoire) à un diplômé | Prise en charge par l'établissement à l'occasion d'une cérémonie. |

Un certificat administratif explicitant le cas auquel se rattache la dépense est produit à l'agent comptable, comme pièce justificative

Proposition de remise gracieuse

Vu le Code de l'éducation, notamment son article R. 719-89 ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et d'établissements ;
Vu l'instruction juridique commune du 26 septembre 2024 ;
Vu la demande du débiteur formulée le 29 novembre 2024 ;
Vu l'avis de l'agent comptable,

Exposé des motifs :

La remise gracieuse est décidée par le Directeur ou la Directrice de l'établissement, sur proposition du Conseil d'administration, après avis de l'agent comptable.

« Le débiteur d'une créance régulièrement mise à sa charge peut présenter à l'organisme une demande de remise gracieuse en invoquant tout motif justifiant de sa gêne ou de son indigence (situation de ressources, charges de famille, etc.) ». La remise de dette totale ou partielle fait disparaître le droit que détenait l'organisme sur son débiteur par extinction de la créance. Il en résulte que la remise gracieuse libère la responsabilité personnelle et pécuniaire de l'agent comptable.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,
Après avoir délibéré, a proposé la remise gracieuse pour un dossier représentant un montant total de 5 680 euros :

| Année | Fait générateur | Référence de la facture | Montant initial | Montant de la remise gracieuse | Motifs de remise gracieuse |
|------------------------|--|-------------------------|-----------------|--------------------------------|--|
| 2023-2024 2024-2025 | Diplôme de l'IEP – Spécialité de 5 ^{ème} année M2 Politiques et innovations sociales des territoires (PIST) | TR-2023-000203 | 7 680 euros | 5 680 euros | La personne a mobilisé son compte CPF à hauteur de 2 000 euros et se trouve dans l'incapacité d'effectuer le paiement du solde de la formation, en raison de difficultés personnelles. |

Visa de l'Agent Comptable, le 5 décembre 2024

Déborah Jacob

Résultats des votes : adoptée

Membres présents ou représentés : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Lyon, le 6 décembre 2024

Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER



7/ Questions de ressources humaines



CA du 6 décembre 2024

Délibération n° 21

Campagne d'emplois 2025

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Vu l'avis favorable du Comité social d'administration du 26 novembre 2024,

Exposé des motifs

1/ Prévision de recrutements au 1^{er} septembre 2025

- Ouverture de concours enseignants-chercheurs

2 supports d'emplois d'enseignant-chercheur sont susceptibles d'être vacants au 1^{er} septembre 2025 :

- MCF 0031 section 04 (science politique),
- MCF 0017 section 22 (histoire et civilisations).

Il est proposé de les ouvrir au concours *via* la campagne synchronisée de chacune de ces sections.

- Ouverture de concours BIATSS filière ITRF

2 supports d'emploi de catégorie B de Techniciens de Recherche et de Formation (TRF) BAP J sont actuellement vacants : un support vacant à la suite d'un départ à la retraite (Service RH) et un support vacant à la suite d'une intégration après un détachement dans une autre administration.

Il est proposé de recruter des agents sur ces supports selon les modalités suivantes :

- un concours interne TRF BAP J avec une affectation au service Scolarité et mobilité internationale ;
- un recrutement « Bénéficiaire de l'obligation d'emploi » (BOE) TRF BAP J avec une affectation au service Ressources humaines.

2/ Principe d'utilisation des supports vacants

Les supports restés vacants ou déclarés vacants après le vote de la campagne d'emplois par le Conseil d'administration seront pourvus au 1^{er} septembre ou 1^{er} octobre 2025 (ou au fil de l'eau si un poste devient vacant en cours d'année universitaire), par des ATER recrutés à 100 %.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé la campagne d'emplois 2025.

Résultats des votes : *adoptée*

Membres présents ou représentés : *22*

Pour : *22*

Contre : *0*

Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER

Cotation des postes filières AENES, Bibliothèque et ITRF selon le RIFSEEP et régime indemnitaire associé – part fonctionnelle IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) à partir du 1^{er} janvier 2025

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu la circulaire FP/DB du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu l'avis favorable du Comité social d'administration du 26 novembre 2024,

Exposé des motifs

1/ Cotation des postes :

- Agents de catégorie A ITRF IGE /IGR (3 groupes)

Groupe 1 : ensemble des chefs de service encadrant des agents

Groupe 2 : agents exerçant une activité technique complexe /exposée

Groupe 3 : autres fonctions ne s'écartant pas de l'emploi-type correspondant

- Agents de catégorie A ITRF ASI (2 groupes)

Groupe 1 : Agent exerçant une activité technique complexe /exposée et/ou ayant une fonction d'encadrement

Groupe 2 : autres fonctions ne s'écartant pas de l'emploi-type correspondant

- Agents de catégorie A AENES (4 groupes)

Groupe 1 : DGS

Groupe 2 : ensemble des chefs de service encadrant des agents

Groupe 3 : autres chefs de service et agents exerçant une activité technique complexe /exposée

Groupe 4 : autres fonctions ne s'écartant pas de l'emploi-type correspondant

Agents de catégorie A BIB (2 groupes)

Groupe 1 : Direction de la bibliothèque

Groupe 2 : autres fonctions de conservateur

- Agents de catégorie B (3 groupes)

Groupe 1 : agent exerçant une fonction de chef de service

Groupe 2 : agent exerçant une fonction d'adjoint au chef de service ou une activité technique complexe/exposée

Groupe 3 : autres fonctions ne s'écartant pas de l'emploi-type correspondant

- Agents de catégorie C (2 groupes)

Groupe 1 : agent ayant un rôle de coordination au sein d'un service ou agent ayant deux missions distinctes à exercer.

Groupe 2 : autres fonctions ne s'écartant pas de l'emploi-type correspondant

2/ Régime indemnitaire annuel brut :

- Agents de catégorie A ITRF

| Corps/grade (ITRF) | Régime indemnitaire - IFSE | | |
|-----------------------|----------------------------|----------|----------|
| | G1 | G2 | G3 |
| IGR HC | 13 000 € | 12 000 € | 11 500 € |
| IGR | 12 000 € | 10 500 € | 9 500 € |

| Corps/grade (ITRF) | Régime indemnitaire - IFSE | | |
|-----------------------|----------------------------|---------|---------|
| | G1 | G2 | G3 |
| IGE HC | 9 000 € | 8 300 € | 7 800 € |
| IGE CN | 8 700 € | 7 700 € | 7 000 € |

| Corps/grade (ITRF) | Régime indemnitaire - IFSE | |
|-----------------------|----------------------------|---------|
| | G1 | G2 |
| ASI | 6 800 € | 5 800 € |

- Agents de catégorie A AENES

| Corps/grade (AENES) | Régime indemnitaire - IFSE | | | |
|------------------------|----------------------------|----------|----------|----------|
| | G1 | G2 | G3 | G4 |
| AAE HC | 13 000 € | 11 500 € | 10 500 € | 10 000 € |
| APAE | 12 000 € | 9 000 € | 7 900 € | 7 300 € |
| AAE | 8 700 € | 7 700 € | 7 000 € | 6 500 € |

- Agents de catégorie A Bibliothèque

| Corps/grade (BIB) | Régime indemnitaire - IFSE | |
|----------------------|----------------------------|---------|
| | G1 | G2 |
| CONS G | 11 000 € | 9 500 € |
| CONS CHEF | 9 600 € | 9 000 € |
| CONS | 9 100 € | 8 500 € |

- Agents de catégorie B

| Corps/grade (AENES ITRF) | Régime indemnitaire - IFSE | | |
|-----------------------------|----------------------------|---------|---------|
| | G1 | G2 | G3 |
| TECH CE/SAENES CE | 5 800 € | 5 700 € | 5 500 € |
| TECH CS/SAENES CS | 5 600 € | 5 450 € | 5 300 € |
| TECH CN/SAENES CN | 5 450 € | 5 200 € | 5 000 € |

- Agents de catégorie C

| Corps/grade (AENES ITRF) | Régime indemnitaire - IFSE | |
|-----------------------------|----------------------------|---------|
| | G1 | G2 |
| ATRF P1C/ADJAENES P1C | 4 400 € | 4 200 € |
| ATRF P2C/ADJAENES P2C | 4 200 € | 4 000 € |
| ATRF /ADJAENES | 4 000 € | 3 800 € |

3/ Modalités particulières

a) Fonctions administratives particulières

Concernant la fonction de directeur général des services, au regard de sa spécificité, il est indiqué une fourchette avec un montant minimal correspondant au groupe 1 du premier grade de la catégorie A et un montant maximal correspondant au plafond réglementaire défini pour le corps des ingénieurs d'études groupe 1 en application de l'arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'ingénieurs de recherche des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État. Il s'agit de permettre une

certaine souplesse pour un emploi avec un fort niveau de responsabilité et la nécessité de recruter un profil spécifique alors que la problématique de l'attractivité de cette fonction est réelle avec une forte concurrence entre les établissements.

| Fonction de DGS | Régime indemnitaire proposé |
|---|-----------------------------|
| Entre 8 700 € et 29 750 € (montant annuel brut) | |

Les fonctions ci-après peuvent bénéficier, en raison de leurs responsabilités particulières, d'un montant d'IFSE supplémentaire :

- Responsable du service scolarité et mobilité internationale ;
- Responsable du service RH ;
- Responsable du service finances-patrimoine-logistique-accueil.

Ce montant d'IFSE supplémentaire ne peut pas dépasser 4.200 euros bruts annuels (soit 350 € bruts mensuels), il est fixé par arrêté individuel.

Par ailleurs, le montant de l'IFSE supplémentaire lié aux fonctions de régisseur de recettes **et d'avances est fixé à 1 000 euros bruts annuels (soit 83,33 euros bruts mensuels).**

b) Fonctions informatiques - montants bruts annuels :

Pour les personnels exerçant des fonctions informatiques précisément désignées, il est prévu d'attribuer un montant spécifique, forfaitaire différent selon les fonctions exercées. Le montant déterminé prend en compte les versements actuels afin que les agents conservent a minima le bénéfice de leur indemnité antérieure.

- Pour les personnels de catégorie A : IGE/IGR

| Corps/grade (ITRF) | Régime indemnitaire proposé | | | |
|--------------------|-----------------------------|----------------------------|-------------------|------------------------------------|
| | Chef de projet | Exp. Ingénierie logicielle | Adm. Syst réseaux | Ingenieur en Ingénierie logicielle |
| IGR | 7 700 € | 7 425 € | 6 930 € | 6 400 € |
| IGE | 7 000 € | 6 750 € | 6 300 € | 6 000 € |

- Pour les personnels de catégorie A : ASI

| Corps/grade (ITRF) | Régime indemnitaire proposé |
|--------------------|-------------------------------|
| | Assist. Ingénierie logicielle |
| ASI | 5 000 € |

- Pour les personnels de catégorie B

| Corps/grade (ITRF) | Régime indemnitaire proposé |
|--------------------|-----------------------------|
| | Technicien d'exploitation |
| TECH | 4 300 € |

c) Autres situations

Une garantie indemnitaire est accordée aux personnes bénéficiant d'un régime indemnitaire antérieur plus favorable que le dispositif proposé. Ainsi, ces personnes, recrutées soit à la suite de recrutements externes, soit de mobilités internes, continuent de percevoir le montant antérieur tant qu'elles restent affectées sur les mêmes fonctions. La garantie est plafonnée au montant du groupe 1 de la catégorie supérieure.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé la cotation des postes filières AENES, Bibliothèque et ITRF selon le RIFSEEP et régime indemnitaire associé – part fonctionnelle IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) à partir du 1^{er} janvier 2025.

| | |
|-----------------------------------|----------------|
| Résultats des votes : | <i>adoptée</i> |
| Membres présents ou représentés : | <i>22</i> |
| Pour : | <i>22</i> |
| Contre : | <i>0</i> |
| Abstention : | <i>0</i> |

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le Président du Conseil d'administration


Gilles LE CHATELIER

Règles d'attribution du complément indemnitaire de fin d'année 2025 pour les agents contractuels BIATSS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Vu l'avis favorable du Comité social d'administration du 26 novembre 2024,

Exposé des motifs

Les agents non titulaires de Sciences Po Lyon peuvent bénéficier d'un complément indemnitaire de fin d'année lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir, appréciés notamment dans le cadre de l'entretien professionnel annuel. Ce dernier permet, par ailleurs, de valoriser un investissement particulier des agents concourant au bon fonctionnement de l'établissement, à son rayonnement et à la promotion de ses formations.

Ce complément indemnitaire est constitué d'un montant forfaitaire fixe et d'une part variable, selon les modalités suivantes :

- Les montants forfaitaires fixes, restant inchangés par rapport à l'année 2024, sont les suivants :
 - 600 € pour les agents de catégorie C ;
 - 650 € pour les agents de catégorie B ;
 - 700 € pour les agents de catégorie A.

Ces montants forfaitaires fixes sont proratisés en fonction de la quotité de travail et de la durée effective du contrat sur l'année 2025.

- Les critères d'attribution de la part variable de ce complément indemnitaire incluent notamment :
 - l'exercice de fonctions supérieures, égales ou inférieures afin de pallier l'absence de collègues ;
 - un investissement exceptionnel dans la participation à des projets structurants ou des événements importants pour l'établissement (salons étudiants, cérémonies de remise de diplômes, etc.) ;

- une surcharge de travail liée au tutorat de nouveaux collègues (accueil, formation, etc.).

Le montant de la part variable du complément indemnitaire ne pourra pas excéder 1 500 euros par agent.

Pour l'appréciation des différents critères d'attribution de cette part variable, l'avis motivé des chefs de service est sollicité.

Les montants individuels au titre du complément indemnitaire de l'année 2025 sont attribués par la Directrice de l'établissement à l'issue d'une commission d'arbitrage réunissant, outre la Directrice, le Directeur général des Services et la Responsable du service des ressources humaines.

Dans le cas d'un non-renouvellement d'un contrat à l'initiative de l'établissement, l'attribution du complément indemnitaire est laissée à l'appréciation de la Directrice de l'établissement, après avis de la commission d'arbitrage.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé les règles d'attribution du complément indemnitaire de fin d'année 2025 pour les agents contractuels BIATSS.

Résultats des votes : *adoptées*
Membres présents ou représentés : *22*
Pour : *22*
Contre : *0*
Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER
Gilles LE CHATELIER



Règles d'attribution du complément indemnitaire annuel
(CIA) des agents titulaires pour 2025

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;
Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu la circulaire FP/DB du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
Vu l'avis favorable du Comité social d'administration du 26 novembre 2024,

Exposé des motifs

L'article 4 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 susvisé prévoit la possibilité de verser un complément indemnitaire annuel (CIA) aux agents titulaires BIATSS, en une ou deux fractions.

Ce complément indemnitaire annuel est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir, appréciés notamment dans le cadre de l'entretien professionnel annuel. Il permet, par ailleurs, de valoriser un investissement particulier des agents concourant au bon fonctionnement de l'établissement, au rayonnement de l'établissement et à la promotion de ses formations.

La Directrice de l'établissement propose un versement unique en fin d'année, au plus tard sur la paye de décembre, selon les modalités suivantes :

- Agents de catégorie A de la filière ITRF

| Corps/grade (ITRF) | Montants maximaux (selon les préconisations ministérielles, soit ≤ 15 % du montant du RIFSEEP) | | |
|-----------------------|--|--------|--------|
| | G1 | G2 | G3 |
| IGR HC | 1 950€ | 1 800€ | 1 725€ |
| IGR | 1 800€ | 1 575€ | 1 425€ |

| Corps/ grade (ITRF) | Montants maximaux (selon les préconisations ministérielles, soit ≤ 15 % du montant du RIFSEEP) | | |
|---------------------------|--|--------|--------|
| | G1 | G2 | G3 |
| IGE HC | 1 350€ | 1 245€ | 1 170€ |

| | | | |
|--------|--------|--------|--------|
| IGE CN | 1 305€ | 1 155€ | 1 050€ |
|--------|--------|--------|--------|

| Corps/grade (ITRF) | Montants maximaux (selon les préconisations ministérielles, soit $\leq 15\%$ du montant du RIFSEEP) | |
|-----------------------|---|------|
| | G1 | G2 |
| ASI | 1 020€ | 870€ |

- Agents de catégorie A de la filière AENES

| Corps/grade (AENES) | Montants maximaux (selon les préconisations ministérielles, soit $\leq 15\%$ du montant du RIFSEEP) | | | |
|------------------------|---|--------|---------|--------|
| | G1 | G2 | G3 | G4 |
| AAE HC | 1 950€ | 1 725€ | 1 575€ | 1 500€ |
| APAE | 1 800€ | 1 290€ | 1 215 € | 1 125€ |
| AAE | 1 305€ | 1 155€ | 1 050€ | 975€ |

- Agents de catégorie A de la filière Bibliothèque

| Corps/ grade (BIB) | Montants maximaux (selon les préconisations ministérielles, soit $\leq 15\%$ du montant du RIFSEEP) | |
|--------------------------|---|--------|
| | G1 | G2 |
| CONS G | 1 650€ | 1 425€ |
| CONS CHEF | 1 440€ | 1 350€ |
| CONS | 1 365€ | 1 275€ |

- Agents de catégorie B des filières ITRF et AENES

| Corps/grade (AENES ITRF) | Montants maximaux (selon les préconisations ministérielles, soit $\leq 15\%$ du montant du RIFSEEP) | | |
|-----------------------------|---|------|------|
| | G1 | G2 | G3 |
| TECH CE/SAENES CE | 696€ | 684€ | 660€ |
| TECH CS/SAENES CS | 672€ | 654€ | 636€ |
| TECH CN/SAENES CN | 654€ | 624€ | 600€ |

- Agents de catégorie C des filières ITRF et AENES

| Corps/grade | Montants maximaux (selon les préconisations) |
|-------------|--|
|-------------|--|

| (AENES ITRF) | ministérielles, soit =<15 % | |
|-----------------------|-----------------------------|------|
| | G1 | G2 |
| ATRF P1C/ADJAENES P1C | 440€ | 420€ |
| ATRF P2C/ADJAENES P2C | 420€ | 400€ |
| ATRF /ADJAENES | 400€ | 380€ |

Les critères d'attribution du CIA incluent notamment :

- l'exercice de fonctions supérieures, égales ou inférieures afin de pallier l'absence de collègues ;
- un investissement exceptionnel dans la participation à des projets structurants ou des événements importants pour l'établissement (salons étudiants, cérémonies de remise de diplômes, etc.) ;
- une surcharge de travail liée au tutorat de nouveaux collègues (accueil, formation, etc.).

Pour l'appréciation des différents critères d'attribution, l'avis motivé des chefs de service est sollicité.

Les montants individuels au titre du CIA sont attribués par la Directrice de l'établissement à l'issue d'une commission d'arbitrage réunissant, outre la Directrice, le Directeur Général des Services et la Responsable du service des ressources humaines.

A titre dérogatoire, il peut être attribué une majoration supplémentaire de CIA, d'un montant maximum 500 euros, au regard de l'investissement exceptionnel de l'agent.

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,

Après avoir délibéré, a approuvé les règles d'attribution du complément indemnitaire annuel (CIA) des agents titulaires pour 2025.

Résultats des votes : *adoptées*
Membres présents ou représentés : *22*
Pour : *22*
Contre : *0*
Abstention : *0*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*
Le président du Conseil d'administration


Gilles LE CHATELIER



8/ Fonds social



9/ Questions diverses



Motion n°1

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements,

Exposé des motifs

Des élus et élues enseignants-chercheurs siégeant au Conseil d'administration ont souhaité inscrire à l'ordre du jour la proposition de motion ci-dessous.

Proposition

« Sciences Po Lyon entretient de longue date des relations privilégiées avec de nombreuses universités et écoles, localement dans le cadre de la ComUE et nationalement au titre de différents partenariats dans lesquels ses personnel.les enseignant.es et ses étudiant.es sont impliqué.es. Par l'intermédiaire de son Conseil d'Administration, Sciences Po Lyon souhaite donc manifester son soutien aux établissements d'enseignement supérieur touchés par les fortes restrictions prévues au budget 2025. »

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,
Après avoir délibéré, a approuvé la présente motion, proposée par des élus et élus enseignants-chercheurs siégeant au Conseil d'administration.

Résultats des votes : *adoptée*

Membres présents ou représentés : *22*

Pour : *21*

Contre : *0*

Abstention : *1*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*
Le président du Conseil d'administration

Gilles LE CHATELIER

Motion n°2

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D. 741-9 à D. 741-11 ;

Vu le décret n° 89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements,

Exposé des motifs

Des élus et élues enseignants-chercheurs siégeant au Conseil d'administration ont souhaité inscrire à l'ordre du jour la proposition de motion ci-dessous.

Proposition

« Une inscription ignoble a récemment recouvert les murs de l'IEP de Lyon : "1 sioniste, 1 balle, justice décoloniale !" Le conseil d'administration de l'IEP de Lyon condamne fermement cet appel au meurtre inacceptable et ce dévoiement de la notion de justice. Cela est contraire aux valeurs humanistes de notre établissement. La communauté universitaire doit plus que jamais se mobiliser pour la défense de ces valeurs. La dénonciation légitime des massacres perpétrés à Gaza sous l'autorité du gouvernement israélien ainsi que la solidarité avec les souffrances des peuples palestinien et libanais ne sauraient en aucune manière justifier cette dérive haineuse. »

Le Conseil d'administration de l'IEP de Lyon, dans sa séance du 6 décembre 2024,
Après avoir délibéré, a approuvé la présente motion, proposée par des élues et élus enseignants-chercheurs siégeant au Conseil d'administration.

Résultats des votes : *adoptée*

Membres présents ou représentés : *22*

Pour : *16*

Contre : *0*

Abstention : *6*

Fait à Lyon, le *6 décembre 2024*

Le président du Conseil d'administration



Gilles LE CHATELIER



À L'UNISSON

SCIENCES PO LYON



Séance du 6 décembre 2024

AMENDEMENT

Amendement :

Dans la motion, les mots “les massacres” sont remplacés par “ le génocide et les crimes contre l’humanité”.

Exposé des motifs :

Les actions du gouvernement israélien s'apparentent, selon la rapporteure spéciale des Nations unies sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés à trois actes constitutifs de génocide : « meurtre de membres du groupe ; atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; et soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». De plus, selon Amnesty International, un génocide est actuellement en cours. Enfin, M. Netanyahu, premier ministre israélien, est sous mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale car il porte selon le procureur “ la responsabilité pénale de crimes de guerre et crimes contre l’humanité”.

Pour ces motifs, et parce qu'une précision absolue est nécessaire dans un contexte tendu, il convient de décrire les actions du gouvernement israélien comme elles le sont factuellement, sans euphémisme et sans exagération. Par conséquent, il convient de qualifier ces actes de génocide et de crimes contre l’humanité.

Résultats des votes : amendement refusé

Présents ou représentés : 22

Pour : 10

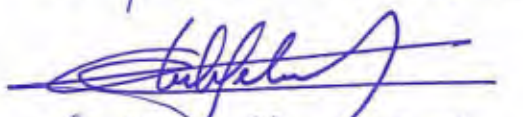
Contre : 7

Abstentions : 3

Né prennent pas part au vote : 2

Fait à Lyon, le 6 décembre 2024

Le président du Conseil d'administration


Gilles Le Châtelier